



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 152 N° 005
Le vendredi 30 mai 2025

Présidence de l'honorable Francis Scarpaleggia



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 30 mai 2025

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

DISCOURS DU TRÔNE

• (1000)

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 29 mai, de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Sa Majesté le roi en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement modifié.

Tamara Jansen (Cloverdale—Langley City, PCC): Monsieur le Président, je prends un instant pour vous féliciter de présider votre première séance; c'est merveilleux.

Avant de commencer, j'aimerais adresser quelques remerciements. Il est difficile de trouver les mots pour exprimer à quel point je suis reconnaissante envers les gens de Cloverdale—Langley City. Ils ont travaillé si fort pour m'aider à revenir à Ottawa. Les bénévoles ont sacrifié des soirées et des fins de semaine pour faire du porte-à-porte, effectuer des appels et livrer des affiches. Une personne a même cuisiné une tarte aux pommes pour l'équipe. Chacune de ces personnes a contribué de manière importante à faire de mon retour à la Chambre une réalité.

Je salue tout spécialement mon époux. Il ne s'est jamais arrêté: beau temps mauvais temps, tôt le matin jusqu'à tard le soir. Son attitude « relevons nos manches et attelons-nous à la tâche » est inspirante. Ces crêpes moelleuses et ce parfait thé chai qu'ils préparaient tous les samedis au bureau de campagne sont devenus légendaires. Je suis si choyée d'avoir une douce moitié aussi incroyable.

Certains députés savent peut-être que j'ai fait campagne pour l'élection partielle de décembre et que j'y ai gagné la circonscription avec plus de 65 % des voix, seulement pour retourner en mode campagne électorale complet sans même avoir eu la chance de réchauffer une banquette à la Chambre. Quel tourbillon! Disons simplement que j'ai usé plus d'une paire de chaussures cette année, tout comme quelques bénévoles, sans doute. Il y a tant de gens fantastiques que je pourrais nommer, mais cela me prendrait une heure, alors je tiens à ce qu'ils sachent que leur travail a été précieux, que leur dévouement a été précieux et que je me fais leur porte-parole chaque fois que je prends la parole à la Chambre.

Je passe maintenant à mon discours principal. Cette semaine, les Canadiens ont eu droit à toute la pompe et la cérémonie qui en-

tourent un discours du Trône, prononcé par Sa Majesté le roi Charles lui-même. Toutefois, comme nous le savons, ce discours a été rédigé par le premier ministre. Parmi toutes les belles paroles et les grands gestes, il renfermait la promesse suivante: le gouvernement serait guidé par ce qu'il appelle « une nouvelle discipline fiscale: dépenser moins, pour que les Canadiens puissent investir plus ».

Cependant, lorsque la motion de voies et moyens a été déposée cette semaine, au lieu de réduire l'augmentation annuelle des dépenses à moins de 2 %, comme ils l'avaient promis, les libéraux ont annoncé une augmentation colossale de 8,4 % des dépenses fédérales. Si l'on additionne tous ces chiffres, les dépenses du premier ministre seront supérieures de 71 % à celles prévues par le gouvernement Trudeau dans ses prévisions budgétaires d'automne.

Est-ce vraiment une bonne idée d'embobiner les Canadiens avec des stratagèmes comptables sophistiqués visant à embellir la situation financière? L'idée de dépenser moins pour que les Canadiens puissent investir plus semble excellente jusqu'à ce qu'on y réfléchisse pendant cinq secondes. C'est un peu comme si des parents disaient à leurs enfants qu'ils vont économiser de l'argent ce mois-ci, alors qu'ils sont en train d'acheter un téléviseur à écran plat flamant neuf. Les libéraux n'économisent pas; ils dépensent, et quelqu'un devra payer la note.

Pendant ce temps, les familles croulent sous le poids de la hausse des prix. J'ai parlé à des gens chez eux, à l'église et à l'épicerie, et ils m'ont dit qu'ils achètent non seulement moins de gadgets, mais aussi moins de nourriture. Ils annulent leurs projets de vacances estivales avec leur famille afin de pouvoir effectuer leurs paiements hypothécaires. Or, le gouvernement parle d'entreprendre la plus vaste transformation de l'économie canadienne depuis la Deuxième Guerre mondiale. Une telle entreprise n'est pas bon marché. Il faudra en assumer les coûts.

Les Canadiens veulent un budget en bonne et due forme afin de savoir combien cette transformation coûtera réellement. Il est temps de mettre fin aux dépenses excessives, d'arrêter de créer de l'inflation et de donner aux Canadiens l'occasion de reprendre vraiment leur souffle, car les défis vont au-delà des prix actuels. Lorsque les gouvernements dépensent trop, cela se traduit par des taux d'intérêt plus élevés pour chacun d'entre nous, des compressions dans les services et des promesses non tenues. Quand la facture arrivera à échéance, elle n'atterrira pas sur le bureau du premier ministre, mais sur celui de nos enfants et de nos petits-enfants. Si nous n'agissons pas maintenant, non seulement verrons-nous notre niveau de vie se dégrader, mais nous léguerons aussi à nos enfants et à nos petits-enfants un pays que nous n'avons pas les moyens de réparer.

L'Adresse en réponse

Puisqu'il est question de choses que les jeunes Canadiens n'ont pas les moyens de se payer, parlons du logement. Pendant la campagne électorale, alors que je faisais du porte-à-porte, j'ai rencontré un jeune homme qui était devant sa petite maison en rangée. C'était un chic type, probablement dans la jeune trentaine. Il m'a dit qu'il avait un bon emploi, qu'il avait beaucoup épargné et que, même avec l'aide de ses parents, il avait tout juste réussi à accumuler assez d'argent pour une mise de fonds. Alors qu'il doit maintenant composer avec des taux d'intérêt élevés et des coûts qui grimpent, il m'a regardée dans les yeux et m'a dit: « J'avais toujours espéré pouvoir un jour emménager dans un logis offrant assez d'espace pour élever une famille mais, au rythme où vont les choses, ce rêve est en train de s'évanouir. » Cela m'a marquée.

• (1005)

Imaginez ma stupeur quand j'ai appris que la prétendue solution du gouvernement à la crise du logement était de confier à l'ancien maire de Vancouver, celui-là même qui a vu le prix des logements exploser sous sa gouverne, les fonctions de ministre du Logement. Vancouver n'est pas seulement devenue une ville inabordable; elle se classe maintenant parmi les villes les plus inabordables au monde. Si c'est l'aide que le gouvernement compte offrir aux Canadiens, nous devrions tous être très inquiets.

Les libéraux disent qu'ils vont doubler le nombre de mises en chantier. En toute honnêteté, cela ne réglera rien s'ils ne s'attaquent pas aux véritables sources du problème: les lourdeurs administratives, les systèmes défaillants de délivrance de permis et les taxes qui écrasent l'industrie de la construction. Les chiffres ne mentent pas. Les coûts augmentent et les jeunes Canadiens abandonnent tout simplement l'idée de devenir un jour propriétaires. Or, un pays où la prochaine génération n'a pas les moyens de s'enraciner, c'est un pays en difficulté. Il nous faut un plan qui ouvre la voie à la construction de logements, pas qui fait les manchettes.

Je vais lire la solution du gouvernement à ce problème, qui est tirée directement du programme des libéraux. Ces derniers vont « ramener le gouvernement canadien dans le secteur de la construction résidentielle ». Le gouvernement créera encore un nouvel organisme, Maisons Canada, qui agira comme un promoteur et qui utilisera notre argent pour construire des logements sur des terres publiques. Les libéraux prévoient verser des milliards de dollars à des promoteurs approuvés par le gouvernement pour qu'ils construisent des maisons préfabriquées et pour leur offrir du financement à faible taux d'intérêt.

Le problème, c'est que les libéraux ne veulent pas aider les Canadiens à bâtir leur propre avenir: ils veulent le faire pour eux avec des fonds publics, et, ainsi, le gouvernement deviendra maître de leur destin. Les gens sont censés posséder leur logement pour y planter leurs racines, y trouver une stabilité et y bâtir un avenir. Or, avec ce plan, ce rêve devient de plus en plus inaccessible. Le gouvernement crée un système où de plus en plus de Canadiens louent des logements du gouvernement qui ont été construits avec des fonds publics sur des terres publiques, sans avoir la possibilité d'en être propriétaires.

Je pense aux jeunes couples qui ont deux emplois et qui essaient d'épargner pendant que les prix ne cessent d'augmenter; aux nouveaux Canadiens qui sont venus ici dans l'espoir d'une vie meilleure, mais qui découvrent qu'il leur est impossible d'être propriétaires; et aux aînés qui voient leurs enfants et leurs petits-enfants qui ont du mal à se payer ce qu'ils tenaient pour acquis. La vérité, c'est qu'il ne s'agit pas seulement d'une crise du logement,

mais aussi d'une crise de l'espoir. Une génération entière est tenue à l'écart, et il est de notre devoir de faire mieux pour elle. Nous n'avons pas besoin de plus de propriétaires gouvernementaux. Ce qu'il nous faut, c'est un gouvernement qui respecte le rêve des gens de posséder une maison et qui se bat pour le rendre possible.

Le logement ne devrait pas être un luxe accessible à quelques privilégiés, la sécurité publique non plus. C'est une promesse fondamentale que les libéraux ont rompue à maintes reprises, presque délibérément. Ils ont été lents à emprisonner les récidivistes violents, mais prompts à traiter les Canadiens respectueux des lois comme des criminels en interdisant les armes de poing. Ils sont indulgents envers les membres des gangs et les voleurs d'automobiles, mais ils punissent sévèrement les tireurs sportifs qui sont formés et qui ont un permis ainsi que les collectionneurs qui ne font rien de mal et qui suivent les règles. Voilà l'approche des libéraux en matière de justice: punir les innocents, excuser les coupables et faire passer les droits des criminels en premier et ceux des victimes en dernier.

Je me permets de parler d'une histoire bouleversante qui s'est produite dans ma province, la Colombie-Britannique. En juin dernier, Adam Mann, un homme de 40 ans, a été accusé de meurtre au deuxième degré pour le meurtre d'une jeune femme nommée Tori Dunn, à Surrey. Au moment des faits, il était en liberté sous caution, malgré des antécédents violents, dont 22 condamnations et une peine de 12 ans pour violation de domicile. Un rapport pré-sentenciel avait même conclu qu'il présentait un risque impossible à gérer. Pourtant, il était en liberté.

La famille de Tori n'a pas seulement perdu sa fille, elle a été abandonnée par le système. Ce système fait passer les droits d'un récidiviste violent avant ceux d'une femme innocente à vivre dans la paix. On ne peut pas parler de justice, de sécurité et encore moins de compassion.

Les Canadiens méritent un système de justice qui protège les gens, et non un système qui joue avec leur vie. Il faut une véritable réforme du régime de mise en liberté sous caution, des lois qui protègent les victimes et non les délinquants, et d'un gouvernement qui assure la sécurité des collectivités. Si nous ne nous attaquons pas sérieusement à ce problème maintenant, nous ne risquons pas seulement une augmentation de la criminalité. Nous risquons également d'ébranler la confiance du public dans le système en entier.

Les Canadiens en ont assez des paroles creuses. Ils ont besoin d'un plan maintenant, d'un vrai budget écrit noir sur blanc. Les finances publiques sont-elles trop plongées dans le rouge pour que le premier ministre soit honnête avec les Canadiens? Il a fait campagne en misant tout sur son curriculum vitae. Il a promis un gouvernement axé sur la compétence, la crédibilité et la discipline, mais c'est une promesse non respectée jusqu'à présent. Le gouvernement n'affiche pas de véritable rigueur budgétaire, il n'offre aucun plan pour régler les problèmes de logement ni aucune mesure pour lutter contre la criminalité. Tout ce que l'on constate, c'est plus d'emprunts, plus de programmes bureaucratiques et plus d'annonces creuses.

Si le premier ministre veut vraiment faire preuve de leadership, il doit présenter un budget pour arrêter l'hémorragie, freiner les dépenses inconsidérées, rétablir l'abordabilité et redonner aux Canadiens l'espoir qu'ils sont en train de perdre. Est-ce là toute la compétence du premier ministre? Est-ce là l'excellence économique que le premier ministre a promise à des millions d'électeurs? J'espère que non, car les Canadiens méritent mieux.

L'Adresse en réponse

• (1010)

[Français]

Steeve Lavoie (Beauport—Limoilou, Lib.): Monsieur le Président, au début de son discours, ma collègue a beaucoup parlé des dépenses du gouvernement.

Une élection partielle va bientôt être déclenchée dans une circonscription du Parti conservateur, ce qui va coûter plus de 1,5 million de dollars aux contribuables. La députée trouve-t-elle qu'il s'agit d'une dépense de trop ou pas?

[Traduction]

Tamara Jansen: Monsieur le Président, on aura beau s'écarter du sujet du débat autant qu'on voudra, il n'en demeure pas moins que mon travail consiste à défendre les familles qui s'appauvrissent de plus en plus pendant que le gouvernement tarde à présenter un véritable plan, à commencer par un véritable budget, un budget responsable. Il est évident qu'on ne peut pas régler le problème du coût de la vie sans redresser le budget. Chaque jour où le gouvernement retarde le dépôt d'un budget responsable, l'inflation continue de faire souffrir les familles, les taux d'intérêt restent élevés, les petites entreprises ne peuvent pas planifier leurs activités et les retraités ne peuvent pas faire de budget.

Plus un plan précis se fait attendre, plus la crise coûte cher. Il est temps de faire preuve de leadership. Il est temps d'arrêter l'hémorragie en présentant un budget empreint de discipline et de respect envers ceux qui paient la note, c'est-à-dire les contribuables canadiens.

[Français]

Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry—Soulanges—Huntingdon, BQ): Monsieur le Président, en tant que députée représentant une circonscription frontalière des États-Unis, je m'intéresse à la sécurité des frontières.

Dans le discours du Trône, on parle de l'embauche d'agents supplémentaires de la Gendarmerie royale du Canada, mais on ne dit pas un mot sur l'intention du gouvernement d'ajouter des ressources humaines à l'Agence des services frontaliers du Canada.

Ma collègue ne trouve-t-elle pas spécial, voire anormal, que l'engagement de l'ancien gouvernement d'embaucher 1 000 agents pour les services frontaliers ne figure pas dans le discours du Trône?

[Traduction]

Tamara Jansen: Monsieur le Président, ce que se demandent vraiment les Canadiens en ce moment, c'est si le premier ministre va présenter un budget qui démontrera enfin qu'il a conscience de la crise du coût de la vie. Ce que les Canadiens attendent désespérément, c'est un budget, et non une énième belle brochure remplie de promesses réchauffées. Pendant que le gouvernement donne des conférences de presse et rabâche ses platitudes, les familles étirent leur budget d'épicerie au maximum et annulent leurs vacances d'été pour pouvoir payer leur prêt hypothécaire.

Nous avons eu assez de beaux discours. Nous avons besoin d'un plan d'action financier en bonne et due forme qui met fin aux dépenses inconsidérées, qui respecte l'argent des contribuables et qui donne une bouffée d'oxygène à l'économie. Ne pas présenter de plan, ce n'est pas seulement un manque de leadership, c'est carrément de la négligence.

Andrew Lawton (Elgin—St. Thomas—London-Sud, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter la députée pour sa réélection.

Elle a mentionné que le premier ministre n'a pas de plan. Je me demande si, au cours de ses deux campagnes, des Canadiens lui ont fait part d'anecdotes sur leur propre budget ainsi que sur les décisions qu'ils doivent prendre dans leur propre ménage, et si la moindre de ces décisions ressemble à ce que le gouvernement nous propose. Je me suis dit que ses échanges avec les électeurs lui ont peut-être inspiré des réflexions.

• (1015)

Tamara Jansen: Monsieur le Président, je me fonde non seulement sur les commentaires de mes concitoyens, mais aussi sur mon expérience personnelle en tant que femme d'affaires. Jamais, au grand jamais, nous n'avons travaillé sans budget, car il faut un budget pour savoir si nous sommes sur la bonne voie. Si nous ne sommes pas sur la bonne voie, nous ne le saurons jamais, et la situation dérapera très rapidement. Même la banque exige qu'on fasse preuve de discipline, ce qui suppose d'établir un budget, de le respecter et de ne pas dépasser notre plafond de dépenses.

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je pense que tout le monde à la Chambre convient que la Saskatchewan et le Manitoba vivent actuellement une tragédie en raison des feux de forêt, qui sont exacerbés par les changements climatiques. Je crois que nous sommes tous d'accord pour offrir nos condoléances et nos prières aux personnes qui sont touchées, en particulier les premiers intervenants.

L'une des choses qu'on nous a dites pendant la campagne électorale, en avril, c'est que l'Association canadienne des chefs de pompiers a lancé deux appels à l'action aux candidats à l'élection fédérale. Elle a notamment réclamé une « administration nationale des incendies [qui] vise à aider le Canada à traiter et à coordonner avec les services d'incendie les questions liées aux incendies de forêt, aux explosifs, à la politique du logement, à la construction, aux tarifs, à la capacité d'intervention civile, à la technologie verte, aux urgences maritimes, à l'énergie propre, à la défense » et ainsi de suite. Cette administration nationale des incendies serait au cœur de la gestion future des urgences; elle aurait des responsabilités liées aux interventions en cas d'incendies de forêt et en cas de situation d'urgence comme celle qui se déroule en ce moment.

La députée soutient-elle l'appel à l'action de l'Association canadienne des chefs de pompiers et voit-elle en quoi ce qui est proposé serait utile à l'heure actuelle?

Tamara Jansen: Absolument, monsieur le Président. Nous devons nous employer à régler la situation, qui est tragique. Nous allons appuyer ces efforts autant que possible.

Cheryl Gallant (Algonquin—Renfrew—Pembroke, PCC): Monsieur le Président, tout d'abord, j'aimerais remercier les habitants d'Algonquin—Renfrew—Pembroke de m'avoir accordé leur confiance une neuvième fois. C'est leur ardeur au travail et leur détermination à bâtir des milieux de vie dans la vallée de l'Outaouais qui m'incitent à avoir moi aussi du cœur à l'ouvrage dans ce que je fais pour eux.

Je tiens également à remercier Sa Majesté le roi Charles III d'être venu au Canada pour prononcer le discours du Trône. Comme l'une des premières actions du premier ministre précédent avait été de décrocher un portrait de la reine Elizabeth II, j'ai vu d'un bon œil que le député de Nepean, peu après son élection, invite Sa Majesté.

L'Adresse en réponse

J'ai vu cette initiative d'un bon œil jusqu'au moment où le discours a été prononcé, car nous nous sommes alors souvenus qu'il s'agit toujours du même vieux Parti libéral, mais chaussé de bas bruns. C'est toujours le même parti, celui qui s'efforce de saisir les fusils de chasse de citoyens respectueux des lois, celui qui a juré devant le monde qu'il procéderait à l'expropriation de 30 % des terres aménagées du Canada et qu'il imposerait de nouvelles règles environnementales strictes partout au pays. Le Parti libéral reste fidèle à lui-même, avec son plan économique qui se résume à lever des impôts, à dépenser et à emprunter encore plus d'argent.

Il y a une différence entre les libéraux à la Trudeau d'il y a six mois et le caucus libéral d'aujourd'hui, avec sa nouvelle couche de peinture. Tandis que les libéraux précédents, avec leur mentalité puérile et obstinée, considéraient toute idée des conservateurs comme radioactive, les nouveaux libéraux sont des charpenteurs prêts à nous dérober n'importe laquelle de nos idées. Loin de moi l'idée de m'en plaindre, cela dit. Nous voulons bel et bien que les libéraux nous imitent, sauf que, malgré son bagage universitaire, le premier ministre n'est pas très doué pour le plagiat.

Ce que je veux dire, c'est que même quand les libéraux s'approprient nos slogans et nos politiques, ils les déforment ensuite pour les mettre à la bonne vieille sauce libérale. Prenons, par exemple, notre proposition d'éliminer la TPS à l'achat d'une habitation neuve. L'élégance de notre proposition réside dans sa facilité d'exécution. La planification serait facile pour les constructeurs de logements. Elle serait facile à mettre en œuvre pour l'Agence du revenu du Canada. Pourtant, entre les mains des libéraux, elle s'est transformée en quelque chose d'autre.

Les libéraux ont employé des mots comme « éliminer la TPS », « habitation » et « nouveau » ou « neuf », mais pas dans le même ordre. Les libéraux ont promis d'éliminer la TPS à l'achat d'une habitation neuve pour les acheteurs d'une première habitation. Leur politique crée de l'incertitude. Les constructeurs domiciliaires devront deviner le nombre de logements neufs à bâtir pour les acheteurs d'une première habitation. Cette politique obligera l'Agence à embaucher davantage de fonctionnaires pour s'assurer que les acquéreurs achètent vraiment leur première habitation.

Compliciter les choses inutilement, accroître la taille de la fonction publique et laisser le gouvernement choisir les gagnants et les perdants, c'est le summum de la politique libérale. Le discours ne fait aucune mention de la promesse électorale des libéraux de saisir les armes des propriétaires légitimes d'armes à feu dans les quatre prochains mois. Il était encourageant d'entendre Sa Majesté dire que les droits des propriétaires légitimes d'armes à feu seraient protégés. L'ancien ministre de la Sécurité publique a dit, en décembre dernier, que, lors de la deuxième phase de la grande saisie d'armes à feu des libéraux, on allait envoyer la police chez tous les propriétaires d'arme à feu détenteur d'un permis dans le but de saisir des armes à feu nouvellement interdites. Ces deux affirmations sont difficiles à concilier. Est-ce que le fait de ne pas avoir mentionné la saisie d'armes à feu dans le discours du Trône est une façon discrète pour notre économiste, le premier ministre, d'admettre que dépenser plus de 1 milliard de dollars pour détruire des biens personnels est une forme de destruction des investissements?

On ne peut faire que des suppositions, puisque le premier ministre a fait campagne en promettant de suivre un régime tout en prenant du poids. J'ai l'impression que, malgré le gaspillage qu'entraînerait une saisie d'armes à feu, le premier ministre cédera aux pressions exercées par son Cabinet. En effet, les membres du Cabi-

net prétendront que la saisie d'armes à feu est un investissement pour sauver des vies. Du même souffle, ils dissuaderont la police de lutter contre la criminalité et de fouiller les maisons de 2,3 millions de Canadiens respectueux des lois. Tout cela en dépit de l'absence totale de preuves. Ils affirmeront sauver des vies, alors qu'un nombre record d'adolescents sont abattus. C'est parce que les libéraux privilégieront toujours les craintes de leurs électeurs aisés au détriment de la vie des enfants pauvres.

Seul le temps nous dira si le plan des libéraux visant à rendre l'achat d'une maison plus compliqué fera baisser les prix. Seul le temps nous dira si les libéraux iront de l'avant avec leur promesse des cinq dernières années de s'emparer de toutes les armes qui ont l'air effrayantes. Ce que les Canadiens peuvent tout de suite comprendre, c'est que la promesse des libéraux de mettre en œuvre la politique de 30 % d'ici 2030 n'est rien d'autre qu'une fable fantastique. Bien que cette histoire soit loin de ressembler à celle du *Seigneur des anneaux*, un dragon rouge y fait quand même une apparition éclair.

● (1020)

Dans le discours du Trône, Sa Majesté a parlé du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. Les négociations de cet accord international ont été menées par les communistes qui contrôlent la Chine et le ministre libéral qui a fièrement déclaré à la Chambre, ce temple de la démocratie libérale, qu'il était socialiste.

Qu'un fier socialiste autoproclamé soit choisi pour occuper le poste de ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes devrait donner froid dans le dos à tous les gens à l'esprit libéral du pays. La rencontre d'un fier socialiste et écologiste radical et du dragon communiste qui écrase la population chinoise aurait dû déclencher une frénésie dans les médias traditionnels. Pourtant, à la lecture de la couverture des médias financés par les libéraux, on pourrait croire que ce traité est un miracle écologique de coopération internationale.

La plupart des reportages ne mentionnent que l'objectif du traité de protéger 30 % des terres et des étendues d'eau d'ici 2030. Les médias et les libéraux préfèrent ne pas parler des deux autres cibles du traité. Ils n'en ont que pour la troisième cible. On peut le comprendre. La protection des habitats naturels jouit d'un vaste appui. Ce que les Canadiens n'appuient pas, c'est un gouvernement qui ment en leur nom sur la scène internationale.

La promesse d'atteindre 30 % d'ici 2030 était malhonnête. Les Canadiens n'ont pas à me croire sur parole. Ils peuvent chercher sur Google l'expression « aires conservées au Canada ». Ils trouveront ainsi le rapport du gouvernement sur ses efforts en matière de conservation. Comme le gouvernement pourrait faire disparaître ces pages Web sous peu, j'ai pris soin de télécharger le rapport dans l'éventualité où il tenterait de faire oublier son bilan.

Voici ce qu'indique le rapport. Au cours des 10 dernières années du règne des libéraux de Trudeau, des habitats naturels constituant 3,5 % du territoire canadien ont été ajoutés aux aires conservées. C'est à peu près la même proportion que sous Stephen Harper, ce qui signifie qu'au cours des 20 dernières années, environ 7,5 % du territoire canadien a été ajouté aux aires conservées. Cela fait passer le total des aires conservées à environ 15 % du territoire, mais ces progrès constants n'épataient pas assez la galerie, aux yeux des libéraux de Trudeau.

Sans avoir quelque plan que ce soit pour concrétiser leur promesse, les libéraux ont décidé qu'au cours des cinq prochaines années, nous désignerions comme aires protégées des zones sauvages représentant 15 % du territoire canadien. Les libéraux de Trudeau avaient l'habitude de faire beaucoup de promesses et d'en tenir peu. Il a donc été un peu étonnant de voir l'homme de Brookfield promettre exactement la même chose aux Canadiens.

Ce qui est encore plus surprenant, c'est l'affirmation ridicule que le premier ministre a assénée lors de son annonce. L'homme qui prétend rédiger ses propres notes d'allocution a dit aux Canadiens qu'au cours des 10 dernières années, les libéraux de Trudeau avaient ajouté 15 % du territoire du Canada aux aires conservées. Il a dit que les libéraux de Trudeau nous avaient fait passer de 1 % à 15 %. Je sais que le premier ministre a vécu une grande partie de sa vie à l'extérieur du Canada, mais il savait sans doute tout de même que nous avions des parcs nationaux avant Trudeau.

Les conservateurs sont favorables à l'idée d'intégrer une plus grande partie de l'habitat naturel du Canada aux aires conservées. Nous pensons simplement qu'il faut être honnête avec les autres pays concernant ce qui est possible. Ce que mes concitoyens ne peuvent pas approuver, c'est que les libéraux prennent, au nom du Canada, l'engagement d'atteindre les objectifs 1 et 2. L'objectif 1 exigerait que de nouvelles règles environnementales contraignantes soient imposées à tous les Canadiens. Quiconque a vécu sur un terrain qui relève d'un office de protection de la nature sait ce que cela signifie. Le slogan du premier ministre, « Construire, construire, construire », sera discrètement abandonné, et le beau projet aussi. Rien ne sera construit.

Le choc véritable arrive cependant avec l'objectif 2. Les libéraux ont pris pour nous l'engagement de réensauvager 30 % des terrains aménagés. Les mêmes libéraux veulent bétonner une zone 400 fois plus grande que Toronto pour y ériger des éoliennes et des centrales solaires. Qu'un fier socialiste puisse avoir des politiques contradictoires n'est pas surprenant.

Ce qui est surprenant, c'est le coût estimé pour les contribuables canadiens de l'expropriation de 30 % des terres aménagées et de leur réensauvagement. La valeur de tous les biens immobiliers au Canada est estimée à 19 billions de dollars. L'achat de 30 % de ces biens coûterait près de 6 billions de dollars. C'est ce que j'appellerais une chimère. Pour y parvenir, les libéraux n'auraient pas le choix d'éliminer les droits de propriété, de proclamer l'idée que la propriété elle-même fait partie de l'héritage colonial et de donner au Canada une fière identité socialiste.

Le discours du Trône nous révèle vraiment que les libéraux de Trudeau sont toujours bel et bien là. Espérons simplement que les nouvelles chaussettes qu'ils portent ne sont pas fabriquées en Chine.

• (1025)

[Français]

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, dans son intervention, ma collègue s'en prend aux médias, elle attaque la crédibilité de nos médias. Ce n'est pas surprenant de la part d'un parti qui souhaite abolir le financement de la CBC sans égard aux répercussions possibles sur la qualité de l'information en région, sans égard aux répercussions sur la qualité de l'information dans les communautés francophones à l'extérieur du Québec.

L'Adresse en réponse

Nous sommes dans une ère où il y a beaucoup de désinformation en ligne, et cette désinformation peut éroder la confiance à l'égard de nos institutions. Nous devrions plutôt déployer des efforts afin de soutenir une presse forte et indépendante dans le but d'avoir de l'information de qualité.

J'aimerais savoir pourquoi notre collègue souhaite s'en prendre à la CBC. Pourquoi souhaite-t-elle s'en prendre à une presse forte et indépendante, alors qu'on devrait plutôt faire l'inverse?

[Traduction]

Cheryl Gallant: Monsieur le Président, je n'ai pas insulté ou attaqué la CBC. Si nous ne voulons pas que les médias traditionnels soient corrompus, nous n'avons qu'à cesser de les corrompre avec de l'argent.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, il est assez décevant que la députée d'en face continue de nier la réalité. Des élections fédérales ont été organisées, et le gouvernement a été élu en obtenant plus de votes que jamais auparavant. Nous avons obtenu un mandat très clair qui parle de bâtir un Canada plus fort et en meilleure santé. Nous devons accroître les débouchés commerciaux, par exemple. Pourtant, une députée de l'opposition continue de ne pas faire l'effort de formuler une critique constructive du budget. Elle explique plutôt ce qui, selon elle, serait une bonne solution de rechange. A-t-elle l'intention de voter pour le discours du Trône? Si ce n'est pas le cas, peut-elle nous indiquer ce qui lui paraît bon dans le discours du Trône?

Cheryl Gallant: Monsieur le Président, mon plus grand admirateur sur les banquettes d'en face a parlé du budget. Or, je n'ai vu ni budget ni signe de dollars rattachés à quoi que ce soit dans le discours du Trône. Une fois que je saurai le coût des mesures annoncées dans le discours du Trône, je serai en mesure de dire ce que j'y vois de bon.

[Français]

Marilène Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan, BQ): Monsieur le Président, ma question sera très brève.

Nous sommes au début d'une législature. J'aimerais savoir ce que ma collègue pense d'un gouvernement qui s'est fait élire sous le signe de l'économie, mais qui propose des dépenses assez exceptionnelles et exponentielles sans toutefois présenter de budget. Est-ce que ma collègue croit que c'est responsable?

• (1030)

[Traduction]

Cheryl Gallant: Monsieur le Président, non, je ne pense pas que c'est responsable.

Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir pu attirer votre attention. Je tiens à vous féliciter.

Je me demande si la députée d'Algonquin—Renfrew—Pembroke pourrait nous en dire plus sur la façon dont le Parti libéral a basé sa campagne sur un prétendu plan alors qu'il a déposé un discours du Trône qui ne contient aucun plan concret ni aucun budget.

L'Adresse en réponse

Cheryl Gallant: Monsieur le Président, le premier ministre lui-même a dit qu'un slogan n'est pas un plan. Les plans supposent des mesures précises avec indication du coût de chacune. Par conséquent, quand le premier ministre a dit qu'il avait un plan, son seul plan était de piger dans nos politiques — ce dont nous nous réjouissons. Cependant, le premier ministre devrait s'assurer d'inclure l'ensemble de la politique que nous avons proposée, car ce serait une réponse responsable de la part du gouvernement pour aller de l'avant.

[Français]

Abdelhaq Sari (Bourassa, Lib.): Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à préciser que je partagerai mon temps de parole avec le député de Mont-Saint-Bruno—L'Acadie.

C'est avec beaucoup d'émotion et un grand sens des responsabilités que je prends la parole dans cette honorable enceinte en tant que député de Bourassa.

Je tiens d'abord à remercier ma famille.

[Traduction]

Lori Idlout: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. La traduction anglaise n'a pas été rendue.

[Français]

Le vice-président: Il y a maintenant de l'interprétation.

Le problème étant réglé, le député de Bourassa peut recommencer son discours.

Abdelhaq Sari: Monsieur le Président, c'est avec beaucoup d'émotion et un grand sens des responsabilités que je prends la parole à la Chambre en tant que député de la circonscription de Bourassa. Je tiens tout d'abord à remercier ma famille, mes amis et les bénévoles qui m'ont accompagné lors de cette campagne électorale. Leur patience, leur engagement et leur confiance m'ont permis d'être ici, aujourd'hui. Cette victoire est collective et elle est le fruit d'un travail de terrain, d'écoute et de convictions partagées.

Je félicite le très honorable premier ministre pour sa nomination et je salue le discours du Trône prononcé par Sa Majesté le roi Charles III. Ce discours trace une voie résolument tournée vers l'avenir, une vision d'un Canada plus fort, plus équitable et plus innovant. Pour que cette vision soit complète, elle doit inclure toutes les réalités, y compris celles de Bourassa. Je suis un gars de Bourassa, et c'est une circonscription vibrante, diversifiée, fière. C'est une terre d'accueil et une culture d'histoire. C'est aussi, malheureusement, une des circonscriptions les plus touchées par la pauvreté au Canada. Près de 48 % des ménages y vivent sous le seuil de faible revenu. Les familles monoparentales y sont nombreuses. Les besoins en logement abordable, en accès à l'emploi et en soutien psychologique y sont criants. Ces défis ne nous définissent pas, mais ils nous interpellent. Il serait intéressant que notre gouvernement prenne en considération ces facteurs. Il faut plus d'investissements dans les logements sociaux, davantage de financement pour les organismes communautaires qui soit le plus récurrent et le plus pérenne possible, ainsi qu'une attention particulière à l'éducation, à la réussite des jeunes et à la santé mentale.

Je vais maintenant aborder les trois sujets qui m'interpellent le plus.

Le premier est la sécurité publique. Le discours du Trône parle, avec raison, d'une application plus stricte des lois face aux crimes violents. Je souscris pleinement à cette volonté de renforcer l'État

de droit, mais il ne faut pas s'arrêter là, car derrière chaque geste violent, derrière chaque crime, se cache trop souvent une accumulation de signaux ignorés. Abordons la question des indicateurs précurseurs. On ne peut pas parler sérieusement de sécurité publique sans parler de la pauvreté persistante, du manque d'infrastructures sportives, culturelles et éducatives pour nos jeunes, ainsi que de l'absence d'espaces verts sécuritaires. Dans certains quartiers, c'est très criant. Il faut aussi parler du sous-financement des organismes communautaires, qui sont souvent la première ligne de prévention. Je tiens à répéter que la prévention doit être envisagée de manière équilibrée, tout en tenant compte des préoccupations exprimées par l'autre côté de la Chambre. Ce sont là les indicateurs précurseurs de la criminalité dont j'ai parlé tout à l'heure. Si nous n'investissons pas dans l'intervention et dans la prévention, nous continuerons à en payer le prix humainement, socialement et économiquement pour nos absences d'aujourd'hui. Il faut donc alors un véritable équilibre entre la dissuasion et la prévention. Il faut appliquer la loi fermement, mais, surtout, il faut donner aux jeunes des raisons d'y croire également.

Le deuxième sujet qui m'interpelle, c'est l'intelligence artificielle. Je suis un spécialiste des technologies de l'information. Dès mon jeune âge, j'ai commencé à m'intéresser activement à l'intelligence artificielle et à y croire bien avant qu'elle soit utilisée de façon plus simple par la plupart des députés de la Chambre. L'intelligence artificielle, à mon avis, peut accélérer l'accès aux programmes gouvernementaux. Elle peut alléger la bureaucratie pour nos organismes et nos industries, ainsi que nos citoyens et nos citoyennes. Elle peut également offrir des services plus rapides et personnalisés aux citoyens et aux citoyennes. Elle peut améliorer la planification des infrastructures, la gestion des urgences et la maintenance des équipements publics d'une manière beaucoup plus proactive. Dans le monde dans lequel on vit aujourd'hui, les exemples se multiplient et j'en donnerai par la suite. J'aimerais bien que notre gouvernement s'aligne sur cette volonté. Cette technologie doit rester bien évidemment un levier au service de l'humain et mettre l'humain au centre des préoccupations. Elle ne doit jamais remplacer la compassion et ne doit jamais créer de nouvelles exclusions sociales. Nous devons bâtir une intelligence artificielle éthique, inclusive, transparente, accessible aux régions vulnérables comme Bourassa.

● (1035)

Le troisième sujet qui nous interpelle toutes et tous, et dont plusieurs de mes collègues ont parlé, c'est le soutien aux aînés. Je ne peux conclure cette première intervention sans parler d'un segment important de notre société et de notre population: nos aînés. Dans Bourassa, ils sont nombreux à avoir bâti notre communauté par leur travail, leur engagement et leur sagesse. Aujourd'hui, plusieurs d'entre eux vivent seuls. Plusieurs d'entre eux, parfois, sont isolés et ont des revenus très limités. Ils nous disent très clairement deux choses.

La première, c'est qu'ils veulent un programme de maintien à domicile. Ils veulent rester chez eux, dans leur quartier et dans leur logement aussi longtemps que possible. Or, pour cela, ils ont besoin de programmes de maintien à domicile plus accessibles, de services à domicile, de soutien psychosocial, de transport adapté et de rénovations pour l'accessibilité. Ces besoins sont très urgents.

La deuxième, c'est qu'ils ont de l'anxiété financière, pécuniaire. Les aînés demandent que leurs revenus soient protégés face à l'inflation. Ils demandent l'indexation des rentes en fonction du coût de la vie réel. Nous devons entendre cet appel. Soutenir nos aînés, ce n'est pas seulement une mesure sociale, c'est un devoir moral. C'est un choix de société pour l'avenir.

En conclusion, être député, c'est porter la voix de ceux et de celles qui nous ont élus pour siéger ici et qui nous ont donné leur confiance. C'est porter la voix des jeunes, des familles, des nouveaux arrivants, et surtout de nos aînés. Je suis ici pour représenter Bourassa avec fierté, dignité, et surtout avec détermination. Je m'engage à défendre les intérêts de ma communauté, à faire entendre ses réalités et à travailler avec toutes et tous pour bâtir un Canada plus juste, plus sécuritaire et plus innovant.

[Traduction]

Michael Cooper (St. Albert—Sturgeon River, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais souhaiter au député la bienvenue à la Chambre.

Le premier ministre et le gouvernement envoient des messages contradictoires sur la réalisation de projets d'exploitation des ressources et de construction de pipelines. Pendant la campagne électorale, le premier ministre a répété son mantra: « Bâtissons, bâtissons, bâtissons ». Il a même fait allusion au recours aux pouvoirs d'urgence pour faire construire des pipelines, mais il a ensuite fait marche arrière en approuvant la loi C-69, la loi anti-pipelines, ainsi que le plafonnement de la production.

Le ministre des Ressources naturelles a affirmé à maintes reprises que le gouvernement appuierait désormais la construction de pipelines uniquement s'il y a un soi-disant consensus. Le député pourrait-il nous en dire plus là-dessus?

• (1040)

[Français]

Abdelhaq Sari: Monsieur le Président, la question de mon collègue dépasse un peu le cadre de mon discours. J'aimerais tout simplement lui dire, ainsi qu'à toute l'opposition officielle, que le travail collaboratif est pour moi une condition sine qua non afin de vraiment avancer et de bâtir Canada plus fort. Ce n'est pas avec une critique possiblement vide de sens qu'on peut faire avancer notre Canada et l'avenir notre pays.

Je pense que votre question s'éloigne un peu des propos que j'ai tenus. Cependant, je vous dirais encore une fois que notre gouvernement est ouvert à la discussion et à la collaboration. Je pense que ça doit être vraiment la même situation de votre côté. Ça donnera un Canada plus fort et avec plus d'implication et d'inclusion pour toutes et pour tous.

Le vice-président: Avant continuer la période de questions et d'observations, je voudrais rappeler au député qu'il doit s'adresser à la présidence et non directement aux députés. J'entends du vouvoiement et du tutoiement, mais je n'ai pas d'opinion sur les questions qui sont abordées.

L'honorable député de Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Listuguj a la parole.

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Listuguj, BQ): Monsieur le Président, au cours des 10 dernières années, j'ai exercé mon métier d'avocat au Bureau d'aide juridique de New Richmond, dans la Baie-des-Chaleurs. J'étais au service des plus vulnérables et j'ai pu voir de près ce qu'est la pauvreté.

L'Adresse en réponse

Lorsque mon collègue parle du lien entre la pauvreté et la criminalité, je trouve la discussion intéressante.

J'aimerais qu'il nous explique pourquoi son gouvernement, dans le discours du Trône, ne s'est pas engagé à réformer l'assurance-emploi pour faire en sorte qu'il n'y ait plus de trou noir, qu'il n'y ait plus ce régime d'assurance-emploi qui n'est pas assez généreux et qui, malheureusement, entraîne la pauvreté chez plusieurs personnes.

Abdelhaq Sari: Monsieur le Président, la question est très pertinente.

Pour trouver des corrélations entre les signes précurseurs liés à la criminalité, il faut chercher les corrélations les plus fortes. On pose une question sur un programme précis qui est lié au gouvernement et dont je n'ai pas vraiment parlé. Cependant, je peux dire encore une fois qu'il faut prendre une approche systémique. Il ne faut pas se contenter d'aborder un seul programme, il faut prendre une approche systémique qui comprend le financement des organismes, les infrastructures pour nos jeunes et un financement plus pérenne et plus récurrent pour nos organismes. Cela pourrait aider.

Je suis d'accord avec mon collègue. Je répète que je veux aborder cette question avec une approche systémique et plus globale afin d'avancer d'une manière plus intéressante.

Stéphane Lauzon (Argenteuil—La Petite-Nation, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter mon collègue pour son premier discours à la Chambre et pour avoir gagné son élection dans la circonscription de Bourassa.

Ma question est fort simple. J'ai une circonscription rurale. Elle est un peu différente des circonscriptions qui sont plus urbaines. Mon collègue a mis beaucoup d'accent sur l'intelligence artificielle. Comment peut-on appliquer l'intelligence artificielle dans une région comme la mienne ou dans les régions du Canada qui sont éloignées et non urbaines?

Abdelhaq Sari: Monsieur le Président, j'ai dit dans mon discours qu'il est très important que l'application de l'intelligence artificielle soit éthique et inclusive. En effet, il ne faut pas créer une autre fracture numérique beaucoup plus importante. Est-ce qu'on peut appliquer l'intelligence artificielle dans un monde rural? La réponse est clairement oui.

L'intelligence artificielle vient avec une vulgarisation de l'information et une simplification des processus. On pourrait mettre cela en place. Je le répète et je le réitère, la différence entre nos deux circonscriptions vient avec une population vieillissante qui n'a pas nécessairement accès au numérique. Toutefois, avec l'intelligence artificielle, on peut vulgariser et faciliter cet accès. J'y crois. Dans un exemple simple, nous pourrions viser les infrastructures dans nos circonscriptions pour voir de manière proactive lesquelles sont à protéger ou à améliorer.

Bienvenu-Olivier Ntumba (Mont-Saint-Bruno—L'Acadie, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui, c'est avec beaucoup d'humilité et de reconnaissance que je prends la parole pour la première fois à la Chambre à titre de député de la nouvelle circonscription de Mont-Saint-Bruno—L'Acadie.

L'Adresse en réponse

Tout d'abord, je me permets de remercier chaleureusement les citoyennes et les citoyens de Mont-Saint-Bruno—L'Acadie qui m'ont élu et accordé leur confiance pour être leur voix ici, à Ottawa. Ils m'ont confié leur voix et la responsabilité de porter nos préoccupations, de défendre nos besoins et de faire entendre les réalités de notre communauté ici même, dans cette belle et grande institution. Leur voix m'accompagnera à Ottawa tous les jours.

Je tiens aussi à saluer la présence aujourd'hui de M. Ludovic Gricé, maire de Saint-Bruno-de-Montarville. Avec sa première élection comme conseiller municipal en 2019, puis comme maire en 2021, il a insufflé un vent de fraîcheur. Sa jeunesse, son engagement indéfectible et son amour sincère pour sa ville font de lui un élu à la fois inspirant, accessible et profondément investi dans le développement de notre collectivité. J'ai très hâte de collaborer avec lui pour faire avancer nos projets communs dans un esprit de respect mutuel, de dialogue et de partenariat durable.

En tant que père de quatre enfants, je suis particulièrement fier de siéger à un moment où notre gouvernement pose des gestes concrets pour offrir du répit aux familles canadiennes. Je pense notamment au plan de réduction d'impôt récemment annoncé qui représente un allègement fiscal réel et significatif pour la classe moyenne. Les résultats seront concrets et immédiats. Dès 2026, une famille à deux revenus pourra économiser jusqu'à 840 \$ par année. En tout, près de 22 millions de Canadiens et de Canadiennes bénéficieront de cette baisse d'impôt. En effet, dès le 1^{er} juillet 2025, le taux marginal d'imposition le plus bas passera de 15 à 14 %. Sur une période de cinq ans, ce sont plus de 27 milliards de dollars qui seront redonnés aux contribuables sous forme d'allègements fiscaux. Il s'agit ici d'une avancée majeure pour notre pays. Je crois fermement qu'une politique consciencieuse est une politique qui touche concrètement le quotidien des gens par des mesures qui soulagent, qui élèvent et qui unissent.

Dans cet esprit, j'aimerais souligner l'importance de l'événement L'Afrique en lumière organisé à l'occasion de la Journée mondiale de l'Afrique par l'organisme Lève-toi et brille, en collaboration avec la Fédération africaine et Associations du Canada.

En tant que premier élu député fédéral canadien d'origine congolaise, cet instant a profondément résonné en moi. Il m'a rappelé d'où je viens, mais aussi ce que nous pouvons bâtir ensemble, et ce, dans un esprit de respect et de solidarité.

Finalement, je souhaite exprimer ma profonde gratitude à l'ensemble des employés de la Chambre des communes pour leur accueil chaleureux, leur accompagnement et leur professionnalisme exemplaire depuis mon arrivée ici. Je remercie également mes collègues députés de leur bienveillance, leurs conseils et l'esprit de collaboration qui règne au sein de cette institution.

C'est avec respect, détermination et espoir que j'amorce ce mandat. Je suis ici pour servir. Je suis ici pour bâtir. Je suis ici pour faire entendre la voix de Mont-Saint-Bruno—L'Acadie, d'un Québec fort dans un Canada fort et maître de son économie.

• (1045)

Le vice-président: Avant de passer aux questions et commentaires, je veux faire un rappel aux nouveaux députés. On ne peut pas faire référence aux gens qui sont dans les tribunes et cela doit toujours se faire par l'entremise de la présidence. Seule la présidence peut souligner la présence des gens qui sont ici avec nous, dans les tribunes.

• (1050)

[Traduction]

Le député de Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan a la parole.

Fraser Tolmie (Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan, PCC): Monsieur le Président, j'ai moi aussi fait de la politique municipale. Récemment, des représentants de municipalités, d'universités, d'écoles et d'hôpitaux m'ont dit craindre que la taxe sur le carbone soit refilée aux organismes, sans compter que le gouvernement fédéral ne leur a jamais versé leurs remboursements. Les députés ont toujours dit que huit familles sur dix récupèrent plus d'argent, mais ces organismes sont laissés pour compte.

Le gouvernement fédéral s'engagera-t-il à restituer les fonds de la taxe sur le carbone qui ont été pris à ces organismes?

[Français]

Bienvenu-Olivier Ntumba: Monsieur le Président, notre gouvernement a décidé de baisser le taux d'imposition de 15 à 14 % pour tous les Canadiens. C'est une mesure importante pour faire avancer notre économie et pour avoir un Canada fort.

Marilène Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours et je lui souhaite la bienvenue à la Chambre.

Tout à l'heure, on a abordé la question de l'assurance-emploi. C'était une promesse phare du Parti libéral en 2015. On est en 2025 et il n'y a toujours rien qui se passe. J'aimerais savoir pourquoi le gouvernement ne tient pas ses promesses en matière d'assurance-emploi. Pourquoi fait-il en sorte que, dans des régions comme la mienne, beaucoup de gens se trouvent dans la situation du trou noir, sans revenus pendant une énorme portion de l'année? Pourtant, ces gens font vivre des industries piliers comme la pêche, la forêt et les mines. Pourquoi doivent-ils conjuguer avec les responsabilités du gouvernement.

Est-ce qu'il croit que la réforme arrivera sous peu et que le gouvernement respectera les engagements qu'il a pris envers les gens de chez moi?

Bienvenu-Olivier Ntumba: Monsieur le Président, tantôt, j'ai parlé d'une avancée majeure pour notre pays. Je peux le répéter ici encore: dès 2026, une famille sur deux bénéficiera d'économies annuelles allant jusqu'à 840 \$. Cette mesure va toucher près de 22 millions de Canadiens.

Nous avons pris des décisions importantes pour le bien des Canadiens et des Canadiennes.

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je remercie sincèrement le député de ses remarques. J'ai été très heureux d'apprendre qu'il est le premier député fédéral d'origine congolaise. Je l'en félicite, et j'ai hâte qu'il expose un peu plus sa vision des choses.

J'ai remarqué que le député a souligné que la toute première mesure prise par le premier ministre a été d'accorder un allègement fiscal. Pourrait-il expliquer pourquoi cette mesure revêt tant d'importance pour lui? Il a mentionné ses enfants.

[Français]

Bienvenu-Olivier Ntumba: Monsieur le Président, comme je l'ai dit, je suis le père de quatre enfants. Je connais les besoins des Canadiens et des Canadiennes de manière générale. J'ai grandi en partie au Congo et en partie ici, au Canada.

Lorsque nous avons présenté cette mesure durant la campagne électorale, quand je frappais aux portes de chaque citoyen et citoyenne à Mont-Saint-Bruno—L'Acadie, beaucoup m'ont dit que c'était une mesure importante pour les familles des Canadiens et des Canadiennes.

[Traduction]

Matt Strauss (Kitchener-Sud—Hespeler, PCC): Monsieur le Président, c'est avec grand plaisir que je souhaite la bienvenue dans cette enceinte au député d'en face. Il a prononcé un excellent discours. Je suis ravi que le député se réjouisse lui aussi des réductions d'impôts.

Ma principale question pour le député est la suivante: si une réduction de 1 % — de 15 % à 14 % — est si formidable, pourquoi ne pas la doubler?

• (1055)

[Français]

Bienvenu-Olivier Ntumba: Monsieur le Président, je crois que les baisses d'impôts se font toujours de manière progressive et organisée. Notre gouvernement, en réduisant le taux d'imposition de 15 % à 14 %, prend une décision responsable. Comme je l'ai dit, d'ici les cinq prochaines années, cet allègement fiscal pour tous les Canadiens totalisera environ 27 milliards de dollars. Je crois que c'est important d'y aller avec une mesure progressive pour tous les Canadiens et les Canadiennes.

[Traduction]

Costas Menegakis (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, je tiens d'abord à remercier les habitants de ma circonscription, Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, de m'avoir donné l'occasion d'être leur voix dans ce lieu historique. Je suis vraiment touché par l'honneur qu'ils m'ont fait en me choisissant pour les représenter, eux et notre collectivité, au foyer de la démocratie du Canada et de tous les Canadiens. Je sais que le fauteur que j'occupe leur appartient.

C'est un honneur et un privilège que je chéris, et je m'engage à travailler sans relâche en leur nom pour être digne de la confiance qu'ils m'ont accordée. Je remercie du fond du cœur mon équipe de campagne dévouée et les centaines de bénévoles qui ont consacré une grande partie de leur temps précieux à m'aider à transmettre un message d'espoir en ces temps difficiles.

C'est au cours de la troisième semaine de mai 1956 que ma mère, Panagiota, une jeune femme dans la mi-vingtaine, est montée à bord du *Queen Frederica* pour un voyage transatlantique à destination du Canada depuis son pays natal, la Grèce. Née dans les années 1930, en pleine Grande Dépression, dans une famille pauvre d'un petit village aux environs de Sparte, dans le Sud de la Grèce, les possibilités pour elles étaient pratiquement inexistantes. Les difficultés inévitables qui ont suivi lorsque le pays a été envahi par la Seconde Guerre mondiale ont été aggravées par la guerre civile de 1948.

Comme beaucoup de femmes de sa génération, ma mère n'a pas eu droit à une éducation. Dans les années 1950, elle a compris qu'elle n'avait aucun avenir dans le village pauvre où elle habitait

L'Adresse en réponse

ou même dans son propre pays. C'est alors qu'une amie lui a parlé d'un pays appelé le Canada. À l'époque, le gouvernement canadien avait mis en place un programme d'immigration pour les domestiques. Aujourd'hui, on appelle cela le Programme des aides familiaux résidents. Elle a postulé et a été l'une des 75 jeunes femmes qui ont courageusement pris le bateau pour le Canada afin de travailler comme domestique. Au terme d'un périple de 15 jours, le *Queen Frederica* a accosté au quai 21 d'Halifax, le 6 juin.

Ma mère est descendue du bateau sans argent, avec une petite valise contenant quelques vêtements et sans connaître un seul mot d'anglais ou de français. En réalité, elle avait avec elle bien plus que cela: elle avait le rêve d'être bien accueillie dans ce nouveau pays qu'elle avait choisi. Elle pressentait qu'elle allait réussir grâce à son travail acharné et que ses rêves allaient se réaliser. Elle rêvait de rencontrer quelqu'un, de se marier et de fonder une famille dans ce pays qui lui promettait une éducation pour ses enfants et la possibilité de contribuer à la société et de prospérer.

Mon père, John, a également choisi le Canada comme terre d'accueil et il a débarqué au même quai avec le même rêve un an plus tard. Ils se sont rencontrés à Montréal et, l'année suivante, ils se sont mariés.

Mes frères et moi sommes nés à Montréal. Nous avons grandi dans un foyer aimant guidé par la foi chrétienne et les valeurs que nous ont enseignées nos parents. C'est au cours de ces premières années formatrices que j'ai appris l'importance de l'engagement civique et que je me suis rendu compte qu'en plus de mon cheminement professionnel personnel, je voulais servir la population. Au cours des 35 dernières années, j'ai fait du bénévolat dans ma collectivité, ce qui m'a finalement amené à me porter candidat à un poste de député. Mon élection au Parlement du Canada en 2011 et de nouveau en 2025 n'aurait pas été possible si mes parents ne m'avaient pas inculqué un amour profond pour notre grand pays. Le Canada est réellement un pays où tout est possible, même pour deux personnes pauvres venues ici, comme tant d'autres, à la recherche d'une vie meilleure. Pour ma famille, mon élection a été en partie la réalisation d'un rêve canadien.

Après 10 années sous un gouvernement libéral fatigué, la promesse du Canada selon laquelle une personne peut tout réussir si elle travaille fort, peu importe ses origines, a été rompue. Les taxes et les impôts augmentent, les taux d'intérêt augmentent, le prix des aliments monte en flèche, le prix des maisons grimpe et les Canadiens sont impuissants, car le gouvernement libéral s'égare.

Malheureusement, le discours du Trône ne donne pas vraiment aux gens de raisons d'être optimistes et d'espérer des jours meilleurs. Bien qu'on puisse considérer certaines des mesures décrites comme des pas dans la bonne direction...

• (1100)

Le vice-président: Je dois malheureusement interrompre le député.

C'est maintenant le temps des déclarations de députés. Il restera environ cinq minutes au député après la période des questions.

Déclarations de députés

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LA SEMAINE NATIONALE DE L'ACCESSIBILITÉ

Ernie Klassen (Surrey-Sud—White Rock, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec gratitude et humilité que je prends la parole pour la première fois en cette 45^e législature.

Je suis le premier député du Parti libéral à être élu dans ma circonscription en 70 ans. Je remercie les gens de Surrey-Sud—White Rock de m'avoir accordé leur confiance. Je suis honoré de les représenter.

Je remercie infiniment ma famille ainsi que tous les incroyables bénévoles et militants pour leur temps, leur énergie et leur dévouement indéfectible. Je n'aurais pas pu y arriver sans eux.

Mon travail de défense des intérêts de Surrey-Sud—White Rock à la Chambre est déjà commencé. Mes priorités sont la protection de notre collectivité frontalière, la réduction des pressions graves exercées sur le logement et l'abordabilité, la construction de logements et la sécurité des quartiers.

Je tiens à souligner que nous sommes en pleine Semaine nationale de l'accessibilité. C'est l'occasion de célébrer l'apport des personnes handicapées et de renforcer leur inclusion et leur accessibilité dans nos collectivités.

J'aimerais remercier Stephanie Cadieux, une bonne amie et la toute première dirigeante principale de l'accessibilité du Canada, pour son leadership continu et...

Le vice-président: Le député de Richmond-Centre—Marpole a la parole.

* * *

LES OPIOÏDES

Chak Au (Richmond-Centre—Marpole, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole pour sonner l'alarme au sujet de l'urgence nationale qui dévaste des familles partout au pays: la crise des drogues.

J'ai écouté attentivement le discours du Trône. J'ai été déçu et, bien honnêtement, alarmé qu'on souligne à peine l'existence de cette crise. On n'a prononcé que 18 mots sur cette tragédie qui a coûté la vie à 50 000 personnes au cours des 10 dernières années. Depuis 2015, 50 000 Canadiens sont morts d'une surdose, ce qui dépasse le nombre de soldats canadiens morts lors de la Deuxième Guerre mondiale, mais le gouvernement continue de minimiser la situation.

Pendant la campagne électorale, le premier ministre a même déclaré que le Canada avait un « défi » à relever, et non qu'il se trouvait plongé en pleine crise. Il se trompe. En Colombie-Britannique, les surdoses sont désormais la principale cause de décès chez les jeunes de 10 à 18 ans. En février, une jeune fille de 14 ans est morte seule chez elle, à Surrey. En juillet 2024, une autre fille de 13 ans de Prince George a perdu la vie à cause d'une surdose.

Quand le gouvernement libéral mettra-t-il fin à sa politique imprudente en matière de drogues et à son expérience de décriminalisation ratée?

[Français]

ORLÉANS

Marie-France Lalonde (Orléans, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour remercier les résidents d'Orléans de m'avoir donné l'occasion de les représenter à la Chambre des communes. C'est un immense honneur et un privilège, et je suis reconnaissante de leur confiance.

Je tiens également à remercier mon équipe de campagne et les centaines de bénévoles qui ont pris le temps, jour après jour, de venir nous aider à partager notre message. Durant la campagne électorale, les gens d'Orléans ont partagé avec moi leurs préoccupations. Ils m'ont donné un mandat clair. Nous répondons déjà à ces préoccupations par une réduction d'impôts, par l'élimination de la TPS pour les acheteurs d'un premier logement et par la réduction des obstacles fédéraux au commerce intérieur.

Concernant la souveraineté de notre pays, comme le dit notre hymne national et comme l'a réitéré le roi Charles III dans le discours du Trône, le Grand Nord canadien est bel et bien fort et libre et, je dirais, le restera à jamais.

* * *

[Traduction]

LA FONDATION ISLAVIEW

Carol Anstey (Long Range Mountains, PCC): Monsieur le Président, je tiens d'abord à saluer les membres des conseils communautaires de Long Range Mountains qui sont ici aujourd'hui. Je leur suis immensément reconnaissante du travail qu'ils font pour nos collectivités. C'est un honneur qu'ils soient ici, dans la capitale.

J'aimerais également prendre un moment pour rendre hommage à la fondation Islaview, une fondation fondée sur l'espoir, la gentillesse et l'amour en l'honneur d'Isla Short et à sa mémoire.

La fondation Islaview recueille des fonds pour aider les familles qui doivent composer avec les défis qui se présentent quand un enfant est atteint d'une maladie potentiellement mortelle. Une fois par année, c'était le 23 mai cette année, la communauté de Deer Lake se réunit pour recueillir des fonds et célébrer la Journée d'Islaview, une célébration de la vie d'Isla. Il y a un carnaval, des petits gâteaux, de la crème glacée et beaucoup de blagues, autant de symboles des joies de l'enfance.

Je remercie Sarah et Michael, les parents d'Isla, ainsi que les fantastiques bénévoles et donateurs qui rendent cette journée possible. Je les remercie de transformer la douleur en espoir et de montrer à tout le Canada ce que signifie prendre soin les uns des autres.

* * *

[Français]

L'ORDRE DU MÉRITE BLEU ET OR

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, l'Ordre du mérite Bleu et Or est une reconnaissance de haute distinction décernée par l'Université de Moncton à des personnes finissantes dont le rendement académique, l'engagement communautaire et la participation à la vie étudiante sont remarquables.

Je tiens à féliciter deux jeunes personnes de ma circonscription, soit Jennifer Lepage-Robidoux, de Balmoral, finissante au baccalauréat en sciences de l'éducation, et Simon Thériault, de Drummond, finissant au baccalauréat en sciences sociales, pour avoir obtenu cette marque de reconnaissance qui couronne un parcours universitaire voué à l'excellence.

Je profite aussi de l'occasion pour féliciter les 322 personnes qui ont obtenu un diplôme ou un certificat lors de la 73^e collation des grades de l'Université de Moncton au campus d'Edmundston. Il s'agit d'une étape marquante de leur parcours, et j'espère que plusieurs choisiront de demeurer dans notre région. Madawaska—Restigouche regorge de talents, et c'est un immense privilège de représenter cette belle circonscription, ici, à Ottawa.

* * *

● (1105)

[Traduction]

JIM GOUK

Rob Morrison (Columbia—Kootenay—Southern Rockies, PCC): Monsieur le Président, au nom de mes collègues passés et présents, je prends la parole aujourd'hui afin de rendre hommage à feu Jim Gouk, un ancien député qui s'est éteint le 27 mai après une courageuse lutte de trois ans contre le cancer.

Jim a été élu la première fois en 1993 à titre de député réformiste dans Kootenay-Ouest—Revelstoke. Il a servi pendant 12 ans et a remporté quatre élections, représentant plus tard Colombie-Britannique—Southern Interior sous la bannière du Parti conservateur. Avant son entrée en politique, Jim a été contrôleur aérien. Sa connaissance approfondie du secteur canadien des transports lui a valu le respect de députés de tous les partis.

Député dévoué, il a siégé à de nombreux comités et s'est toujours efforcé d'offrir au gouvernement des conseils judicieux et éclairés. Dans son premier discours à la Chambre, il a dit: « Ceux qui sont de là-bas [les Kootenays], savent quel endroit incroyable c'est, et les autres se trompent s'ils croient que leur région égale la nôtre. »

Lors de son départ à la retraite, en 2005, Jim a déclaré qu'il était temps de profiter de la vie avec son épouse Ann, de jardiner, de jouer au golf et de s'occuper de ses petits-enfants.

L'héritage de Jim en est un de service, d'intégrité et de dévouement. Nous exprimons nos très sincères condoléances. Qu'il repose en paix.

* * *

LA SAISON DE LA FIERTÉ

Chris Malette (Bay of Quinte, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour la première fois en tant que député de la magnifique circonscription de Bay of Quinte. C'est avec beaucoup de gratitude et d'optimisme que je contemple la Chambre des communes réunie pour la 45^e législature et tous les collègues, nouveaux et anciens, avec qui je travaillerai à l'édification d'un meilleur Canada.

Je tiens à remercier ma conjointe, Sandi, et mes filles, Nicole et Rachelle. Je tiens également à remercier les bénévoles inlassables qui ont contribué à cette victoire pour Bay of Quinte. Sans eux, je ne serais pas ici.

Je veux souligner que le mois de juin marque le début de la saison de la fierté ici au Canada, un moment pour célébrer le dyna-

Déclarations de députés

misme et les contributions des communautés 2ELGBTQIA+ présentes dans ma circonscription, Bay of Quinte, et partout ailleurs au Canada. C'est aussi le moment de nous réengager à entreprendre le travail qu'il reste pour garantir une véritable égalité et une réelle ouverture dans notre société.

Ce dimanche, la semaine de la fierté débutera dans Bay of Quinte, et des événements se dérouleront dans toute...

Le vice-président: La députée de Bellechasse—Les Etchemins—Lévis a la parole.

* * *

[Français]

LE PARTI LIBÉRAL DU CANADA

Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, après un discours du Trône qui semblait inspiré de la prudence budgétaire que prône le Parti conservateur, les gestes posés par le nouveau premier ministre ont vite dissipé les espoirs. Promesse de rigueur le matin, mais explosion des dépenses l'après-midi; 6 milliards de dollars de plus pour des consultants pendant que des familles de Lévis doivent faire la file pour un panier de nourriture.

On avait cru un instant que le premier ministre avait enfin compris la logique conservatrice: réduire le fardeau fiscal en réduisant la taille de l'État. Or il ne l'a comprise qu'à moitié. On ne coupe pas dans les impôts tout en gonflant les dépenses. Ce n'est pas de la responsabilité, c'est de l'inflation. Cette inflation libérale incontrôlée a fait doubler le nombre d'usagers des banques alimentaires dans certains organismes de ma circonscription en seulement trois ans.

Le premier ministre semble poursuivre dans la même direction que M. Justin Trudeau. Les Canadiens méritent mieux. La Chambre mérite des réponses. Surtout, elle mérite un budget ce printemps.

* * *

LA COUPE MEMORIAL

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ): Monsieur le Président, c'est avec une immense fierté que je prends la parole alors que Rimouski accueille, pour la deuxième fois après 2009, la Coupe Memorial. C'est un événement incontournable du hockey junior canadien. Depuis le début du tournoi, notre région démontre qu'en dehors des grands centres, on voit les choses en grand. C'est déjà un succès retentissant.

À l'occasion, le Bas-Saint-Laurent devient terre de champions. Au cœur de cette réussite, il y a l'Océanic de Rimouski, l'équipe de toute une région, à qui la Ligue de hockey junior Maritimes Québec a renouvelé sa confiance pour accueillir cet événement prestigieux. Merci à la famille Tanguay, au comité organisateur dirigé par Sébastien Noël, aux bénévoles et à la population pour leur mobilisation exemplaire.

Je veux aussi féliciter les jeunes joueurs pour leur talent et leur esprit sportif. Tous ensemble, ils ont prouvé qu'en région, on peut accueillir les plus grands événements et en faire un succès avec fierté, passion et détermination. Je dis bonne chance aux finalistes et je leur souhaite une bonne Coupe Memorial.

Déclarations de députés

• (1110)

[Traduction]

OTTAWA-CENTRE

Yasir Naqvi (Ottawa-Centre, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier les habitants d'Ottawa-Centre. C'est un véritable honneur de servir ma collectivité, et c'est une responsabilité que j'assume avec beaucoup d'humilité et d'engagement.

Tout au long de la campagne, j'ai bien entendu l'appel de ceux qui veulent des dirigeants qui les écoutent et qui agissent. C'est pour cela que je suis ici. Je continuerai de travailler fort pour élargir l'accès aux soins dentaires, construire plus de logements abordables sur les terres publiques et faire avancer le projet de centre de santé et de logement pour les aînés dans Confederation Heights.

La revitalisation du centre-ville est également une priorité absolue, qu'il s'agisse de faire du lac Dow et de l'Arboretum des destinations communautaires ouvertes toute l'année, d'améliorer les pistes cyclables ou de soutenir les entreprises locales.

Je suis heureux de continuer de faire pression pour amener les Sénateurs d'Ottawa aux plaines LeBreton dans le cadre d'une vision communautaire audacieuse qui comprend par ailleurs le logement abordable, la culture autochtone et l'éducation en français.

Je serai toujours là pour défendre les intérêts d'Ottawa-Centre et promouvoir un Canada plus fort et plus inclusif.

* * *

LES FINANCES

Tamara Jansen (Cloverdale—Langley City, PCC): Monsieur le Président, voici à quoi ressemble un pays qui navigue à l'aveuglette: il n'a pas de budget ou de plan et il laisse dans l'ignorance des millions de familles. Les travaux parlementaires ont été interrompus pendant six mois, puis il y a eu des élections surprises. Maintenant, le nouveau premier ministre veut dépenser un demi-billion de dollars, mais il refuse de présenter un budget. Les libéraux n'offrent aucune réponse. Ils ne font que jeter de la poudre aux yeux, alors que les gens ordinaires peinent à se maintenir à flot.

Je connais un jeune couple de la région du Grand Toronto qui fait tout ce qu'il faut. Ils travaillent fort et économisent chaque dollar, mais ils n'ont toujours pas les moyens de s'acheter une maison. Les préventes ont diminué de plus de 70 %, et les experts disent qu'une pénurie de logements est à nos portes. Le rêve d'accéder à la propriété s'évanouit. Les familles qui sont déjà propriétaires prennent du retard dans leurs paiements hypothécaires, l'épicerie et l'essence grugent ce qui reste de leur paie, et les jeunes qui commencent dans la vie croulent sous les dettes de cartes de crédit.

Aucune entreprise ne laisserait un nouveau PDG s'en tirer ainsi. Le conseil d'administration exigerait un budget, et c'est ce que les Canadiens méritent.

* * *

KANATA

L'hon. Jenna Sudds (Kanata, Lib.): Monsieur le Président, la semaine dernière, j'ai eu l'honneur d'être assermentée de nouveau en tant que députée de Kanata. J'étais entourée de ma famille, de mes amis et de bénévoles dévoués sans qui je ne serais pas ici aujourd'hui. C'était un moment très émouvant que je n'oublierai jamais.

C'est un privilège d'être au service de la population, et je suis extrêmement reconnaissante de la confiance que les résidents de Kanata m'ont accordée une fois de plus. Je suis prête à travailler fort tous les jours pour les représenter ici, au Parlement, et pour défendre les enjeux qui comptent le plus pour notre collectivité. C'est un honneur d'être au service des résidents de Kanata, de Bells Corners, de Stittsville et de Carp. Le siège que j'occupe leur appartient à tous.

* * *

LES FINANCES

Andrew Lawton (Elgin—St. Thomas—London-Sud, PCC): Monsieur le Président, il se trouve que le premier ministre disait vrai quand il a dit qu'il était différent de Justin Trudeau; en fait, il est pire.

Cette semaine, le premier ministre a présenté son premier projet de loi de dépenses, le budget principal des dépenses pour l'année à venir. Il a annoncé des dépenses d'un demi-billion de dollars, et ce, sans présenter de budget. Le premier ministre avait promis de plafonner l'augmentation des dépenses à 2 %, mais une heure plus tard, il a imposé aux Canadiens une hausse des dépenses de 8 %, soit près de trois fois l'inflation et la croissance démographique combinées.

Les mères seules, les aînés et les propriétaires d'une petite entreprise doivent tous établir un budget avant d'engager des dépenses. Pourquoi le premier ministre ne le fait-il pas? On parle ici de l'homme qui a dit qu'il avait un plan et qu'il serait un gestionnaire financier rigoureux.

Le premier ministre prétend que ce sont des « investissements » qui amélioreront la situation des Canadiens, mais les seuls qui s'enrichissent sont les consultants auprès du gouvernement fédéral, qui recevront 26,1 milliards de dollars cette année, une somme record. C'est 36 % de plus que ce que Justin Trudeau leur donnait. Cela représente 1 400 \$ par ménage canadien qui vont à des consultants. Les actionnaires de Brookfield n'auraient jamais accepté cela. Pourquoi les Canadiens devraient-ils l'accepter?

* * *

LONDON-CENTRE

Peter Fragiskatos (London-Centre, Lib.): Monsieur le Président, récemment, j'ai eu l'honneur de prêter serment comme député pour la quatrième fois. Je représente maintenant la circonscription de London-Centre. Bien entendu, je remercie mes collègues et j'ai hâte de travailler avec tous les députés.

Je remercie ma famille, ma charmante épouse Katy et notre fille Ava, ainsi que tous les bénévoles qui ont consacré beaucoup de temps à installer des pancartes, à frapper aux portes et, oui, à faire des chèques pour permettre la tenue même de la campagne et ainsi de suite. Je sais que tous les députés sont tout aussi reconnaissants envers les bénévoles. Rien ne peut se faire sans eux dans un régime démocratique.

Nous nous mettons au travail. Nous accordons la priorité à certains dossiers comme les échanges commerciaux. Je viens de London, dans le Sud-Ouest de l'Ontario, une région du pays qui est touchée de façon disproportionnée par les droits de douane de Donald Trump. Au sujet des problèmes de logement, j'ai parlé à maintes reprises de logement et d'itinérance au cours des législatures précédentes. Je continuerai à le faire. Ce travail est absolument essentiel. Bien sûr, les questions d'abordabilité sont primordiales pour nous tous. Travaillons ensemble pour obtenir des résultats.

* * *

• (1115)

LES OILERS D'EDMONTON

L'hon. Mike Lake (Leduc—Wetaskiwin, PCC): Monsieur le Président, il y a 30 ans cette semaine, jeune diplômé en administration de l'Université de l'Alberta, j'ai commencé à vendre des abonnements au club de hockey des Oilers d'Edmonton.

Ces années ont été difficiles. C'était après la fin de la dynastie, pendant une période économique difficile au Canada, et notre petit marché d'Edmonton risquait fort de perdre son équipe de la LNH au profit d'un riche acheteur américain. Toutefois, quelque chose de magique s'est alors produit. Les Edmontoniens se sont mobilisés de manière spectaculaire. Ils ont mis sur pied des systèmes complexes de partage d'abonnements avec leurs amis, leur famille et leurs voisins et, en quelques mois à peine, ils ont doublé le nombre d'abonnements et sauvé les Oilers de la menace américaine.

Au cours des 10 années que j'ai passé là-bas et des 20 années qui ont suivi, le soutien des partisans des Oilers n'a jamais faibli. Ces dernières années, les partisans des Oilers ont été récompensés par l'une des équipes les plus passionnantes de l'histoire de notre grand sport. Aujourd'hui, les Oilers sont à nouveau sur le point de connaître la gloire, encouragés par toute une nation.

Je sais que tous les députés, qui sont rarement d'accord sur quoi que ce soit, peuvent s'unir pour soutenir la remarquable équipe des Oilers. En ce moment critique de l'histoire, elle est sans aucun doute l'équipe du Canada. Ramenez la coupe à la maison, les gars!

* * *

LE MOIS NATIONAL DE L'HISTOIRE AUTOCHTONE

Lisa Hepfner (Hamilton Mountain, Lib.): Monsieur le Président, je remercie les citoyens d'Hamilton Mountain de m'avoir élue pour un deuxième mandat, et je remercie tous les incroyables bénévoles qui ont travaillé avec ardeur et passion pour m'aider à me faire réélire.

J'aimerais rappeler à mes collègues ainsi qu'aux Canadiens que cette fin de semaine marque le début du Mois national de l'histoire autochtone. Il y a quelques semaines, j'ai eu l'occasion d'assister à une cérémonie de la Journée de la robe rouge au Native Women's Centre, dans ma circonscription. Partout dans la salle, les larmes coulaient à flots tandis que nous allumions des chandelles pour illuminer le nom de douzaines de femmes, de filles et de membres de la communauté 2ELGBTQI+ autochtones de la région qui ont été tués ou sont disparus. Je portais l'épinglette de robe rouge que j'ai moi-même perlée sous la supervision d'une maîtresse perleuse lors d'une activité organisée antérieurement au même centre. Je n'ai manifestement pas autant de talent que mon enseignante, mais la pratique du perlage s'est avérée tout aussi douloureuse qu'intensément enrichissante.

Questions orales

En ce mois de juin, prenons le temps de réfléchir à l'histoire des peuples autochtones et aux moyens de faire progresser la réconciliation.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES FINANCES

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a passé des semaines à se pavaner partout au pays et à promettre aux Canadiens qu'il « dépenserait moins ». Cependant, l'homme qui était censé faire preuve de rigueur budgétaire nous a frappés d'une hausse des dépenses de 8 % après avoir promis de plafonner les dépenses gouvernementales à 2 %, une grande promesse qu'il n'a pas su tenir et un projet de loi de dépenses d'un demi-billion de dollars sans même déposer un budget concret. Il s'est lui-même qualifié de néophyte d'Ottawa, mais il ne perd pas de temps à reprendre les habitudes de l'ancien gouvernement libéral.

Partout au pays, les entreprises et les ménages dépensent leur argent et vivent selon leurs moyens. Pourquoi le premier ministre ne peut-il pas en faire autant?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, nous avons d'autres bonnes nouvelles pour les Canadiens.

Statistique Canada a annoncé ce matin que l'économie canadienne a connu une croissance de 2,2 % au premier trimestre. Notre plan fonctionne. Il s'agit d'un plan visant à bâtir l'économie la plus forte du G7 et à transformer notre économie. Il s'agit d'un plan visant à faire du Canada un pays ambitieux, confiant et prospère. Nous répondrons aux besoins des Canadiens.

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, il n'y a que les libéraux pour dire aux Canadiens qu'un chèque en blanc d'un demi-billion de dollars et une augmentation des dépenses de 8 %, après avoir promis de les plafonner à 2 %, représentent une bonne nouvelle pour eux.

Demander un chèque en blanc d'un demi-billion de dollars ne constitue pas un plan, c'est tout le contraire. Jusqu'à présent, le plan du gouvernement consiste à dépenser 1 400 \$ par famille canadienne pour des experts-conseils. Le premier ministre a dit que les libéraux réduiraient ce genre de dépenses de 7 milliards de dollars, mais ils les ont plutôt fait augmenter de 6 milliards de dollars.

Si le premier ministre est l'homme avec un plan que les gens veulent embaucher en temps de crise, pourquoi doit-il embaucher autant...

Le vice-président: Le ministre des Finances a la parole.

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, c'est une question intéressante, mais voici la vraie question ce matin: de combien l'économie canadienne a-t-elle crû durant le dernier trimestre? La réponse, c'est 2,2 %. C'est au-delà des attentes des économistes.

On voit exactement que nous avons un plan pour faire croître l'économie canadienne, pour faire de l'économie canadienne la plus forte du G7, pour transformer notre économie et pour avoir un pays ambitieux et prospère.

Questions orales

C'est ce que les Canadiens nous ont demandé et c'est exactement ce que nous sommes en train de faire.

• (1120)

[Traduction]

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, si le gouvernement avait un plan, il aurait déposé un budget hier et il aurait dit aux Canadiens exactement comment leur argent sera dépensé.

Évidemment, rien n'évoque autant l'abordabilité que le fait d'embaucher celui qui est responsable de la crise du logement pour régler le problème. Dans son ancienne fonction, le nouveau ministre du Logement a laissé le prix des maisons augmenter de 179 % à Vancouver.

J'ai une question très simple. Le ministre peut-il nous dire ce que représentera l'augmentation de chaque hypothèque canadienne à la suite des dépenses inflationnistes du gouvernement?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, j'aime la période des questions de ce vendredi parce que nous avons un grand nombre de bonnes nouvelles pour les Canadiens.

C'est une question intéressante, mais ce qui importe vraiment, c'est que nous avons un plan, et qu'il fonctionne, comme en témoigne la croissance de 2,2 % au dernier trimestre. Voilà ce qu'est le Canada. Il s'agit d'investir dans la population, dans les industries d'ici et dans le Canada. Non seulement nous connaissons une croissance, mais nous sommes l'un des deux seuls pays du G7 à maintenir une cote de crédit AAA. Pensez-y, monsieur le Président. Voilà ce que j'appelle un Canada confiant, un Canada ambitieux. Voilà le Canada que nous bâtissons ensemble.

[Français]

Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, PCC): Monsieur le Président, il y a quelques semaines à peine, tous ces gens ont été élus en disant aux Canadiens qu'ils allaient contrôler les dépenses. Mardi, le roi a même parlé d'une nouvelle discipline budgétaire avec des augmentations au maximum de 2 % des dépenses. Ça, c'était mardi matin. Mardi après-midi, les libéraux ont déposé leur premier projet de loi. Qu'est-ce qu'on y apprend? Il y a une augmentation de 8 % des dépenses. Qui aurait cru que le fabuleux banquier internationalement reconnu allait faire pire que le professeur de théâtre?

Mon commentaire tout simple au ministre des Finances est le suivant: Justin Trudeau, sors de ce corps.

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, j'ai beaucoup de respect pour mon collègue. C'est un député très expérimenté. Toutefois, je ne comprends pas pourquoi il veut dévier l'attention des Canadiens et des Canadiennes de la bonne nouvelle d'aujourd'hui. Pour une fois, les conservateurs devraient être contents un vendredi matin.

On a une croissance de 2,2 % au Canada. C'est une croissance plus importante que ce à quoi les économistes s'attendaient. Nous avons un plan pour faire croître l'économie canadienne. Nous avons un plan pour bâtir l'économie de demain. Nous avons un plan pour un Canada fort. C'est exactement ce que nous sommes en train de faire.

LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, PCC): Monsieur le Président, ce qui augmente pour vrai, de 36 %, ce sont les dépenses du gouvernement libéral pour les consultants. Non seulement cela n'avait aucun bon sens de dépenser 20 milliards de dollars pour des consultants l'année dernière, voilà que c'est rendu 26 milliards de dollars maintenant. Ça, c'est un contrôle tout à fait inexistant des dépenses. Les Canadiens veulent un gouvernement qui va contrôler les dépenses.

Pourquoi le ministre des Finances refuse-t-il de déposer un budget?

D'ailleurs, son chef l'avait rabroué la semaine dernière. Est-ce que le ministre des Finances peut s'engager à déposer un budget ce printemps pour être...

Le vice-président: Le ministre a la parole.

L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

Mon collègue a parlé de théâtre et je dois dire qu'il est quand même pas mal, lui aussi, en théâtre. On le voit à chaque période des questions orales avec des effets de toge quand même fréquents. La réalité, c'est que le Parti conservateur a présenté un plan durant la campagne électorale qui ne valait pas le papier sur lequel il était écrit. C'était une plateforme chiffrée qui a été ridiculisée par tous ceux au pays qui savent compter.

De notre côté de la Chambre, nous avons été élus avec le mandat très clair d'augmenter l'efficacité du gouvernement, de réduire notre dépendance aux consultants externes, mais de donner les moyens à notre fonction publique d'accomplir le programme ambitieux que nous avons.

Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, PCC): Monsieur le Président, ce n'est pas du théâtre, ce sont des faits. Lui-même disait, pendant la campagne électorale, qu'il allait réduire les contrats pour les consultants. C'est exactement le contraire: il y a une augmentation de 36 %. J'aimerais dire aux gens à la maison qui nous écoutent que ces consultants vont leur coûter 1 400 \$ par famille. C'est ça, la signature de ce gouvernement.

Le ministre pourrait-il corriger la situation et dire à son ministre des Finances que ça n'a pas de bon sens d'avoir encore une fois augmenté les dépenses pour les consultants?

• (1125)

L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, nous avons réduit le recours aux consultants, mais nous avons aussi été élus sur un mandat très ferme et très fort pour augmenter l'efficacité du gouvernement, notamment en utilisant de nouvelles technologies.

Quand mon collègue parle des familles canadiennes, il faut savoir que nous avons déposé à la Chambre, cette semaine, une mesure qui vise à donner à chaque famille canadienne en moyenne 840 \$ avec une réduction d'impôt.

Les conservateurs vont-ils appuyer cette mesure? C'est le gros bon sens.

LES FINANCES

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lis-tuguj, BQ): Monsieur le Président, les élus ne devraient jamais dépenser l'argent des Québécois à l'aveugle. C'est pourtant exactement ce que les libéraux proposent aujourd'hui en demandant à la Chambre d'adopter des mesures valant plus de 200 milliards de dollars sans présenter de budget. Il n'y a pas de budget, ni même de mise à jour économique. C'est littéralement dépenser sans compter. Si le nouveau gouvernement veut rompre avec l'image frivole des années Trudeau, c'est mal parti.

Est-ce qu'il va mettre cartes sur table et dévoiler l'état exact des finances publiques aux Québécois?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, j'ai énormément de respect pour mon nouveau collègue à la Chambre, mais c'est bien parti, parce que la première chose que nous avons faite, c'est d'offrir une baisse d'impôt pour 22 millions de Canadiens et de Canadiennes, dont des personnes dans sa circonscription, qui vont être contentes d'apprendre ça aujourd'hui. Il y a 22 millions de Canadiens qui vont payer moins d'impôts. C'est une mesure phare.

Ce que nous avons dit durant la campagne électorale, c'est que nous serions là pour offrir plus d'abordabilité aux Canadiens et aux Canadiennes. Chose promise, chose faite. Mon collègue devrait être content de soutenir cette motion du gouvernement.

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lis-tuguj, BQ): Monsieur le Président, les libéraux continuent d'improviser avec l'argent des Québécois. Ils tentent de faire croire qu'ils peuvent à la fois augmenter les dépenses et réduire les revenus sans hausser la dette ni faire de compressions dans les services. Les Québécois voient bien que ça ne tient pas la route. Pourtant, les libéraux leur demandent de les croire sur parole en ne présentant pas de plan budgétaire.

Les libéraux ont maintes fois prouvé qu'ils ne méritent pas la confiance aveugle des Québécois en matière de finances publiques. À quand un budget?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, une chose est claire, c'est que les Québécois nous ont fait confiance en élisant 44 incroyables députés du Parti libéral, qui forme le gouvernement, bien entendu. C'est deux fois plus que le Bloc québécois, qui compte 22 députés. Les Québécois savent présentement que nous sommes dans une situation difficile. Il y a une guerre tarifaire qui touche directement nos travailleurs et notre économie. Nous sommes là en tant que députés et ministres québécois pour défendre les intérêts du Québec et nous allons continuer à le faire.

Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry—Soulanges—Huntingdon, BQ): Monsieur le Président, j'ai un rappel à l'ordre pour les libéraux. Les Québécois ont élu un gouvernement minoritaire. Ils s'attendent donc à la collaboration entre les partis. Ils s'attendent à de la transparence. Surtout, ils s'attendent à de la rigueur. Présenter plus de 200 milliards de dollars de nouvelles dépenses sans budget expliquant comment elles seront financées, ça contrevient en tous points au mandat accordé aux libéraux. On lui a demandé de faire preuve de collaboration, de transparence et de rigueur.

Est-ce que les libéraux vont s'élever à la hauteur des attentes des Québécois et présenter un plan budgétaire?

Questions orales

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement et le Parti libéral sont toujours à la hauteur des Québécois. C'est pourquoi, encore cette année, les Québécois nous ont fait confiance. Ce test vient justement d'être fait au cours des élections. C'est pourquoi nous sommes à 44 députés, un record pour notre parti. Nous en sommes très fiers. Je tiens à remercier tous mes collègues qui ont travaillé fort. Je les félicite.

Bien entendu, nous allons collaborer parfois avec le Bloc québécois. Cependant, la réalité, c'est que nous allons défendre la souveraineté canadienne, alors que le Bloc québécois recherche plutôt la souveraineté du Québec. Nous allons être là pour créer des emplois et défendre notre économie. C'est notre priorité.

[Traduction]

Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington—Tyendinaga, PCC): Monsieur le Président, le premier projet de loi du premier ministre a fait voler en éclats ses promesses en matière de dépenses. Il s'est fait élire en promettant de la transparence financière et de la reddition de comptes, mais, à peine un mois plus tard, il a déjà laissé tomber son masque en traitant l'argent des contribuables comme un compte bancaire secret et louche, et non comme les cordons de la bourse des Canadiens.

Sur quelle planète le premier ministre peut-il justifier des dépenses d'un demi-billion de dollars de deniers publics sans budget?

L'hon. Shafqat Ali (président du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, le nouveau gouvernement s'assure que les dépenses sont soigneusement gérées et axées sur nos priorités les plus pressantes. Nous allons continuer d'examiner les dépenses pour nous assurer qu'elles sont efficaces et que nous mettons l'accent sur les défis et les occasions qui se présentent au Canada.

• (1130)

Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington—Tyendinaga, PCC): Monsieur le Président, le discours dédaigneux du gouvernement ne résiste pas à un examen minutieux. Il a promis de plafonner les dépenses à 2 %, mais quelques heures plus tard, il les a augmentées de 8 % sans établir de cible budgétaire ou de garde-fous budgétaires. Nous sommes en chute libre sur le plan budgétaire et ce sont les Canadiens de la classe moyenne qui paient la note, y compris près de 1 400 \$ par ménage dépensés pour les consultants privés qui sont des copains du premier ministre. C'est insultant pour les Canadiens.

Comment le gouvernement libéral peut-il demander de dépenser un demi-billion de dollars sans budget?

L'hon. Shafqat Ali (président du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, parlons des investissements prévus dans le budget principal des dépenses. Ils comprennent des fonds considérables pour soutenir les Forces canadiennes, les services de santé destinés aux Premières Nations, les soins dentaires, les services frontaliers et l'immigration, les prestations aux anciens combattants et le logement. Le nouveau gouvernement investit dans les Canadiens afin de bâtir un Canada fort.

Questions orales

Jamie Schmale (Haliburton—Kawartha Lakes, PCC): Monsieur le Président, avec les libéraux, ce sont les mêmes dépenses, les mêmes ministres et les mêmes conséquences désastreuses pour les Canadiens, sauf que, maintenant, on ne connaît pas le plan complet du gouvernement parce qu'il a refusé de déposer un budget, ce qui est tout à fait nouveau au Canada. On a pourtant présenté des budgets pendant des guerres, pendant des récessions, et, oui, même après des élections. Nous savons que le gouvernement a augmenté de 36 % ses dépenses pour les consultants, ce qui signifie que chaque ménage canadien doit payer 1 400 \$ pour obtenir des artifices au lieu de résultats.

Comment le gouvernement libéral peut-il demander à dépenser un demi-billion de dollars sans même présenter un budget?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, ce sont toujours les mêmes conservateurs, mais avec de nouveaux slogans. Cela fait à peine une semaine que nous sommes à la Chambre et ils nous reviennent avec des slogans. Les Canadiens qui nous regardent chez eux savent qu'ils peuvent nous faire confiance de ce côté-ci de la Chambre, parce que nous respectons nos promesses.

Nous avons promis d'être là pour les Canadiens, et la première chose que nous avons faite a été de réduire les impôts de 22 millions de Canadiens. Il y a des gens dans la circonscription du député qui nous regardent aujourd'hui, et ils vont remercier le nouveau gouvernement libéral d'avoir réduit le coût de la vie.

Nous avons encore d'autres bonnes nouvelles: nous allons éliminer la TPS sur les nouvelles habitations pour les premiers acheteurs jusqu'à concurrence d'un million de dollars. Il s'agit d'une grande...

Le vice-président: Le député d'Haliburton—Kawartha Lakes a la parole.

* * *

LE TRANSPORT FERROVIAIRE

Jamie Schmale (Haliburton—Kawartha Lakes, PCC): Monsieur le Président, je ne pense pas que demander un budget au nom des Canadiens soit un slogan. D'ailleurs, le Canada a toujours eu un budget.

Le gouvernement a dépensé 330 000 \$ juste en services de consultants pour rebaptiser une société d'État. Ce changement de nom vise à rendre les gens très enthousiastes à l'idée d'un train à grande vitesse entre Toronto et Québec. Les gens de ma région en ont assez d'attendre des décennies pour que ce projet se concrétise.

Quand le gouvernement se décidera-t-il à mettre des projets en chantier au lieu de remplir les poches de consultants libéraux bien branchés?

L'hon. Chrystia Freeland (ministre des Transports et du Commerce intérieur, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureuse que les conservateurs parlent enfin de soutenir les grands projets d'intérêt national. En cette période où notre économie est durement touchée par les droits de douane étatsuniens, c'est exactement ce dont nous avons besoin.

Le moment est venu de mettre des projets en chantier. Le moment est venu de mettre en œuvre un projet de train à grande vitesse. Le moment est venu de construire au Canada. C'est ce dont le premier ministre discutera avec les premiers ministres provinciaux à Saskatoon. Cela fera partie du projet de loi que nous allons pré-

senter au cours de cette session, et nous comptons sur les conservateurs pour l'appuyer.

* * *

LES FINANCES

Helena Konanz (Similkameen—Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, PCC): Monsieur le Président, le nouveau premier ministre libéral maintient les dépenses excessives de Justin Trudeau. En fait, le gouvernement augmente les dépenses consacrées à la bureaucratie et aux consultants bien branchés. Le premier ministre avait promis de plafonner les dépenses à 2 %, mais il les augmente plutôt de 8 %. Il a pris cette mesure sans même présenter un budget pour donner à la Chambre un portrait complet de nos finances publiques.

Comment le gouvernement libéral peut-il demander de dépenser un demi-billion de dollars sans plan budgétaire?

L'hon. Shafqat Ali (président du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, je rappelle à la députée qu'une grande partie des fonds prévus dans le budget principal des dépenses sont des paiements de transfert aux provinces et aux territoires. Cela représente des milliards de dollars en aide fédérale pour la province et les concitoyens de la députée. J'invite donc la députée de se joindre à nous pour appuyer ces investissements afin que nous puissions offrir des services aux Canadiens et bâtir un Canada fort.

Burton Bailey (Red Deer, PCC): Monsieur le Président, le discours du Trône de cette semaine confirme que les Canadiens doivent s'attendre à ce que le gouvernement libéral redouble d'imprudence. Les libéraux avaient promis de plafonner les dépenses à 2 %, mais ils ont encore une fois manqué à leur promesse en dépensant un demi-billion de dollars, soit près de 8 % de plus que Justin Trudeau. Ils continuent à dépenser sans compter et à commettre les mêmes erreurs, alors que c'est ce qui a mis le Canada dans le pétrin.

Les libéraux jouent avec l'avenir des Canadiens. Les Canadiens ne peuvent pas leur faire confiance. Quand le premier ministre cessera-t-il de cacher l'état de nos finances en présentant un budget?

• (1135)

L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, je suis très fier d'avoir été élu et de faire partie du présent gouvernement, qui a obtenu un mandat fort pour réduire l'appareil bureaucratique et rendre l'État plus efficace. Nous y travaillons. L'objectif consiste à dépenser moins de manière à investir davantage, et c'est exactement ce que nous faisons en accordant une baisse d'impôt à 22 millions de Canadiens, ce qui permettra aux familles canadiennes d'économiser en moyenne 840 \$. J'espère que les conservateurs se rallieront à cette idée pleine de bon sens.

Michael Kram (Regina—Wascana, PCC): Monsieur le Président, depuis 10 ans, la dette et les déficits du gouvernement libéral sont hors de contrôle. Le premier ministre a dit que le gouvernement avait un plan pour plafonner l'augmentation de ses dépenses à 2 % et pour réduire le recours aux consultants grassement payés. Or, voilà maintenant que les libéraux veulent quadrupler cette augmentation des dépenses et consacrer 36 % plus d'argent aux consultants, tout cela sans aucune reddition de comptes.

Pourquoi les libéraux dépensent-ils un demi-billion de dollars sans présenter de budget?

Questions orales

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux que le député pose cette question. Ce qu'il omet de dire aux Canadiens qui nous regardent, c'est que le Canada a l'un des meilleurs bilans des pays du G7. Non seulement nous avons une cote de crédit AAA, mais nous avons aussi le ratio dette-PIB le plus bas. C'est une position enviable.

J'ai récemment présidé la rencontre des ministres des Finances des pays du G7, à Banff. Le monde s'intéresse beaucoup à ce que le Canada a à offrir. Il veut ce que le Canada a à offrir. Dans cette optique, nous allons bâtir l'économie la plus forte des pays du G7. Nous allons rendre notre pays résilient et affirmer ses ambitions, au bénéfice de tous les Canadiens.

* * *

[Français]

L'ASSURANCE-EMPLOI

Marilène Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan, BQ): Monsieur le Président, il y a 10 ans, les libéraux prenaient le pouvoir avec la promesse de réformer le régime d'assurance-emploi. Année après année, ils ont assuré aux travailleurs qu'ils étaient presque prêts à agir, que c'était prévu pour dans quelques mois, tout au plus.

Dix ans plus tard, la réforme de l'assurance-emploi est complètement évacuée du discours du Trône. Nous sommes pourtant en plein conflit commercial avec les États-Unis, et les industries phares comme celle de l'aluminium sont frappées de droits de douane.

Est-ce que le gouvernement comprend que c'est le pire moment pour abandonner nos travailleurs?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, nous avons déjà pris des mesures pour renforcer le régime d'assurance-emploi et éliminer certains des obstacles à l'obtention de l'assurance-emploi pour les travailleurs confrontés au chômage. Nous savons qu'il faut réagir avec doigté, puisque les droits de douane menacent les travailleurs de tout le pays. C'est d'ailleurs exactement ce que le premier ministre nous a demandé de faire, à mes collègues et à moi.

Nous allons continuer de soutenir les travailleurs. Le régime d'assurance-emploi continuera de répondre aux besoins de tout le monde.

[Français]

Marilène Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan, BQ): Monsieur le Président, il n'y a pas un mot sur une réforme de l'assurance-emploi dans le discours du Trône.

Reculer sur la réforme de l'assurance-emploi en pleine crise tarifaire ne serait rien de moins qu'une trahison envers les travailleurs. Les libéraux promettent cette réforme depuis 10 ans. On a fait toutes les études et toutes les consultations imaginables. Les libéraux ont assez parlé. C'est le temps d'agir.

Est-ce que le gouvernement va révéler quand exactement il déposera une réforme de l'assurance-emploi ou est-ce qu'il avoue aux travailleurs qu'il les abandonne?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, nous savons que dans cette époque d'incertitude en ce qui a trait aux droits de douane et au commerce avec les États-Unis, il est essentiel de protéger nos travailleurs.

C'est pour cela que nous avons rendu l'assurance-emploi plus facile d'accès. Nous avons éliminé le délai de carence d'une semaine avant d'avoir accès à l'assurance-emploi. De plus, les indemnités de départ ou de vacances et les choses comme ça ne sont plus considérées pour que les travailleurs puissent bénéficier du système de l'assurance-emploi qui protège tous nos travailleurs.

* * *

[Traduction]

LE LOGEMENT

Tony Baldinelli (Niagara Falls—Niagara-on-the-Lake, PCC): Monsieur le Président, dès le premier jour où le premier ministre l'a nommé, le ministre du Logement a dit aux Canadiens qu'il n'était pas nécessaire que le prix du logement baisse. Après 10 ans au pouvoir, les libéraux ont fait doubler le prix du logement, les mises de fonds, les paiements hypothécaires et les loyers. Maintenant, le ministre du Logement double la mise en cherchant à garder le prix du logement élevé.

Le ministre du Logement peut-il dire aux Canadiens combien de familles devront se retrouver à court de moyens avant que le gouvernement se décide enfin à présenter un budget?

● (1140)

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement passe à l'action en réduisant les impôts sans attendre, de façon à ce que les Canadiens aient davantage d'argent dans leurs poches. Nous comptons sur l'appui des députés d'en face pour élargir l'offre de logements qui, parce que les Canadiens auront davantage d'argent dans leurs poches, seront à la portée de leur portefeuille. Le calcul est simple, même s'il peut être difficile à comprendre pour les conservateurs d'en face: réduire la TPS pour les acheteurs d'une première propriété et l'impôt sur le revenu fait baisser le coût de la vie.

Tony Baldinelli (Niagara Falls—Niagara-on-the-Lake, PCC): Monsieur le Président, selon le bureau d'enregistrement immobilier de l'Ontario, Teranet, l'année dernière, l'âge moyen des acheteurs d'une première propriété en Ontario était de 40 ans, comparativement à 34 ans il y a une décennie. Des données récentes montrent également que les ventes de logement dans la région du Grand Toronto ont atteint leur plus bas niveau depuis l'effondrement du marché dans les années 1990. Chez nous, la Niagara Home Builders' Association a déclaré que les mises en chantier dans la région sont à leur plus bas niveau en 10 ans. Voilà le bilan de la décennie au pouvoir du gouvernement libéral.

Le premier ministre peut-il nous dire pourquoi les Canadiens devraient lui faire confiance et croire que le gouvernement qu'il dirige résoudra les problèmes que les libéraux ont créés?

Questions orales

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, pendant 10 ans, en tant que maire de Vancouver, j'ai été en première ligne d'une crise du logement. Comme le savent les nombreux maires et conseillers municipaux qui sont à Ottawa cette semaine, les villes n'ont ni les outils, ni les ressources financières, ni les pouvoirs nécessaires pour résoudre une crise du logement. C'est pourquoi je suis ici aujourd'hui: pour que le gouvernement fédéral mette des changements en œuvre de manière à faire baisser le prix du logement à une échelle jamais vue depuis des générations.

Jeff Kibble (Cowichan—Malahat—Langford, PCC): Monsieur le Président, en 10 ans, les libéraux ont fait doubler le prix du logement. Le bilan du nouveau ministre en matière de logement montre que le gouvernement ne fait que poursuivre dans la même voie. Lorsque le ministre était maire de Vancouver, il a présidé à une augmentation de 50 % des loyers, à une augmentation de 179 % du prix des propriétés résidentielles et à une augmentation de 40 % du taux d'itinérance. Pourtant, nous savons qu'il faut bâtir davantage de logements pour répondre à la demande. La Ville de Langford parle même de ralentir la construction domiciliaire en affirmant qu'il n'y a aucun avantage à faire plus que le minimum.

Combien d'autres Canadiens devront se démener pour trouver un logement avant que le gouvernement présente enfin un budget?

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, la construction de logements abordables au Canada passe par le partenariat et la collaboration entre tous les ordres de gouvernement — le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires, les villes et les communautés autochtones — afin de relever les défis sur le terrain, partout au pays. Pendant sept des dix années où j'étais maire, c'est un gouvernement conservateur qui a été au pouvoir et qui n'a rien fait au chapitre du logement abordable au Canada.

[Français]

Jason Groleau (Beauce, PCC): Monsieur le Président, dès son premier jour en poste, le ministre du Logement et de l'Infrastructure a déclaré aux Canadiens que le prix des logements n'a pas besoin de baisser. Il affirme que le marché du logement est stable. Pourtant, en Beauce, le pourcentage d'inoccupation est inférieur à 2 % dans plusieurs villes. Le loyer d'un quatre et demie neuf a explosé de plus de 50 % depuis seulement 2021.

Les mesures annoncées par le gouvernement actuel ne suffisent pas. Les jeunes Canadiens méritent d'acheter leur propre maison.

Quand le gouvernement va-t-il réduire la bureaucratie et apporter des solutions concrètes à la crise du logement?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, l'enjeu est réel. C'est pourquoi nous avons un plan et un excellent ministre qui est capable de gérer la question.

Entre-temps, nous allons travailler ensemble. Pourquoi? C'est parce que non seulement nous devons nous assurer de construire davantage de logements et d'avoir plus d'abordabilité dans le domaine de la construction, mais nous avons une occasion extraordinaire d'aider des travailleurs qui sont affectés par la guerre tarifaire de Donald Trump. Donc, dans les circonstances, nous allons créer une industrie de la construction pour aider les travailleurs dans le

secteur du bois d'œuvre, dans le secteur de l'acier et dans le secteur de l'aluminium.

Ce sera un plaisir de travailler avec mon collègue sur cette question.

Jason Groleau (Beauce, PCC): Monsieur le Président, leurs programmes ne suffisent tout simplement pas. De nombreux jeunes Canadiens ont perdu le rêve de devenir propriétaires de leur propre maison.

Après 10 ans au pouvoir, les libéraux ont fait doubler les loyers, doubler le prix des maisons, doubler les mises de fonds et doubler les paiements hypothécaires. Les gens suffoquent. Selon l'Association canadienne de l'immeuble, le prix moyen des maisons a augmenté de 9,2 % lors de la dernière année au Québec.

Est-ce que le ministre du Logement et de l'Infrastructure croit que le prix des maisons doit baisser au Québec pour permettre à nos jeunes de réaliser leur rêve, oui ou non?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, ce que les Québécois et les Canadiens veulent savoir, c'est comment nous allons les aider durant cette crise du logement et de l'abordabilité. Le ministre a été clair et notre gouvernement est clair; nous réduisons les impôts. Nous faisons en sorte de réduire les impôts pour la classe moyenne. Nous voulons aussi éliminer la taxe sur les produits et services pour les acheteurs d'un premier logement. Nous avons également aboli la taxe sur le carbone. On voit que nous faisons le travail sur l'abordabilité.

Entretemps, nous allons également créer des emplois dans le secteur de la construction, de l'acier, de l'aluminium, et, bien entendu...

Le vice-président: L'honorable députée de Saint-Boniface—Saint-Vital a la parole.

* * *

● (1145)

LA PROTECTION CIVILE

Ginette Lavack (Saint-Boniface—Saint-Vital, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais commencer en remerciant sincèrement mes concitoyens et mes concitoyennes de la magnifique circonscription de Saint-Boniface—Saint-Vital de m'avoir accordé leur confiance afin de les représenter ici, à la Chambre des communes.

[Traduction]

J'aimerais poser une question à ma collègue la ministre des Affaires du Nord et de l'Arctique.

Pour la troisième saison consécutive, les Prairies sont en proie à la sécheresse et à des températures supérieures à la normale. Ces conditions aggravent les feux de forêt et posent des risques importants pour nos collectivités. Nous ne sommes même pas en juin, et des milliers de Canadiens des Prairies ont été forcés de quitter leur domicile, y compris des milliers de...

Le vice-président: La ministre des Affaires du Nord et de l'Arctique a la parole.

Questions orales

L'hon. Rebecca Chartrand (ministre des Affaires du Nord et de l'Arctique, Lib.): Monsieur le Président, je suis de tout cœur avec toutes les personnes qui sont touchées par ces feux de forêt dévastateurs. Je pense plus particulièrement aux gens de ma circonscription, Churchill—Keewatinook Aski. La peur et l'incertitude règnent, mais ces personnes ne sont pas seules. Je communique constamment avec mes collègues des gouvernements fédéral et provinciaux, ainsi qu'avec les représentants locaux et autochtones, y compris avec la conseillère Debbie Dumas, pour m'assurer que chaque personne obtient le soutien dont elle a besoin. Le gouvernement fédéral et les Forces armées canadiennes sont pleinement mobilisés, nous évacuons les gens et nous sommes unis face à cette crise.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Aaron Gunn (North Island—Powell River, PCC): Monsieur le Président, après 10 ans de gouvernement libéral, de nombreux Canadiens ne se sentent plus en sécurité dans leur propre collectivité. Les crimes violents ont augmenté de 50 %. Les homicides commis par des gangs ont augmenté de 78 %. Les crimes commis avec une arme à feu ont augmenté de 116 %. C'est le résultat direct du système de justice prôné par le libéralisme — ou du système d'injustice, de vrais-je dire — et des lois libérales laxistes qui sont dans l'intérêt des criminels et non des Canadiens.

S'il s'agit vraiment d'un nouveau gouvernement, le premier ministre mettra-t-il un terme aux vieilles politiques laxistes de Justin Trudeau en matière de criminalité et abrogera-t-il les lois qui découlent des projets de loi C-5 et C-75?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, notre plan visant à assurer la sécurité des collectivités permettra de soustraire les rues à l'emprise des drogues, des armes à feu et des criminels. Nous avons pris l'engagement d'embaucher 1 000 agents supplémentaires à l'Agence des services frontaliers du Canada et 1 000 agents supplémentaires à la GRC pour assurer la sécurité de nos frontières et de nos rues. Nous travaillons en partenariat avec les services de police partout au pays pour lutter contre le crime organisé. Nous ferons en sorte qu'il soit plus difficile pour les criminels violents d'obtenir une mise en liberté sous caution et nous imposerons des peines plus sévères aux récidivistes violents. Nous serons toujours là pour protéger les Canadiens.

Aaron Gunn (North Island—Powell River, PCC): Monsieur le Président, l'actuel ministre de la Sécurité publique a déclaré en campagne électorale qu'il n'y a rien qui cloche avec le régime de mise en liberté sous caution au Canada. Il l'a même qualifié de « plutôt solide », et ce, malgré la série de meurtres et d'attaques violentes perpétrés par des personnes en liberté sous caution, et malgré le fait que, partout au pays, les agents de première ligne exigent une réforme immédiate.

Le premier ministre croit-il, tout comme le ministre de la Sécurité publique, qu'il n'y a aucun problème avec les lois qui régissent la mise en liberté sous caution au Canada ou croit-il, comme les agents de première ligne, qu'une intervention concrète s'impose sur-le-champ?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, il est toujours réjouissant d'entendre l'opposition citer des paroles complètement hors contexte. Il est malheureux que le candidat conservateur dans ma circonscription n'ait même pas participé au débat en question.

Je serai clair: le gouvernement a été élu le 28 avril avec le mandat de faire en sorte que nos collectivités soient sûres. C'est exactement ce que nous ferons. Nous collaborerons avec les forces de l'ordre. Ce matin, en compagnie du secrétaire d'État au Travail, j'ai eu l'occasion de rencontrer des membres de l'Association canadienne des policiers, et j'ai hâte de collaborer avec les forces de l'ordre de partout au pays pour rendre nos collectivités plus sûres.

Colin Reynolds (Elmwood—Transcona, PCC): Monsieur le Président, j'ai frappé à des milliers de portes dans ma circonscription au printemps dernier, et, partout, on m'a fait part de la même préoccupation. La hausse de la criminalité inquiète les gens. À Winnipeg, on constate une augmentation du nombre de crimes violents, comme les agressions, les menaces et l'extorsion. Selon Homicide Canada, plus de 40 homicides ont été commis à Winnipeg en 2024, pour la sixième année consécutive. En raison de lois libérales, notamment la loi C-5 et la loi C-75, les récidivistes violents sont traités avec des gants blancs et sont remis en liberté.

Quand les libéraux feront-ils enfin passer les droits des victimes et des Canadiens respectueux des lois avant leur politique laxiste en matière de criminalité, qui consiste à dorloter les voyous?

● (1150)

L'hon. Sean Fraser (ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre responsable de l'Agence économique du Canada atlantique, Lib.): Monsieur le Président, je vais prendre un moment pour remercier mes concitoyens de m'avoir élu pour une quatrième fois. C'est la première fois que je prends la parole à titre de ministre de la Justice et procureur général.

Pendant la campagne électorale, les gens de ma circonscription m'ont dit que les personnes dangereuses qui commettent des crimes graves et qui constituent une menace pour la sécurité publique devraient subir des conséquences graves. Nous les avons entendus et nous renforcerons les dispositions relatives à la libération sous caution pour les vols de voitures, les cambriolages et le trafic de drogue. Nous proposerons également un alourdissement des peines pour les crimes graves et les récidives.

Nous ferons ce qui s'impose pour que les Canadiens se sentent et soient en sécurité dans leur collectivité.

Chak Au (Richmond-Centre—Marpole, PCC): Monsieur le Président, depuis 2016, 50 000 Canadiens sont morts d'une surdose de drogue, principalement de fentanyl. La production massive de fentanyl équivaut à commettre un meurtre de masse. Les conservateurs proposent des peines d'emprisonnement à perpétuité pour ceux qui produisent ou distribuent plus de 40 milligrammes de fentanyl.

Combien d'autres Canadiens devront mourir avant que le premier ministre traite la production de masse de fentanyl comme un meurtre de masse et appuie les peines d'emprisonnement à perpétuité pour les barons de la drogue?

Questions orales

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, la crise du fentanyl touche toutes les collectivités, non seulement au Canada, mais dans toute l'Amérique du Nord et dans de nombreuses collectivités ailleurs dans le monde. Nous accélérons nos efforts pour réprimer et démanteler le commerce du fentanyl et les groupes du crime organisé qui en tirent profit. Voilà pourquoi, en vertu du Code criminel, nous avons inscrit sept cartels sur la liste des entités terroristes. Je travaille en étroite collaboration avec Kevin Brousseau, le responsable canadien de la lutte contre le fentanyl, tant au pays qu'à l'étranger, afin de mettre l'accent sur le démantèlement des réseaux de trafic de fentanyl.

Nous allons toujours être là pour protéger les Canadiens.

* * *

L'ÉTHIQUE

Branden Leslie (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, comme la plupart des Canadiens, je ne cache pas mes avoirs dans des paradis fiscaux aux Bermudes ou aux îles Caïmans et, comme eux, je crois qu'il faut faire un peu la lumière sur les gens qui nous gouvernent. Le premier ministre prétend que ses avoirs sont placés dans une fiducie sans droit de regard, mais ce sont les Canadiens qui sont laissés complètement dans l'obscurité. Le premier ministre savait parfaitement quels étaient ses avoirs avant de les placer dans une fiducie sans droit de regard.

Je vais poser une question simple qui mérite une réponse simple: le premier ministre a-t-il, à sa connaissance ou à son insu, des intérêts financiers dans des paradis fiscaux, oui ou non?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, de ce côté-ci de la Chambre, nous sommes tellement fiers d'avoir un nouveau premier ministre qui a une conception claire de ce qu'est le Canada et qui a un plan pour rebâtir notre économie, un plan pour surmonter les problèmes causés par les droits de douane américains, et un plan pour favoriser la prospérité de tous les Canadiens. Évidemment, il veut aussi s'assurer que tous les parlementaires observent scrupuleusement les règles d'éthique qui leur sont imposées, et qui sont parmi les plus strictes au monde.

C'est ce que fera le premier ministre, tout comme le député et nous tous. Voilà qui devrait rassurer grandement les Canadiens.

Branden Leslie (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, je ne suis pas rassuré. Je n'ai certainement pas entendu un « non ».

Nous savons que le premier ministre a été impliqué dans la création de comptes dans des paradis fiscaux afin d'éviter de payer des impôts au Canada. Nous savons qu'il possède des actions de la société Brookfield Asset Management, qui croule sous les conflits d'intérêts et qui bénéficie de généreux contrats gouvernementaux. Nous savons qu'il n'a aucune réticence à promouvoir des entreprises appartenant à Brookfield dans les débats; que fera-t-il pour s'aider lui-même derrière les portes closes du gouvernement? Les Canadiens méritent de savoir s'il tirera un avantage financier de tout contrat actuel ou futur que Brookfield obtiendra de son gouvernement.

Quand le premier ministre dira-t-il la vérité et révélera-t-il aux Canadiens les biens qu'il possède à titre personnel?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le premier

ministre a été gouverneur de deux banques centrales. Il a eu une carrière fructueuse dans le secteur privé, ce dont il est très fier, j'en suis sûr, et il est maintenant de retour dans le secteur public. Le premier ministre s'est réengagé à servir la population. Il a un plan précis pour remettre l'économie canadienne sur les rails. Voilà ce qu'il en est.

Par ailleurs, le premier ministre respecte scrupuleusement le code d'éthique que le Parlement s'est imposé, l'un des plus sérieux et des plus rigoureux au monde. Voilà qui devrait grandement rassurer les Canadiens.

* * *

L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE

L'hon. Mike Lake (Leduc—Wetaskiwin, PCC): Monsieur le Président, si le premier ministre a un plan, nous aimerions beaucoup en entendre parler ici, au Parlement.

À la veille des élections au cours desquelles il tentait d'être élu, le premier ministre a participé à une émission de radio d'Edmonton portant sur les Oilers et a été interrogé au sujet du pétrole. Il a déclaré ce qui suit: « Il y a là une occasion en or... si vous regardez vers l'est, [en particulier] au Québec, ils importent environ 365 000 barils de pétrole par jour... Soixante-dix pour cent de ces barils proviennent des États-Unis. Nous avons donc une occasion de les remplacer par notre pétrole ».

Le premier ministre a un ministre québécois qui, en ce moment, me regarde avec un air de désaccord complet avec ces déclarations, mais même le premier ministre a indiqué que « près de la moitié des réserves prouvées de pétrole ne doivent pas être extraites ».

Quelle position du premier ministre devons-nous croire?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, pour gagner cette guerre commerciale, le Canada s'y prendra selon ses propres règles afin de bâtir l'économie la plus forte et la plus résiliente du G7. Le nouveau gouvernement du Canada réduira les formalités administratives, accélérera la mise en œuvre des projets d'intérêt national et garantira que les décisions seront prises dans un délai de deux ans. Nous ne développons pas notre économie uniquement pour satisfaire à des exigences en matière de rapidité, nous la développons dans un but précis, c'est-à-dire pour avoir une position de négociation forte et pour assurer la prospérité de la prochaine génération de Canadiens. Nous réaliserons les projets qui feront du Canada une superpuissance énergétique.

● (1155)

L'hon. Mike Lake (Leduc—Wetaskiwin, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a ensuite dit ce qui suit: « Nous disposons de cette ressource. Nous devrions au minimum l'utiliser nous-même en tout temps, car nous consommerons ce que j'appelle du pétrole et du gaz conventionnels jusqu'à la fin de ma vie, et même après. » C'est ce qu'il a dit à Edmonton lorsqu'il essayait de se faire élire, mais il a déjà dit que nous ne devrions pas exploiter le pétrole et le gaz.

Quand le gouvernement annulera-t-il enfin le C-69 afin de créer des conditions qui nous permettront de tirer parti de cette occasion en or?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter les Oilers d'Edmonton pour leur victoire d'hier.

Mon objectif est de faire construire les projets pour lesquels il y a des promoteurs. Nous rendrons le Canada fort et nous nous protégerons contre les droits de douane imposés par les États-Unis. J'encourage mes collègues conservateurs à se joindre à nous pour bâtir l'économie la plus solide du G7.

Brad Redekopp (Saskatoon-Ouest, PCC): Monsieur le Président, le secteur de l'énergie et l'économie du Canada continuent d'être désavantagés par les lois libérales anti-énergie, comme la taxe sur le carbone pour les industries et le C-69, qui interdit toute nouvelle infrastructure énergétique. La situation est aggravée par le plafond de Justin Trudeau qu'on impose à la production d'énergie et qui fera disparaître 54 000 emplois, en plus de priver l'économie canadienne de 20 milliards de dollars.

Le nouveau premier ministre aime dire qu'il n'est pas Trudeau. Eh bien, le moment est venu pour lui de le prouver. Le premier ministre va-t-il annuler la taxe sur le carbone pour les industries, le C-69 et le plafond de la production pétrogazière, ou n'est-il rien d'autre qu'un mini Trudeau prêt à abandonner le secteur énergétique?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui, le mode de vie des Canadiens est menacé par les changements climatiques et les droits de douane américains. Nous nous attaquons de front à ces problèmes en bâtissant des projets d'énergie propre qui permettront de lutter contre les changements climatiques et qui feront du Canada l'économie la plus forte du G7.

La tarification du carbone qui s'applique aux industries attire de nouveaux investissements, crée des emplois et fait croître l'économie. Grâce aux innovations réalisées dans le captage du carbone, nous bâtissons une superpuissance à faible coût, à faible risque et à faibles émissions de carbone. J'invite mes collègues à se joindre à nous pour bâtir un Canada plus fort.

* * *

[Français]

L'ÉCONOMIE

Viviane Lapointe (Sudbury, Lib.): Monsieur le Président, Sudbury, tout comme le Canada, possède tout ce qu'il faut pour être une puissance économique: une main-d'œuvre qualifiée, des ressources naturelles abondantes et des établissements de recherche de calibre mondial.

Tout au long de la campagne, j'ai entendu des chercheurs, des innovateurs et des chefs d'entreprise qui voulaient savoir comment le gouvernement fédéral pouvait les aider à traverser cette période d'incertitude.

La ministre de l'Industrie peut-elle informer la Chambre de la façon dont nous lutterons pour protéger et bâtir une économie canadienne prospère?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier ma collègue de son travail acharné et je la félicite pour son élection à Sudbury.

Elle a raison. La guerre tarifaire lancée par les Américains a des impacts directement sur nos travailleurs et crée beaucoup d'incertitudes partout au pays. C'est donc pourquoi nous allons vraiment investir pour créer des emplois partout au pays, notamment dans sa circonscription, Sudbury, et dans le Nord de l'Ontario.

Questions orales

Nous allons attirer des investissements de partout dans le monde. Nous allons diminuer notre dépendance aux Américains. Le Canada n'est pas à vendre. Nous sommes prêts à faire des affaires.

* * *

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

Dan Mazier (Mont-Riding, PCC): Monsieur le Président, quelques heures à peine avant la longue fin de semaine de mai, Parcs Canada a pris ma région par surprise en interdisant les bateaux motorisés sur le lac Clear après avoir confirmé l'accès une semaine plus tôt. Il n'y a eu ni consultation ni avertissement. Les gens de la région aiment beaucoup le lac, et c'est pourquoi la politique « un bateau, un lac » de l'agence était très populaire. Quand on lui a demandé ce qui avait tout à coup changé, Parcs Canada a refusé de justifier sa décision accablante qui a causé des remous dans la région.

Le ministre rétablira-t-il la politique « un bateau, un lac » que Parcs Canada appuyait il y a quelques semaines encore?

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, malheureusement, ce lac et cette région sont envahis par la moule zébrée, et nous devons intervenir pour la maîtriser. Autrement, la moule zébrée pourrait se propager à d'autres plans d'eau environnants. C'est pourquoi, avec Parcs Canada, des partenaires locaux et des partenaires autochtones qui soutiennent l'approche de Parcs Canada, nous essayons de régler ce problème le plus rapidement possible.

• (1200)

Dan Mazier (Mont-Riding, PCC): Monsieur le Président, cette réponse est inacceptable.

La mauvaise gestion du parc national du Mont-Riding par Parcs Canada ne date pas d'hier, pas plus que le refus du ministre d'agir. Il a été averti à maintes reprises des échecs répétés de Parcs Canada, mais il n'y a pas eu de communication, de consultation ni de reddition de comptes à ce sujet. Chaque fois que les Canadiens sonnent l'alarme, le ministre insiste pour dire que les choses vont s'améliorer, mais rien ne change.

Le ministre va-t-il enfin assumer ses responsabilités et remplacer la directrice du parc national du Mont-Riding afin de rétablir la confiance?

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, ce que dit le député d'en face n'est tout simplement pas vrai. En fait, nous collaborons avec les autorités locales.

Parcs Canada a fourni des fonds pour compenser une partie des pertes de revenus de l'année dernière liées à la fermeture, alors que nous essayons de nous attaquer à la crise très grave que j'ai mentionnée. Il est totalement irresponsable de la part du député de laisser entendre que nous devrions simplement laisser la moule zébrée se propager partout au Manitoba. Imaginons les répercussions sur les sources d'eau potable locales, sur le commerce et sur les entreprises de toute la province. C'est tout à fait irresponsable.

*Questions orales***LA PROTECTION CIVILE**

Dane Lloyd (Parkland, PCC): Monsieur le Président, alors que des incendies ravagent les Prairies, je sais que je parle au nom de tous les députés quand je dis que nous sommes de tout cœur avec ceux qui ont été touchés et avec ceux qui travaillent sans relâche pour protéger nos collectivités.

À la suite de l'incendie de Jasper, nous avons découvert les conséquences dévastatrices d'une mauvaise gestion des forêts où on a négligé de débroussailler des pans entiers de forêt de bois mort. Les experts tirent aujourd'hui la sonnette d'alarme: les localités situées dans des parcs nationaux tels que Banff seront confrontées à des menaces similaires cet été.

Le gouvernement peut-il nous dire de quelles façons Parcs Canada s'est préparé pour protéger les collectivités contre les feux de forêt?

L'hon. Eleanor Olszewski (ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés et ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies, Lib.): Monsieur le Président, je suis la situation des feux de forêt 24 heures sur 24 et je suis en étroite communication avec mes homologues provinciaux.

Les Forces armées canadiennes sont en train d'évacuer les Premières Nations et les autres personnes touchées par ces feux de forêt. Quitter sa maison dans ces circonstances est incroyablement difficile, et le gouvernement continuera à soutenir et à protéger toutes les populations concernées. Il n'y a rien de plus important que de protéger les Canadiens.

* * *

LE LOGEMENT

Maggie Chi (Don Valley-Nord, Lib.): Monsieur le Président, lorsque j'ai fait du porte-à-porte dans Don Valley-Nord, l'une des principales préoccupations soulevées par nombre de mes concitoyens était l'accès à un logement abordable. Comme tous les députés de ce côté-ci de la Chambre, je suis fière de faire partie d'un gouvernement qui a présenté le plan sur le logement le plus ambitieux que le pays ait connu depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le ministre du Logement et de l'Infrastructure peut-il dire aux habitants de ma circonscription ce qu'ils peuvent attendre de ce plan?

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, je remercie les habitants de Don Valley-Nord d'avoir élu ma collègue à la Chambre.

Nous ferons construire des centaines de milliers de nouveaux logements, offrant ainsi plus de logements abordables partout au Canada. Nous allons aussi doubler la part de logements abordables hors marché en lançant le programme « Maisons Canada », une nouvelle entité qui construira à grande échelle des logements abordables partout au Canada et en utilisant des terrains publics et même des structures existantes. Nous allons collaborer avec les municipalités pour réduire les redevances d'aménagement municipales, et bien d'autres coûts.

[Français]

LE TRANSPORT FERROVIAIRE

Luc Berthold (Mégantic—L'Érable—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, le 6 juillet 2013, la ville de Lac-Mégantic a vécu la pire tragédie ferroviaire de l'histoire canadienne: 47 personnes ont perdu la vie.

Quatre mille trois cent quarante-quatre jours plus tard, malgré les engagements politiques et plusieurs motions adoptées à l'unanimité à la Chambre, les citoyens de Lac-Mégantic attendent toujours le début des travaux de la voie de contournement pour sortir le train du centre-ville. « On va la faire », disait Justin Trudeau le 11 mai 2018 devant les citoyens, à Lac-Mégantic.

Quand la nouvelle et cinquième ministre libérale des Transports va-t-elle venir à Lac-Mégantic pour donner l'heure juste aux citoyens et expliquer pourquoi les trains circulent toujours au centre-ville?

L'hon. Chrystia Freeland (ministre des Transports et du Commerce intérieur, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. C'est vraiment un enjeu très sérieux.

En tant que nouvelle ministre des Transports, je tiens d'abord à exprimer mes plus sincères sympathies à toutes les personnes de Lac-Mégantic qui ont beaucoup souffert.

Cet enjeu est vraiment une priorité pour notre gouvernement, cet enjeu doit être une priorité pour notre gouvernement, et je pense que ce doit être une priorité pour tous les députés. On va le faire.

* * *

● (1205)

[Traduction]

LA SANTÉ MENTALE ET LES DÉPENDANCES

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, hier, j'ai présenté le premier projet de loi d'initiative parlementaire de la présente législature, le projet de loi C-201, qui vise à intégrer les services de santé en matière de santé mentale, de dépendances et de consommation de substances à notre système de santé public et universel. Le dernier gouvernement libéral a promis de faire en sorte que la santé mentale soit traitée comme un élément à part entière du système de santé public du Canada, mais il n'a pas tenu sa promesse.

Les maladies mentales non traitées entraînent des coûts énormes pour les familles, les collectivités et notre économie. Le nouveau gouvernement reconnaîtra-t-il qu'investir dans la santé mentale est une bonne chose pour tous les Canadiens et appuiera-t-il mon projet de loi?

[Français]

L'hon. Marjorie Michel (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je veux d'abord remercier les citoyens de Papineau, qui m'ont donné le privilège de siéger à la Chambre pour la première fois.

Je voudrais aussi remercier le député de l'opposition de sa question et lui assurer que la santé mentale est un dossier prioritaire pour moi. Je veux que les Canadiens et les Canadiennes qui ont besoin de services en santé mentale sachent que leur gouvernement fédéral travaillera en étroite collaboration avec les provinces et les territoires pour qu'ils aient accès à ces services.

[Traduction]

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, alors que la Saskatchewan et le Manitoba brûlent, le discours du Trône dit bien peu de choses sur la façon dont le gouvernement prévoit aborder la crise climatique. Il n'y a pas une seule référence à l'Accord de Paris ni à nos obligations juridiquement contraignantes de réduire les émissions d'au moins 40 % d'ici 2030. En novembre 2024, nous étions à seulement 7 % sous les niveaux de 2005.

Quand le gouvernement va-t-il présenter un plan? Jusqu'à présent, il s'est contenté de supprimer la seule mesure qui fonctionnait.

L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, comme la députée l'a dit, des incendies de forêt font rage partout au pays. Cette situation nous rappelle la portée des changements climatiques et le caractère essentiel de la lutte contre ces changements si l'on veut assurer un avenir fort et stable à notre pays. Je suis absolument déterminée à travailler avec les provinces, les territoires et les peuples autochtones pour réduire les émissions, lutter contre les changements climatiques et assurer la sécurité des Canadiens.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

PÉTITIONS

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, cette pétition n'est pas récente, mais elle demeure d'actualité. Les pétitionnaires rapportent qu'ils sont personnellement émus par la violence déchirante qui a coûté la vie à des milliers d'innocents à Gaza et en Palestine entre le 23 octobre et le 24 décembre 2024, et ce, en raison du conflit qui oppose Israël et le Hamas. Les pétitionnaires nous rappellent que, dans la bande de Gaza, plus de 40 000 personnes ont perdu la vie, dont environ 70 % étaient des femmes et des enfants. Au cours de la même période, 1 706 Israéliens ont été déclarés morts. Ils signalent que le conflit n'a pas épargné la Cisjordanie occupée, où la guerre a coûté la vie à 479 Palestiniens, dont 116 enfants, ainsi qu'à 10 Israéliens.

Nous savons que ces statistiques ne sont plus à jour, mais les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada de prendre des mesures concrètes, comme il l'a déjà fait, pour imposer un embargo bilatéral sur les armes entre notre pays et Israël. Ils demandent aussi au gouvernement de faire enquête pour déterminer si des armes ou des composantes d'armes canadiennes ont été utilisées contre des civils palestiniens dans les territoires palestiniens occupés, y compris depuis le début de la guerre actuelle dans la bande de Gaza; d'examiner toute la coopération entre le Canada et Israël pour tout ce qui touche les questions militaires et de sécurité; et d'éliminer les échappatoires qui permettent le transfert non réglementé et non déclaré de marchandises militaires vers Israël en passant par les États-Unis.

• (1210)

LA JUSTICE

Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour présenter une pétition lancée par les parents d'un jeune homme qui a malheureusement

Affaires courantes

été tué par un conducteur ivre. Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada de modifier l'arrêt Jordan afin de combler les lacunes critiques qui risquent de compromettre les principes de justice et d'équité pour les victimes d'actes criminels.

Les pétitionnaires demandent instamment que les crimes graves, en particulier ceux qui causent la mort, soient exclus du champ d'application de l'arrêt Jordan. Il s'agit des violations les plus graves des droits de la personne, et la justice dans les cas de décès ne doit pas être compromise par des délais arbitraires. En outre, les pétitionnaires demandent en particulier une modification dans les cas où l'accusé n'est pas privé de sa liberté, c'est-à-dire lorsqu'il n'est pas en détention.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par des concitoyens et des Canadiens d'un océan à l'autre. C'est certainement une question qui a été soulevée lorsque je faisais du porte-à-porte au cours de la campagne électorale. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de prendre au sérieux les engagements qu'il a pris dans le cadre de l'Accord de Paris afin d'éviter que les changements climatiques et le réchauffement de la planète n'atteignent des niveaux dangereux, voire catastrophiques, ce qui se produira si la hausse de la température moyenne mondiale excède 1,5 degré Celsius.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada de prendre de nombreuses mesures. Je vais les résumer en disant qu'ils veulent que le gouvernement réduise les émissions de façon spectaculaire afin d'éviter une crise climatique qui mettra en péril la civilisation humaine elle-même.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je suis convaincu que vous me permettrez un élan d'enthousiasme pour féliciter les gens d'Edmonton. Tous les Canadiens se joignent à eux pour dire: « Allez, les Oilers, allez! »

[Français]

Je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

[Traduction]

Le vice-président: D'accord?

Des voix: D'accord.

* * *

LE CAUCUS DU PARTI CONSERVATEUR

Scott Reid (Lanark—Frontenac, PCC): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 49.8(5) de la Loi sur le Parlement du Canada, je dois m'acquitter de mes responsabilités en tant que président du groupe parlementaire conservateur et vous informer du résultat des votes par appel nominal qui ont eu lieu lors de la première réunion du caucus du Parti conservateur, qui a eu lieu le 6 mai 2025. La section C.1 de la Loi exige que chaque groupe parlementaire reconnu procède, la première fois qu'il se réunit à la suite d'une élection générale, à la tenue de quatre votes.

L'Adresse

Le premier vote établit si, pour le reste de la législature, un membre peut être expulsé du groupe parlementaire uniquement si la majorité de ses collègues en expriment le désir dans le cadre d'un vote. À la réunion du 6 mai, le caucus conservateur a voté en faveur de l'adoption de cette disposition.

Le second vote établit si le groupe parlementaire va élire son propre président et s'il se réserve le droit de remplacer ce président par un autre, moyennant également l'obtention d'une majorité de voix en ce sens dans le cadre d'un vote. Le caucus conservateur a également adopté cette disposition.

Le troisième vote établit si le groupe parlementaire se confère le pouvoir de mettre aux voix une révision de la direction, un pouvoir que les libéraux ont peut-être regretté de ne pas s'être donné à la 44^e législature. À sa réunion du 6 mai, le caucus conservateur a également adopté cette disposition.

Le quatrième vote établit si le groupe parlementaire, en prévision de l'éventualité où un chef intérimaire serait nécessaire, se confère le pouvoir d'élire ce chef intérimaire. Le caucus conservateur a également voté en faveur de l'adoption de ce pouvoir. Le paragraphe 49.8(5) de la loi précise ce qui suit:

Dès que possible après leur tenue, le président du groupe parlementaire informe le président de la Chambre des communes de l'issue de chaque scrutin.

Je me suis maintenant acquitté de cette obligation. J'encourage les présidents des deux autres caucus reconnus à prendre la parole à la Chambre, comme je l'ai fait, et à indiquer clairement, dans leurs rapports respectifs au Président, si des scrutins distincts se sont tenus ou non sur chaque question, comme le prévoit explicitement le paragraphe 49.8(2) de la loi.

Le vice-président: Je remercie le député de s'être acquitté de ses obligations à titre de président du caucus national des conservateurs.

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Sa Majesté le roi en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement modifié.

Costas Menegakis (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, même si certaines mesures décrites dans le discours du Trône peuvent être considérées comme des pas dans la bonne direction, le programme du gouvernement ne prévoit manifestement pas de mesures concrètes qui pourraient produire des résultats significatifs et positifs pour les Canadiens. En outre, le discours du Trône est un plan visant à indiquer l'orientation et les priorités d'un nouveau gouvernement. Il incombe à la Chambre des communes et à tous les parlementaires élus d'examiner le programme du gouvernement afin de veiller à la transparence et à la viabilité économique.

Commençons par la nécessité d'un budget. Les ménages, les petites entreprises, les grandes sociétés et les organismes de bienfaisance ont tous un budget. Beaucoup de gens établissent un budget annuel par prudence. La décision du gouvernement libéral de ne pas présenter de budget à ce moment crucial pour notre pays peut être qualifiée d'irresponsable.

Le premier ministre a affirmé que son expérience dans le milieu bancaire et le milieu des affaires lui serait d'une aide précieuse dans l'exercice de ses fonctions. Peut-on imaginer la réponse qu'un Canadien obtiendrait s'il demandait un prêt à une institution financière en précisant qu'il fournirait ses dossiers financiers et un budget six mois après avoir reçu l'argent? À mon avis, le premier ministre, ses collègues du Cabinet et le caucus libéral auraient intérêt à faire preuve de respect envers le Parlement en présentant un budget avant de partir en vacances. Ils ne devraient pas avoir peur d'un débat vigoureux, éclairé et inspirant.

J'aimerais aborder certains enjeux qui sont importants pour ma collectivité et dont on m'a fait part pendant la campagne. Nichées au cœur du Grand Toronto, les magnifiques municipalités d'Aurora et de Richmond Hill sont ravagées par la criminalité. Il y a eu un nombre record de vols de voitures et de violations de domicile, et les cambriolages violents sont beaucoup trop fréquents. La politique libérale de capture et de remise en liberté exaspère les organismes d'application de la loi partout au pays.

Une lacune encore plus flagrante du discours du Trône est qu'il ne prévoit pas d'investissements supplémentaires dans l'Agence des services frontaliers du Canada afin de lui fournir les outils nécessaires pour stopper l'afflux de drogues et d'armes à feu illicites dans notre pays. Encore une fois, les organismes d'application de la loi d'un bout à l'autre du Canada nous ont dit à maintes reprises que la majorité des armes confisquées qui ont servi à commettre des crimes violents dans nos collectivités sont entrées ici illégalement.

Le gouvernement libéral doit s'attaquer sérieusement à la criminalité et aux drogues qui ravagent nos collectivités. Annuler le projet de loi C-75, qui visait d'abord et avant tout à remettre en liberté les récidivistes violents et à leur permettre d'éviter des peines d'emprisonnement, serait un bon début. Les Canadiens méritent de se sentir en sécurité dans leur collectivité. Malheureusement, le gouvernement libéral nous montre encore une fois qu'il continuera à prendre des demi-mesures laxistes à l'égard de la criminalité.

En parlant de demi-mesures, les libéraux ont maintenant présenté une motion des voies et moyens prévoyant trois mesures fiscales modestes. Or, la motion ne va vraiment pas assez loin. La baisse d'impôt, si on peut parler de baisse, ne permettrait même pas d'acheter un café par semaine. La taxe sur le carbone pour les industries continuerait à augmenter les prix pour les entreprises et les consommateurs — elle serait maintenue. Les habitants d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill méritent mieux. Nous avons besoin d'une réduction d'impôt plus importante qui changerait vraiment les choses pour les familles. La taxe sur le carbone doit être abolie dans son ensemble afin que les industries puissent prospérer et que les gens aient les moyens de vivre.

L'une des conversations les plus tristes que j'ai eues en faisant du porte-à-porte a été celle où une dame m'a confié ce qui suit: « Monsieur, je ne suis pas une personne qui s'intéresse à la politique. Je suis une veuve octogénaire. Mon mari et moi avons acheté cette maison, un modeste bungalow, et nous y avons élevé notre famille. J'ai travaillé toute ma vie, j'ai payé mes impôts et je touche maintenant une modeste pension fixe, mais malheureusement, je n'ai plus les moyens de manger comme il y a trois ans. Je mange donc moins et diffère, car je veux continuer à vivre dans ma maison. » Je demanderais aux députés de réfléchir à la gravité de cette déclaration.

Les jeunes sont accablés par une dette nationale qui ne cesse de croître. Le chômage chez les jeunes est reparti à la hausse. Les politiques libérales ne leur laissent que peu d'espoir pour l'avenir, et l'idée d'accéder à la propriété n'est rien de plus qu'un rêve.

En conclusion, la tâche qui nous attend est considérable. Nous pouvons tous faire mieux. Le gouvernement actuel peut commencer par faire beaucoup mieux que ce qu'ont fait les libéraux au cours des dix dernières années.

Je tiens à remercier mon épouse Gail, mon pilier depuis 45 ans, ainsi que mes enfants, Michael et Alicia, et toute ma famille, pour leur amour et leur soutien. C'est un immense honneur pour moi d'être ici, au Parlement du Canada, et j'en serai reconnaissant chaque jour où je me retrouverai dans cette salle chargée d'histoire.

• (1215)

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je félicite le député d'en face.

Pierre Poilievre a déjà été secrétaire parlementaire de Stephen Harper, qui a été élu premier ministre le 6 février 2006. Les députés n'en sont pas revenus du temps qu'il lui a fallu pour présenter un budget; c'était au mois de mai suivant.

Nous venons d'élire un premier ministre, et les conservateurs suivent les directives de leur chef en disant qu'il nous faut un budget. Il ne faut pas oublier que le premier ministre actuel n'est en poste que depuis les élections du 28 avril.

On a fait preuve de beaucoup plus d'indulgence envers Stephen Harper qu'envers le premier ministre actuel. Pourtant, nous faisons maintenant face à beaucoup d'opposition. Le député ne croit-il pas qu'il y a là deux poids, deux mesures?

• (1220)

Costas Menegakis: Monsieur le Président, le premier ministre actuel vante ses antécédents en tant qu'homme d'affaires et banquier pour justifier les fonctions qu'il occupe actuellement. Il ne prêterait jamais d'argent à quelqu'un sans avoir de renseignements sur sa situation financière. Il ne prêterait jamais d'argent à une entreprise qui n'a pas présenté de budget. Je rappelle au député d'en face que nous sommes en 2025. Aujourd'hui, le premier ministre demande au Parlement de lui donner un chèque en blanc de 500 milliards de dollars et d'attendre qu'il nous dise dans six mois ce qu'il a fait de cet argent.

Ce n'est pas notre argent, mais celui des contribuables. Comme tous les parlementaires, je dois pouvoir examiner ce budget et me pencher sur chaque dollar dépensé afin que nous puissions avoir notre mot à dire, donner notre avis et...

Le vice-président adjoint (John Nater): Nous passons aux questions et observations. Le député de Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Listuguj a la parole.

[Français]

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Listuguj, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais offrir l'occasion à mon collègue d'éclairer la Chambre sur les raisons qui, d'après lui, font en sorte que le gouvernement libéral ne dépose pas de budget en ce moment si important de notre histoire.

[Traduction]

Costas Menegakis: Monsieur le Président, j'aimerais savoir pourquoi. On ne peut que supposer qu'il y a des choses que les libéraux ne veulent pas révéler. La transparence est un attribut que

L'Adresse

l'on ne peut pas associer au gouvernement libéral. Au cours des dix dernières années, et même au cours de la dernière législature, le Parlement a été fermé pendant plusieurs mois parce que les libéraux ont refusé de fournir des renseignements que les parlementaires et les Canadiens étaient en droit d'obtenir. Par conséquent, en ne produisant pas de budget, ils nous amènent à nous interroger sur l'intégrité de leurs intentions quant à l'utilisation des deniers publics.

Matt Strauss (Kitchener-Sud—Hespeler, PCC): Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue au député d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill. C'est un plaisir de le voir.

Je suis heureux de constater que le député de Winnipeg-Nord se souvient lui aussi du temps où il siégeait à la Chambre sous le gouvernement Harper. Je sais que le député qui vient de prononcer son discours était également député à cette époque.

Pourrait-il nous faire part de ses bons souvenirs de l'époque?

Costas Menegakis: Certainement, monsieur le Président. J'étais extrêmement fier de faire partie du gouvernement Harper à l'époque. C'était une époque où on était totalement transparents. Les ministres présentaient leurs projets de loi, les budgets étaient présentés à temps et ils rendaient des comptes. En fait, je suis fier de dire que le premier ministre Stephen Harper n'a jamais été mis sur la sellette par le commissaire à l'éthique, alors que l'ancien premier ministre libéral a eu beaucoup de difficulté à cet égard. Si je ne me trompe pas, il a dû se présenter à deux ou trois reprises devant le commissaire à l'éthique, qui l'a déclaré coupable d'avoir enfreint les règles et règlements du pays. Je suis donc fier d'avoir siégé à la Chambre avec celui qui est, à mon avis, l'un des meilleurs premiers ministres que le Parlement ait jamais connus.

[Français]

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, mon prédécesseur a appuyé plusieurs municipalités de ma circonscription dans leurs démarches pour obtenir des fonds destinés à la construction de logements, tandis que le chef conservateur, M. Poilievre, a pour sa part interdit à ses députés d'appuyer leurs propres communautés concernant l'accès à ces fonds.

Est-ce que le chef conservateur va encore une fois faire obstruction aux efforts des municipalités représentées par ses députés quant à la construction de logements?

• (1225)

[Traduction]

Costas Menegakis: Monsieur le Président, le député est jeune. Il est regrettable que le gouvernement ait créé une situation dans laquelle l'accès à la propriété est très difficile pour les jeunes. Il est certain que payer 56 milliards de dollars par an en intérêts ne va pas permettre d'offrir...

Le vice-président adjoint (John Nater): Nous reprenons le débat. Le député de York—Durham a la parole.

Jacob Mantle (York—Durham, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole à la Chambre pour mon premier discours, et j'aimerais commencer par dire que je ressens autant de fierté que de fébrilité, le tout agrémenté d'une petite dose d'émerveillement. J'espère que ces trois sentiments ne me quitteront jamais au cours de ma carrière au Parlement.

L'Adresse

Je tiens d'abord à remercier plusieurs personnes qui ont joué un rôle déterminant dans mon élection à la Chambre. Premièrement, je tiens à remercier ma magnifique épouse, Megan. Malheureusement, elle n'est pas ici avec moi aujourd'hui, car elle fait actuellement son quart de travail à l'unité de soins palliatifs de l'hôpital St. Mike's, d'où elle nous regarde. Sans son aide, son soutien, son amour et ses conseils, je ne serais pas ici. Je pense que nous, les députés, savons tous qu'il s'agit d'un sport d'équipe et que personne n'encourage et ne soutient plus notre équipe respective que nos conjointes et conjoints.

Je me plais à dire qu'une seule personne a cogné à plus de portes que moi pendant la campagne et que c'est ma conjointe. Elle a dû travailler particulièrement fort dès le début de la campagne parce qu'elle est enceinte. En tant que nouveau député, j'ai appris que nous bénéficions du privilège et de l'immunité parlementaires pour ce que nous disons à la Chambre. Alors j'ai pensé divulguer le sexe de notre futur bébé, mais je pense que même ces privilèges parlementaires ne me protégeront pas si je le fais sans la permission de ma conjointe.

Je tiens également à remercier mes parents, David et Nan Mantle, qui nous regardent de la maison cet après-midi. Ils m'ont appris tout ce que je sais et m'ont inculqué de belles valeurs. Toutefois, la plus importante d'entre toutes, c'est de toujours faire la bonne chose et d'agir avec équité et honnêteté, peu importe le prix à payer. Je m'engage auprès de la Chambre, des députés d'en face et de mes collègues du Parti conservateur à le faire.

Je tiens également à remercier toutes les collectivités de York—Durham qui m'ont accordé leur confiance: les gens du canton de Brock; les gens d'Uxbridge, où je vis et où j'ai siégé au conseil municipal il y a environ 15 ans; les gens de Port Perry, dans le canton de Scugog, où j'ai passé mes été à apprendre la planche et le ski nautique sur le lac Scugog, à Caesarea; les gens de Georgina, qui m'ont accueilli à bras ouverts; et les gens de Whitchurch-Stouffville, que je connais très bien pour avoir joué au baseball contre Ballantrae et Vandrof.

Bien sûr, je tiens également à remercier deux frères Premières Nations de ma circonscription: les Mississaugas de Scugog Island, dont je n'ai pas encore eu l'occasion de rencontrer la cheffe, mais j'espère le faire bientôt, et les Chippewas de l'île Georgina, qui m'ont accueilli sur leur île pendant la campagne.

Je tiens à parler brièvement de cette expérience. Comme le député de New Tecumseth—Gwillimbury le sait, étant donné qu'il s'est souvent rendu sur cette île, on ne peut s'y rendre que par bateau ou par traversier. Le traversier ne carbure pas à l'espoir, aux rêves, aux licornes ou aux arcs-en-ciel. Il carbure au diésel, qui est devenu plus cher pendant des années à cause de la taxe sur le carbone du gouvernement libéral. Je me joins à d'autres députés pour exiger que le gouvernement rembourse la taxe sur le carbone à la Première Nation.

Les gens et les collectivités dont j'ai parlé sont la raison pour laquelle je suis ici, mais ils n'expliquent pas entièrement pourquoi je me suis battu pour être ici et pourquoi les habitants d'York—Durham m'ont élu. Je pense qu'il y a au moins trois raisons. Premièrement, il y a le logement. Les habitants de ma circonscription m'ont élu parce que les gens de ma génération ont l'impression qu'ils n'arriveront jamais à améliorer leur sort et que, peu importe les efforts qu'ils déploient, l'argent qu'ils économisent ou leur rigueur budgétaire, ils n'accéderont jamais à la propriété. Je vais le répéter pour mes collègues d'en face: peu importe leur rigueur budgétaire. Nous

attendons toujours que les députés d'en face fassent preuve de rigueur budgétaire. Le rêve d'accéder à la propriété est en train de s'évanouir, ce qui cause la dépression et du découragement chez les gens de ma génération.

Je vais raconter deux histoires à ce sujet. Premièrement, je vais parler d'un couple de travailleurs d'Uxbridge, à qui j'ai rendu visite. Tous deux ont un emploi bien rémunéré et élèvent de jeunes enfants. Ils m'ont dit qu'ils s'en sortaient bien, mais qu'ils vivent au jour le jour. Ils ne savent pas quoi faire d'autre. Ils travaillent tous les deux à temps plein et essaient de subvenir aux besoins de leur famille.

Deuxièmement, plus tôt cette semaine, j'ai reçu un message d'une autre membre de la génération du millénaire. Elle vit à Keswick, et elle est en train de se faire expulser de son logement. Elle s'est plainte du fait qu'elle n'a nulle part où aller. Elle m'a dit qu'elle ne devrait pas avoir à quitter la ville où elle a grandi parce qu'il n'y a pas assez de logements abordables construits pour une personne comme elle, qui gagne un bon salaire. Je suis d'accord.

• (1230)

Dans le discours du Trône, le gouvernement parle de faire construire des logements. Il dit qu'une nouvelle agence gouvernementale nous sauvera et que les maisons modulaires et préfabriquées constituent la solution. Je refuse de vivre dans un conteneur d'expédition. Je refuse de vivre dans une cage à poules de style communiste construite par la société Brookfield. Je réclame pour ma génération les mêmes possibilités que mes parents ont eues avant moi.

La deuxième raison pour laquelle les gens m'ont élu, c'est la criminalité, celle dans nos rues et dans nos quartiers. Les gens craignent pour leur sécurité. Mes concitoyens ne veulent pas qu'on leur dise de stationner leur voiture dans le garage ou d'acheter des bollards de type militaire pour éviter que leur voiture soit volée.

Mes concitoyens veulent que les drogues et les gangs disparaissent de leurs rues. Pas plus tard que cette semaine, à Georgina, la police régionale d'York a démantelé un réseau de trafiquants de drogue grâce au projet Madrugá. Je tiens à remercier la police régionale d'York de son travail diligent pour retirer de la circulation le fentanyl, la cocaïne, la méthamphétamine, les opioïdes et les armes à feu illégales. Le discours du Trône indique que le gouvernement accordera une attention renouvelée à cette question en rendant la mise en liberté sous caution plus difficile à obtenir. J'espère que ce sera le cas, et nous suivrons la situation de près.

Troisièmement, mes concitoyens m'ont élu parce que le Canada est en déclin économique. Les gens s'inquiètent de nos relations avec les États-Unis et de la place du Canada dans le monde. Les données à ce sujet ne sont pas vraiment contestées. La croissance est anémique. Le pouvoir d'achat est en baisse. Les Canadiens se sont appauvris. Le remède, du moins à mon avis, est assez simple: il faut supprimer les impôts, les lois et les règlements qui empêchent les Canadiens d'améliorer leur sort.

J'espère apporter une contribution positive sur le plan du commerce. C'est un domaine que je connais assez bien puisque j'ai passé près de 10 ans à pratiquer le commerce international avec certains des meilleurs professionnels du secteur. À ce propos, je tiens à remercier mes anciens partenaires, Matthew Kronby et Jesse Goldman du cabinet Osler, qui m'ont tout appris. Voici ce que j'offre au gouvernement: je serai pour lui une ressource. Si les ministériels veulent savoir ce que nous pensons de ces questions, discutons-en.

L'Adresse

La place du Canada dans le monde a été affaiblie, car nos forces armées ne disposent pas des outils dont elles ont besoin. Le gouvernement dit vouloir rebâtir et réarmer les Forces canadiennes, et j'espère que c'est vrai, mais nous verrons bien. Ma famille entretient une fière tradition militaire. Mon grand-père a servi dans l'Aviation royale du Canada et était attaché à la RAF en tant que navigateur pendant la Deuxième Guerre mondiale, y compris le jour J.

Mon frère a poursuivi cette tradition et est un membre actif. J'aimerais vous faire part de l'expérience que j'ai vécue lorsque je lui ai rendu visite à l'occasion d'un événement public organisé sur sa base. Malheureusement, bien que tous les membres de cette base soient d'excellents professionnels qui ont été bien formés, le gouvernement n'a pas réussi à les équiper correctement. Lorsque je suis entré dans le hangar, de l'eau coulait du plafond et était recueillie dans une poubelle, car le toit fuyait. Alors que nous attendions d'effectuer un vol dans un aéronef militaire, nous avons été retardés par une panne. L'armée était préparée, mais l'aéronef de rechange est lui aussi tombé en panne. Enfin, les tours prévus dans le véhicule militaire ont dû être interrompus parce qu'un joint s'est rompu, ce qui a engendré une fuite d'essence sur le stationnement. L'état des outils que nous fournissons aux hommes et aux femmes membres des forces armées est inacceptable, et je continuerai d'en parler à la Chambre.

Je souligne ces réalités non seulement parce que nous sommes dans l'opposition, mais aussi parce que nous voulons que les choses s'améliorent. Notre message est fondamentalement porteur d'espoir. Je suis ici parce que j'ai bon espoir pour l'avenir du Canada, et si le gouvernement prend des mesures pour régler ces problèmes et d'autres, je l'appuierai.

Je terminerai en demandant au ciel de donner la sagesse à la Chambre et à tous les députés, parce ce que c'est la sagesse d'en haut qui est premièrement pure, ensuite pacifique, modérée, conciliante, pleine de miséricorde et de bons fruits, exempte de duplicité, d'hypocrisie. Nous sommes au service du peuple, et aucun serviteur n'est plus grand que son maître. Aucun envoyé n'est plus grand que celui qui l'a envoyé. Je prie pour que tous les députés s'en souviennent. Que Dieu bénisse chaque député et que Dieu bénisse le Canada.

• (1235)

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, le député a retenu mon attention lorsqu'il a parlé de criminalité et de vol d'automobiles. Autour des années 2005, 2006 et 2007, le Manitoba affichait de loin le plus haut ratio de vols d'automobiles par habitant au pays. Aucune province ne s'en approchait. Le taux y était pratiquement deux fois plus élevé que dans toute autre province.

Ottawa n'a pas réglé le problème toute seule. Il a fallu le concours de la Société d'assurance publique du Manitoba, du gouvernement provincial, et d'autres intervenants, un peu comme cela s'est fait l'an dernier en Ontario. Le nombre de vols a alors diminué.

Le député ne reconnaît-il pas qu'il n'appartient pas seulement au gouvernement fédéral d'intervenir? D'ailleurs, d'aucuns diraient qu'au Manitoba, c'est le gouvernement provincial et la Société d'assurance publique du Manitoba qui ont réussi à redresser la situation, que le problème n'a pas été réglé par une seule autorité publique. Le député n'est-il pas d'accord?

Jacob Mantle: Monsieur le Président, je suis heureux que le député ait parlé de collaboration. Nous sommes en situation de gou-

vernement minoritaire, et j'espère que le gouvernement collaborera avec nous sur les questions qui comptent pour les Canadiens. La criminalité en fait partie. À cet égard, j'espère que nous pourrions collaborer à la réforme de la mise en liberté sous caution, car nous savons que les personnes qui volent des voitures, ainsi que celles qui se livrent au trafic de stupéfiants et d'armes à feu, sont relâchées sitôt arrêtées.

Le député a parlé de collaboration. Le gouvernement de l'Ontario a exigé une réforme de la mise en liberté sous caution, mais le gouvernement fédéral a refusé. Où est la collaboration?

[Français]

Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry—Soulanges—Huntingdon, BQ): Monsieur le Président, durant la dernière législature, le Parlement a adopté le projet de loi C-21 en faisant une loi dont l'un des objectifs était de contrôler les armes à feu. Cependant, depuis l'adoption de la loi, on attend la réglementation qui devait être déposée par le gouvernement.

Est-ce que mon collègue, qui est préoccupé par la sécurité, trouve ça anormal que les règlements d'un projet de loi si important ne soient pas encore déposés?

[Traduction]

Jacob Mantle: Monsieur le Président, je ne peux pas répondre dans la langue de la députée et je m'en excuse. Je m'engage toutefois auprès de la Chambre à l'apprendre du mieux possible le plus rapidement possible.

L'absence de priorité dans ce dossier m'inquiète. Le gouvernement s'attaque aux propriétaires d'armes à feu respectueux des lois au lieu de s'attaquer aux criminels se livrant au trafic illégal d'armes à feu à la frontière. J'espère qu'il sévira contre ces personnes plutôt que contre les propriétaires d'armes à feu respectueux des lois.

Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, d'abord, je tiens à féliciter mon collègue d'avoir été élu à cette auguste Chambre. Ensuite, je le remercie pour la contribution de sa famille au sein des Forces armées canadiennes. Je pense particulièrement à son frère, qui est un membre actif des forces armées.

Ma question porte sur le logement. Je me demande simplement si des organismes qui se consacrent à la cause du logement abordable dans sa circonscription ont communiqué avec lui. Je viens de recevoir des courriels à propos d'un projet de Community Living qui était financé par la SCHL. Les responsables du projet se sont fait dire que, malgré la prorogation et la dissolution du Parlement en vue des élections, tout l'argent a apparemment déjà été dépensé. Même si le gouvernement annonce des milliards de dollars de dépenses déficitaires supplémentaires, les organismes se font répondre: « Désolé, il va falloir attendre. »

Le député entend-il, dans sa circonscription, les mêmes préoccupations que moi au sujet de projets de logements abordables, alors que le logement est censé être une grande priorité?

Jacob Mantle: Monsieur le Président, j'entends la même chose. C'est important de souligner que ma circonscription comporte des régions urbaines et rurales. Parfois, les gens pensent que l'itinérance et la pénurie de logements ne touchent pas les régions rurales, mais ils ont tort. Il y a des sans-abri dans les régions rurales, et ils ont encore moins d'endroits où trouver refuge.

L'Adresse

J'espère que le gouvernement est franc et qu'il mettra en place des mesures concrètes. J'espère que cela permettra aux Canadiens de réaliser leur rêve d'accéder à la propriété et que ce n'est pas un rêve inatteignable.

[Français]

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue pour son élection.

Il a parlé de sa famille. De notre côté, nous agissons de manière concrète pour rendre la vie plus abordable pour nos familles, notamment avec notre réduction d'impôt. Nous voulons aussi assurer la pérennité de programmes comme l'assurance-médicaments, le Régime canadien de soins dentaires et les places abordables en garderie. Ce sont des programmes auxquels les conservateurs se sont opposés.

Est-ce que mon collègue...

[Traduction]

Le vice-président adjoint (John Nater): Le député d'York—Durham a la parole.

Jacob Mantle: Monsieur le Président, de ce côté-ci de la Chambre, nous allons toujours appuyer les réductions d'impôt, même si elles ne sont pas suffisantes et même si elles n'offrent qu'un petit allègement. J'invite le député à venir dans ma circonscription, à parcourir les rues avec moi et à constater à quel point la situation est difficile.

Je félicite les libéraux pour cette réduction d'impôt. Nous en voulons encore plus.

• (1240)

[Français]

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lestiguj, BQ): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Don Valley-Nord.

En réponse au discours du Trône, je me permets d'abord quelques mots sur le message.

Le 5 septembre 1755, en Nouvelle-Écosse, les instructions du roi d'Angleterre sont lues par le lieutenant-colonel John Winslow, en anglais, aux 418 hommes et jeunes garçons convoqués dans l'église de Saint-Charles-des-Mines de Grand-Pré. La proclamation royale de la Déportation prescrit que toutes leurs terres, leurs maisons, leur bétail et leurs troupeaux de toutes sortes soient confisqués au profit de la Couronne, avec leurs autres effets, excepté leur argent et leurs mobiliers, et qu'eux-mêmes doivent être transportés hors de la province. Les ordres impérieux de Sa Majesté sont que tous les habitants français de ces districts soient déportés. Par la suite, des soldats rassemblent des civils terrifiés, les expulsent de leurs terres, brûlent leurs maisons et leurs cultures. Les familles acadiennes sont déportées par 16 bateaux réquisitionnés pour la circonstance, surtout vers les territoires de la Nouvelle-Angleterre, puis en France, en Louisiane et en Angleterre. Sur une population d'environ 13 500 Acadiens, on estime que plus de 12 600 furent déportés. Les autres réussirent à atteindre le Québec et l'Acadie demeurée française, alors la Gaspésie, où j'habite aujourd'hui et où plusieurs villages ont été fondés par ces Acadiens exilés, mais aussi l'île Royale ou l'île Saint-Jean. Des historiens estiment que plus de la moitié des 12 600 Acadiens déportés décédèrent des suites de la Déportation par cause de maladies, d'épidémies, de misère, de malnutrition et de naufrages.

Le 15 février 1839, à 9 heures du matin, cinq patriotes montent sur l'échafaud afin d'y être pendus à la prison Au Pied-du-Courant à Montréal. Sur les 99 patriotes qui ont été condamnés à mort, 12 au total ont été pendus, les autres étant condamnés aux travaux forcés en Australie.

Le mouvement des patriotes revendiquait la démocratie. Les patriotes demandaient que ce soit les représentants du peuple élu qui décident, au lieu du gouverneur général, contrôlé par le roi d'Angleterre. Cette revendication juste et légitime d'un gouvernement responsable a été durement réprimée par la Couronne britannique. Les droits et les libertés des Québécois ont été suspendus pendant quatre ans lors des troubles entourant la rébellion des patriotes.

Peut-être que ces rappels historiques permettront à la Chambre de mieux comprendre pourquoi la venue du roi Charles III pour lire le discours du Trône ne suscite guère d'enthousiasme chez moi et plusieurs de mes compatriotes québécois. On me dira que ces événements datent de bien longtemps. Je répondrai que oui, mais que je me souviens.

C'est peut-être aussi parce que les Québécois se souviennent que 87 % des répondants à un sondage Léger ont indiqué cette semaine n'éprouver aucun attachement envers la monarchie britannique. C'est peut-être aussi pour ces raisons qu'une majorité de Québécois, 52 %, voteraient pour mettre fin à la monarchie et pour la création d'une république. C'est peut-être aussi pour ces raisons que l'Assemblée nationale du Québec a adopté cette semaine à l'unanimité une motion pour couper tous les liens avec la monarchie. En bref, au Québec, nous avons un problème avec le message du discours du Trône.

Le Bloc québécois porte un projet d'indépendance pour la nation québécoise, un projet qui permettra aux Québécois de se doter de symboles significatifs et des pleins pouvoirs pour déterminer leur avenir. Entre-temps, le Bloc québécois déposera un projet de loi au cours de la présente session pour permettre que les élus de la Chambre ne soient pas contraints de prêter serment au roi. Notre proposition est de rendre le serment au roi optionnel et de permettre aux élus qui le souhaitent de faire plutôt un serment d'office. Ce serait déjà une avancée et un certain respect de la liberté de conscience des élus. J'invite mes collègues à réfléchir à nos motivations et à reconnaître que ce projet de loi est légitime et qu'il mérite leur soutien.

• (1245)

J'ai assez parlé du message. Parlons maintenant du message. Commençons par un point positif. Je parlerai ensuite de mes déceptions.

L'Adresse

Comme point positif, j'ai aimé que le gouvernement mentionne qu'il souhaite protéger la gestion de l'offre. C'est important pour nos agriculteurs québécois, nos producteurs de lait, d'œufs et de volailles. Dans ma circonscription, les agriculteurs sous le système de la gestion de l'offre sont ceux qui s'en sortent le mieux présentement dans la crise des revenus que vit le milieu agricole, car la gestion de l'offre leur donne un revenu stable. Nous savons que, lors de la renégociation de l'ACEUM, les Américains tenteront à nouveau d'obtenir des parts de marché additionnelles dans les secteurs du lait, des œufs et de la volaille. C'est pourquoi le chef du Bloc québécois a déposé hier un projet de loi qui viendrait interdire aux négociateurs du Canada de faire toute concession sur la gestion de l'offre. L'accueil du gouvernement libéral a été plutôt bon. J'invite les libéraux à appuyer notre projet de loi afin de doter nos agriculteurs d'une loi protectrice le plus rapidement possible.

Quant aux déceptions, je dirais d'abord que le discours du Trône apparaît manquer de substance sur le plan du gouvernement pour bâtir la meilleure économie du G7. On parle surtout d'éliminer les barrières fédérales au commerce, mais on parle peu de diversification de l'économie. Il n'y a pas un mot sur les pêches, notamment. En Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, plus de 80 % des produits de la mer sont exportés vers les États-Unis. Les derniers mois nous ont démontré l'importance de diversifier nos marchés d'exportation. Nous devons être moins dépendants du marché américain, vu l'instabilité qui y règne. J'ai été surpris d'apprendre qu'il n'y a pas de fonds fédéraux dédiés au secteur des pêches du Québec pour financer des missions de commercialisation à l'étranger. Le gouvernement fédéral doit soutenir le milieu des pêches avec une enveloppe sur plusieurs années pour lui permettre d'ouvrir de nouveaux marchés. Nous en avons besoin pour bâtir une économie solide.

Le fait d'avoir oublié le secteur forestier est une autre déception. J'aimerais rappeler au gouvernement que le département du commerce des États-Unis a annoncé en mars dernier qu'il souhaitait presque tripler les droits sur le bois d'œuvre canadien, ce qui porterait le total des taxes à près de 27 %. Rappelons que l'industrie du bois d'œuvre résineux canadien est déjà soumise à des taxes de 14,4 % sur ses exportations aux États-Unis. Les droits de douane additionnels pourraient être en vigueur dès le mois d'août. S'ils sont mis en vigueur, cela aura un impact négatif important sur l'industrie forestière du Québec, car 50 % du bois d'œuvre québécois est exporté vers les États-Unis. Il faut soutenir nos entreprises forestières, et je me suis engagé au cours de la dernière campagne électorale à les accompagner dans la crise à venir et à réclamer des programmes d'aide adaptés à la réalité gaspésienne et québécoise. Nous devons aussi, pour l'industrie forestière, diversifier nos marchés d'exportation et d'abord développer notre marché intérieur. Dans ce sens, la proposition du Bloc québécois de favoriser l'achat local dans les contrats du gouvernement fédéral pourrait augmenter les débouchés pour le bois d'œuvre québécois.

J'arrive à mon dernier point. Où sont les investissements promis en infrastructures? Bâtir une économie solide nécessite des infrastructures adéquates, et je vais tenter de combler le vide du discours du Trône avec deux suggestions pour solidifier l'économie de ma région.

D'abord, si le gouvernement libéral veut bâtir la meilleure économie du G7, il me semble que ça passe par un système de transport ferroviaire adéquat partout sur le territoire. Le rail gaspésien sera fonctionnel jusqu'à New Carlisle au plus tard en septembre 2025. VIA Rail refuse pourtant de reprendre le service de Matapédia jusqu'à New Carlisle, et ce, bien que les liaisons régionales soient au

cœur de son mandat. Par le truchement de leurs impôts, les Gaspésiens ont pourtant contribué à un financement fédéral de plus de 400 millions de dollars en 2024 versé à VIA Rail pour qu'elle assure un service en région. Rappelons également qu'en 2013, lorsque VIA Rail a suspendu le service, c'était parce que le rail n'était plus sécuritaire. J'invite donc le gouvernement libéral à intervenir auprès de VIA Rail pour qu'elle change son fusil d'épaule et s'engage à reprendre le service de train de passagers dans les prochaines semaines. C'est un service essentiel pour permettre aux gens de chez nous de se déplacer hors de la région, c'est une revendication légitime et ce serait une façon de solidifier notre économie en améliorant la productivité des individus.

Ma dernière suggestion est la suivante. Si on veut des infrastructures adéquates, il faut prolonger la piste de l'aéroport aux Îles-de-la-Madeleine.

• (1250)

[Traduction]

Clifford Small (Central Newfoundland, PCC): Monsieur le Président, je profite de l'occasion pour souhaiter la bienvenue au député de Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Listuguj. Sa circonscription a beaucoup de choses en commun avec la mienne et de nombreuses circonscriptions de Terre-Neuve-et-Labrador.

En ce qui concerne le discours du Trône, le premier ministre a répété son engagement à atteindre 30 % d'ici 2030. À l'heure actuelle, 14 % des océans du Canada sont considérés comme des aires protégées. L'Islande a 2 % d'aires océaniques protégées et la Norvège en a 1 %, et aucun de ces deux pays ne prévoit aller plus loin, mais les nobles intentions du premier ministre sont de faire passer la superficie des zones de protection marine à 30 % de l'océan.

Je me demande ce que mon collègue en pense et quelle incidence cette politique pourrait avoir sur l'économie de la pêche dans sa circonscription.

[Français]

Alexis Deschênes: Monsieur le Président, ce qui inquiète le Bloc québécois en ce qui concerne les pêches, ce sont les forages pétroliers que le gouvernement libéral veut autoriser. Voilà une façon de venir perturber la faune marine, et cela nous inquiète.

Pour ce qui est de la pêche côtière, nous voulons défendre le modèle suivant: une pêche qui est faite par des entreprises familiales de père en fils et des pêcheurs côtiers qui extirpent de la mer ce qui est nécessaire pour assurer leur gagne-pain, sans exagérer comme les bateaux-usines l'ont malheureusement trop fait dans l'histoire récente.

Marilène Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais remercier mon collègue de Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Listuguj, qui est en fait mon voisin. Il y a seulement l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent qui nous séparent. Nos deux circonscriptions ont beaucoup en commun. Il a parlé de la pêche et de la forêt. J'aurais peut-être même ajouté le tourisme, qui nous lie aussi.

Il a parlé d'un vide vraiment patent dans le discours du Trône concernant la question des infrastructures et de tous les investissements qui devraient être faits pour que nous ayons sensiblement la même chose que ce qu'on retrouve dans les grands centres. C'est légitime pour notre développement, mais aussi pour s'assurer que les gens restent chez nous.

L'Adresse

J'aurais aimé qu'il nous parle non seulement de la diversification des marchés, mais aussi de la diversification économique. Selon lui, est-ce un autre manque qu'il remarque dans le discours du Trône?

Alexis Deschênes: Monsieur le Président, en effet, le défi est non seulement de diversifier nos marchés d'exportation, mais également de diversifier nos activités économiques. Notamment dans le secteur des pêches, nous devons diversifier les types de produits que nous commercialisons. Il y a la diversification et la commercialisation du sébaste qui est en cours, mais elle progresse trop lentement et il faut l'accompagner. C'est la même chose pour ce qui est de la chasse au phoque, qui démarre trop lentement alors que la ressource est disponible.

Au Bloc québécois, nous voulons accompagner ces secteurs pour diversifier non seulement les secteurs d'exportation, mais également les secteurs d'activité économique.

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord féliciter mon collègue de son élection. Il est d'ailleurs un de mes voisins de circonscription.

J'aimerais rassurer mon collègue. Le discours du Trône souligne notre engagement à protéger ceux qui nous donnent accès à des aliments frais et sains, comme nos producteurs agricoles. Nous avons un plan ambitieux pour protéger les travailleurs canadiens de l'agroalimentaire. Nous nous sommes aussi engagés à protéger notre système de gestion de l'offre. Je comprends l'importance du système de gestion de l'offre, qui est hyper important pour l'économie dans ma circonscription aussi.

Je voulais profiter du temps de parole qui m'était imparti pour rassurer mon collègue. Nous avons un plan et nous sommes là pour assurer la sécurité alimentaire. On peut être rassuré.

Alexis Deschênes: Monsieur le Président, nous avons offert au gouvernement libéral l'occasion parfaite de passer de la parole aux actes. Il n'a qu'à appuyer notre projet de loi.

C'est une chose de dire qu'on veut protéger la gestion de l'offre, mais c'en est une autre de céder ensuite des parts de marché lors d'une négociation, comme cela a été fait lors de la dernière négociation de l'Accord Canada—États-Unis—Mexique, avec des compensations aux producteurs qui ont beaucoup tardé à arriver.

Si le gouvernement libéral est sincère, qu'il appuie notre projet de loi. Ensemble, nous empêcherons la prochaine négociation de porter sur ce secteur crucial de l'économie du Québec.

• (1255)

[Traduction]

Maggie Chi (Don Valley-Nord, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui et j'aimerais me joindre aux collègues qui m'ont précédé pour vous féliciter. Je compte sur vous pour bien guider la Chambre.

Je tiens également à féliciter tous mes collègues pour leur élection ou leur réélection. Je me réjouis à l'idée de travailler fort avec tous les députés de tous les partis dans l'intérêt des Canadiens.

C'est avec humilité que j'accepte l'honneur de siéger à la Chambre. Je tiens à remercier les habitants de Don Valley-Nord de m'avoir accordé leur confiance pour les représenter à la Chambre des communes. Je ne tiendrai jamais cette confiance pour acquise. Face aux grands problèmes que nous devons affronter aujourd'hui,

je continuerai d'écouter les points de vue de mes concitoyens et de présenter leurs idées dans le cadre du processus décisionnel à la Chambre.

Don Valley-Nord est l'une des sept circonscriptions fédérales de l'ancienne ville de North York, qui fait maintenant partie de Toronto. North York a la réputation d'être « the city with heart », la ville au grand cœur, mais cette circonscription a un cœur sinueux: le bras Est de la rivière Don traverse des ravins tranquilles où les chevreuils et les joggeurs matinaux se croisent et où le chant des oiseaux et le bourdonnement d'une ligne de métro se disputent l'espace sonore.

Don Valley-Nord compte des professionnels de la santé de calibre mondial, des entrepreneurs prospères et une population merveilleuse dotée d'un excellent sens de l'humour. Ma circonscription est une collectivité dynamique et accueillante, peuplée de gens innovateurs et travaillants, qui comprennent que si leurs voisins se portent bien, nous nous portons tous bien. C'est pourquoi je suis fier de l'engagement pris dans le discours du Trône de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens en allégeant leur fardeau fiscal et en bâtissant la plus forte économie du G7.

Je suis de nature optimiste. Après tout, je suis une partisane des Maple Leafs. J'ai bon espoir que nous écouterons les Canadiens pour améliorer notre pays afin que tous ceux qui aspirent à un avenir meilleur pour eux-mêmes et pour leurs concitoyens puissent utiliser leurs compétences et contribuer pleinement à notre économie.

Des jeunes de partout au Canada viennent assister à la période des questions avec leur classe, et ils se font dire que c'est cela, la politique. Or, pour moi, la vraie politique se fait quand nous parvenons à un consensus et que nous prenons des décisions. Collectivement, nous façonnons les règles et nous avons l'occasion d'améliorer les choses et de trouver des façons nouvelles et meilleures de répondre aux besoins de notre électeurat. Nous avons tous la responsabilité de montrer aux Canadiens que la politique peut être un instrument au service du bien.

Les résidents de Don Valley-Nord sont de fiers Canadiens qui veulent que leur pays reste fort et libre. Ils savent que c'est un privilège d'être Canadien, non seulement parce que nous nous entraînons au moyen de programmes sociaux universels et que nous produisons les meilleurs homards au monde, mais aussi parce que le Canada est un bon endroit pour réaliser ses ambitions. Ma présence ici démontre la vigueur des valeurs canadiennes.

Cependant, même si je considère que le Canada est le paradis et qu'il n'y a pas de meilleur endroit où vivre dans le monde, nous savons que nous pouvons faire mieux. Les résidents de Don Valley-Nord et les Canadiens aux quatre coins du pays aspirent à l'excellence, et nous misons sur nos réussites pour atteindre des sommets encore inégalés.

Comme les députés le savent, les élections ne jouent qu'un rôle mineur dans ce qui nous amène ici. Je tiens à remercier ma famille. Mes parents ont toujours été à mes côtés, et je salue ma mère et mon père, qui ont tout sacrifié pour partir de zéro dans un nouveau pays. J'admire le courage dont ils ont fait preuve pour s'en sortir. Ils m'ont toujours encouragée à espérer de plus grandes choses, et je ne serais pas ici sans leurs sacrifices et leur confiance en moi.

L'Adresse

En pensant à mon cher conjoint, je me demande qui aurait pu imaginer, lorsque nous étions à l'hôtel de ville il y a de cela de nombreuses années, que nous nous retrouverions un jour ici. Il m'a accompagnée à toutes les étapes de ce parcours et m'a toujours encouragée en me rappelant les possibilités. Son amour et ses encouragements me sont indispensables.

Je remercie mon équipe de campagne, qui a travaillé dur jour après jour, ainsi que l'association de circonscription et tous mes amis et bénévoles pour leur ténacité, leur bonne humeur et leur gentillesse. Sans eux, je ne serais pas ici pour représenter l'une des meilleures circonscriptions du Canada au sein du Parti libéral.

Tant et aussi longtemps que j'aurai le privilège de siéger ici, je travaillerai tous les jours pour améliorer les choses.

• (1300)

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, je félicite notre collègue de son premier discours.

Le discours du Trône, qui fait 2 500 mots, ne mentionne aucunement les plus de 50 000 Canadiens qui sont morts d'une surdose depuis 2016. Il ne mentionne pas du tout la crise des surdoses et des opioïdes qui touche notre pays. Il ne dit pas que, dans ma province, la Colombie-Britannique, les surdoses sont la principale cause de décès chez les jeunes de 10 à 18 ans.

Il n'a pas du tout été question de la crise des opioïdes. J'aimerais que notre collègue nous dise ce qu'elle en pense.

Maggie Chi: Monsieur le Président, c'est un dossier important. Le nouveau gouvernement, sous la direction du nouveau premier ministre, est déterminé à s'attaquer à ce fléau partout au pays, et je serai ravie de collaborer avec mes collègues à cette fin également.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, en ce qui concerne les Maple Leafs de Toronto, je sympathise avec la députée. Les Jets de Winnipeg ont connu une belle saison; c'était la meilleure équipe de la LNH, mais ils n'ont pas réussi à décrocher la coupe Stanley. Je crois que beaucoup de gens continuent de rêver avec les Maple Leafs de Toronto.

Ma question porte sur le premier ministre. L'une des toutes premières initiatives du premier ministre a été de réduire le fardeau fiscal des Canadiens. Je sais que comprendre le problème du coût de la vie et prendre des mesures pour rendre la vie plus abordable est important dans toutes les régions du Canada.

Que pense ma collègue et amie de l'importance d'accorder cette réduction initiale du fardeau fiscal aux Canadiens? J'espère que cette mesure sera appuyée à l'unanimité.

Maggie Chi: Monsieur le Président, c'est vraiment l'un des principaux sujets ayant meublé les conversations que j'ai eues pendant la campagne électorale. Les jeunes familles et les jeunes sont inquiets. Ils s'inquiètent du prix des logements et du coût de la vie, mais ils gardent espoir. Après avoir pris connaissance du plan de notre gouvernement visant à réduire les impôts des familles de la classe moyenne, à construire davantage de logements abordables et à éliminer la TPS pour les acheteurs d'une première maison, ils sont optimistes et constatent que notre parti est l'un des seuls à présenter un plan concret pour aider les familles partout au Canada et pour aider les jeunes à trouver des logements abordables. En même temps, nous renforçons notre économie. Nous bâtissons l'une des économies les plus fortes du G7.

Je me réjouis de pouvoir travailler avec mon honorable collègue et tous les députés de la Chambre pour faire en sorte que ces plans se concrétisent. Nous nous sommes mis au travail dès le premier jour.

[Français]

Marilène Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan, BQ): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son discours. J'aimerais lui poser une question relativement au budget.

Elle a parlé de plans, de dépenses et de l'avenir. En même temps, nous n'avons pas le moindre indice quant au budget ou à ce qu'il comprendra. On fait des plans et des dépenses sans même savoir quels sont les moyens dont on dispose. Dans ma vie personnelle, ça ne fonctionne pas comme ça. J'imagine que, dans la sienne, ça ne fonctionne pas comme ça non plus.

Comment peut-elle expliquer que son gouvernement dépense avant de savoir combien d'argent il a entre les mains?

[Traduction]

Maggie Chi: Monsieur le Président, je suis fière d'appuyer le gouvernement parce qu'il a un plan concret. Tout au long de la campagne, les gens étaient enthousiastes à l'idée que nous allions mettre en œuvre un plan concret visant à réduire les impôts de la classe moyenne, à éliminer la TPS pour les acheteurs d'une première maison et à éliminer les barrières commerciales entre les provinces.

Nous nous sommes mis au travail dès le premier jour. Nous avons eu des discussions avec les provinces, et nous avons discuté avec les intervenants. Je suis donc convaincue que nous pouvons tenir les promesses que nous avons faites aux Canadiens.

Lori Idlout (Nunavut, NPD): Uqaqtittiji, je vous félicite pour votre rôle de vice-président et je félicite la députée pour son élection.

En tant que députée de Nunavut, j'entends parler tous les jours des problèmes liés au coût de la vie. À titre d'exemple, un paquet de quatre épis de maïs coûte 15 \$ à Pangnirtung. Cela montre que la situation est dramatique et la vie, inabordable.

Je me demande si la députée convient que, pour résoudre la crise du coût de la vie, il faut augmenter le financement des infrastructures comme les aéroports et les ports maritimes au Nunavut.

• (1305)

Maggie Chi: Monsieur le Président, je félicite également la députée pour son élection.

Je partage tout à fait ses préoccupations au sujet du coût de la vie et de l'abordabilité. Tout au long de la campagne, beaucoup de gens ont parlé de leur expérience et de leurs préoccupations au sujet de l'abordabilité. Les droits de douane imposés par les États-Unis n'améliorent aucunement la situation, et nous devons nous y attaquer de front. Le gouvernement a...

Le vice-président adjoint (John Nater): Nous reprenons le débat. Le député de Richmond-Centre—Marpole a la parole.

Chak Au (Richmond-Centre—Marpole, PCC): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup d'humilité et un grand sens des responsabilités que je prends la parole à la Chambre pour la première fois. Les mots me manquent pour dire combien je suis honoré de représenter les habitants de Richmond-Centre—Marpole, une collectivité où j'habite depuis plus d'une trentaine d'années, un endroit qui m'a donné la chance de réussir, un sentiment d'appartenance et un but dans la vie.

L'Adresse

Tout d'abord, je remercie les habitants de ma circonscription de m'avoir accordé leur confiance. Ils m'ont accordé le privilège d'être leur voix au Parlement du Canada, et je m'acquitterai de cette responsabilité avec intégrité, détermination et la ferme intention de défendre leurs valeurs.

Je remercie mon équipe de campagne, Alice Tang, Luhan Yao, Zenbia Chan, Thomas Leung, Kenny Chiu, Erica Ng, Terrence Lam, Bethia Yuen, Alice YF Wong, May Zhu et bien d'autres, de leur travail inlassable, de leur foi en notre cause et des sacrifices qu'ils ont faits. C'est grâce à eux que je suis ici aujourd'hui.

Je remercie ma chère épouse, Christine, de son soutien indéfectible. Nous avons parcouru ensemble le chemin semé d'embûches qui mène au service public. Je remercie notre fils, Micah, qui est pompier et officier des cadets de l'armée à Richmond. Je le remercie de sa force, de ses valeurs et de son travail au service de la collectivité.

Je vais parler un peu de moi. Je suis arrivé au Canada en 1988, en provenance de Hong Kong, en tant qu'immigrant de première génération, sans famille et avec à peine plus que de la détermination. Le Canada m'a accueilli et nous a donné, à ma femme et à moi, la chance de nous bâtir une vie grâce au travail acharné, à la résilience et à l'esprit de communauté. Afin de redonner à la collectivité, j'ai travaillé au sein d'une administration municipale pendant plus de 25 ans en tant que commissaire d'école, puis en tant que conseiller municipal. Cette expérience m'a appris que le leadership commence par la base en écoutant, en réglant des problèmes et en demeurant concentré sur le service public.

Aujourd'hui, j'entre dans la fonction fédérale avec le même état d'esprit: je souhaite veiller à ce que le Canada demeure une terre de possibilités, non seulement pour les gens comme moi, mais aussi pour les générations futures et les nouveaux immigrants dont les rêves sont semblables aux miens.

J'aimerais parler aux députés de Richmond, l'une des villes les plus dynamiques du Canada et un véritable joyau de la côte Ouest. Cette ville connaît la croissance la plus rapide en Colombie-Britannique et est aussi une porte d'entrée essentielle vers l'Indo-Pacifique. On y trouve l'aéroport international de Vancouver, le deuxième aéroport en importance au Canada, ainsi qu'un grand port en eau profonde et le plus grand port de pêche commerciale du pays.

Richmond n'est pas seulement un pôle régional: c'est un carrefour de commerce international, d'innovation et d'investissement. C'est aussi la ville la plus multiculturelle du Canada. Plus de 60 % de ses habitants sont nés à l'étranger, et on y parle plus de 120 langues. Richmond est une mosaïque de différentes cultures, ce qui ne l'empêche pas d'être une communauté profondément unie par des valeurs communes. Elle compte 1,4 emploi par habitant en âge de travailler et jouit de l'espérance de vie la plus longue du Canada. Elle a été nommée la ville la plus active de la Colombie-Britannique. Richmond est un modèle de réussite canadienne, et nous en sommes fiers.

Cependant, je ne prends pas la parole aujourd'hui pour parler seulement de nos réussites. Je veux sonner l'alarme au sujet d'une urgence nationale qui a des conséquences tragiques sur les familles de partout au pays: la crise des drogues.

J'ai écouté attentivement le discours du Trône. J'ai trouvé décevant et, bien franchement, inquiétant que cette crise soit à peine

mentionnée. Une vingtaine de mots ont été utilisés pour parler d'une tragédie qui a entraîné 50 000 morts dans les 10 dernières années. J'insiste sur ce point: 50 000 Canadiens sont morts d'une surdose depuis 2015. C'est plus que tous les soldats canadiens qui sont morts pendant la Deuxième Guerre mondiale. Pourtant, le gouvernement continue de minimiser l'importance de cette crise.

Pendant la campagne, le premier ministre a même parlé d'un défi pour le Canada, et non d'une crise. Il a complètement tort. Ce n'est pas seulement un problème de santé publique. C'est une urgence nationale, et elle s'aggrave. Au cours des 10 dernières années, nous avons vu l'adoption de plus en plus de politiques inefficaces, que l'on pense aux centres de consommation supervisée, à l'approvisionnement sûr financé par les contribuables ou, plus récemment, à la décriminalisation des drogues en Colombie-Britannique. Toutes ces politiques ont été présentées comme des solutions empreintes de compassion. En fait, elles ont entraîné plus de décès, plus de chaos et plus de désespoir.

● (1310)

Selon une étude publiée en 2025 dans le *Journal of the American Medical Association* et menée par des chercheurs de l'Université Memorial, de l'Université du Manitoba et de l'Université Johns Hopkins, les hospitalisations pour surdose d'opioïdes ont augmenté considérablement dans les régions où des programmes d'approvisionnement sûr et de décriminalisation sont en place. La conclusion est claire: ce n'est pas en rendant les drogues plus présentes que l'on réduit les méfaits. Cette idée est un mythe dangereux, et ce sont les jeunes Canadiens qui en paient le prix.

En Colombie-Britannique, les surdoses sont maintenant la principale cause de mortalité chez les jeunes de 10 à 18 ans. En avril, un garçon de 15 ans est mort à Campbell River. En février, une adolescente de 14 ans est morte seule chez elle, à Surrey. En juillet 2024, une jeune fille de 13 ans de Prince George a perdu la vie à cause d'une surdose.

Il ne s'agit pas simplement de grands titres dramatiques, mais bien d'enfants, de rêves perdus, de familles brisées et d'avenirs volés. Malgré tout, le gouvernement s'accroche aux politiques qui ont normalisé la toxicomanie. Les termes comme « consommation sûre » et « usage récréatif » sont trompeurs: il n'y a rien de sûr ni ou de récréatif à consommer du poison.

Il faut réorienter le débat public de manière à promouvoir le rétablissement au lieu d'encourager la toxicomanie. Cela suppose d'investir dans la prévention, la sensibilisation, la santé mentale, les traitements et l'application de la loi. Je le demande une fois de plus: quand le gouvernement mettra-t-il fin à sa politique irresponsable dans le dossier de la drogue et à ses expériences de décriminalisation ratées?

Prenons le cas de la ville de Richmond. En 2023, Richmond a enregistré 27 décès attribuables à une surdose, soit seulement 1 % du total à l'échelle provinciale. Ce n'est pas un hasard. Nous n'avons pas de magasins pour la vente au détail de cannabis. En février 2024, notre communauté s'est mobilisée pour s'opposer à la mise en place d'un centre d'injection supervisée, et nous avons réussi. Les résidents ont défendu leurs familles, et je les ai soutenus.

Nous croyons en des solutions concrètes, pas aux slogans. Nous appuyons le rétablissement, et non la capitulation. Nous concentrons nos efforts sur l'éducation, les services communautaires, l'application de la loi, et la promotion des soins en santé mentale. Voilà donc l'approche que je vais continuer de défendre au Parlement.

Je suis arrivé au Canada avec une valise et un cœur rempli d'espoir. On m'a donné une chance, et je tiens à ce que d'autres aient la même possibilité de reprendre leur vie en main, et de ne pas être détruits par les institutions mêmes qui sont censées les protéger.

La crise des surdoses n'est pas une question d'idéologie; il s'agit de sauver des vies. Faisons front commun, au-delà des lignes partisans, pour agir avec urgence et sérieux. L'avenir de nos jeunes, de nos familles et de nos collectivités en dépend.

Je remercie encore une fois mes concitoyens de Richmond-Centre—Marpole de la confiance qu'ils m'accordent. Je m'engage à travailler fort tous les jours pour en être digne.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député d'en face de l'appel à la collaboration qu'il a lancé à la fin de son discours.

Tous les Canadiens reconnaîtront que l'une des plus grandes préoccupations soulevées lors des dernières élections est la question des droits de douane imposés par le président Donald Trump. C'est quelque chose qui nous préoccupe grandement. Le Parti conservateur peut apporter une contribution utile dans ce dossier.

Au cours des prochaines semaines, un certain nombre de mesures ayant une importance cruciale pour les Canadiens nous seront présentées, qu'il s'agisse de l'allègement fiscal prévu ou de la création d'une économie unifiée. Le député est-il prêt à reconnaître la gravité de la situation et à appuyer des mesures législatives qui feront du Canada un pays plus fort et en meilleure santé, tout en allégeant le fardeau fiscal des gens de sa circonscription?

• (1315)

Chak Au: Monsieur le Président, le député a comparé l'imposition de droits de douane à la crise des drogues. Or, cette crise n'a pas été causée par Trump ni par ses droits de douane. Elle a été causée par les mauvaises politiques du gouvernement libéral au cours de la dernière décennie. Cela n'a rien à voir avec Trump. Le gouvernement libéral a tout simplement adopté la mauvaise approche au cours de la dernière décennie.

Andrew Lawton (Elgin—St. Thomas—London-Sud, PCC): Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue le député de Richmond-Centre—Marpole pour son élection. Je connais très bien son travail lorsqu'il était conseiller municipal, puisque j'ai fait des reportages à son sujet dans mon ancienne carrière de journaliste.

Je tiens à le remercier d'avoir défendu une position très impopulaire auprès des libéraux, mais très populaire auprès des Canadiens ordinaires. Pour les libéraux, la solution à la crise de la toxicomanie consiste à distribuer gratuitement de la drogue, plus de drogue, aux toxicomanes.

Je me demande si le député peut nous parler des expériences vécues dans sa région et des conséquences pour les personnes qui luttent contre la toxicomanie et pour les collectivités où ils vivent.

Chak Au: Monsieur le Président, l'expérience coûteuse de l'approvisionnement sûr que le gouvernement libéral a menée sur des vies humaines s'avère un échec. À l'antithèse, comme je l'ai dit plus tôt, le taux de mortalité par surdose n'a été que de 1 % dans les villes voisines l'an dernier. C'est parce que nous avons adopté une approche très proactive pour empêcher la drogue de parvenir chez nous et que nous avons offert du counseling aux gens. Nous avons également contribué à sensibiliser les jeunes afin qu'ils comprennent les méfaits que la drogue peut leur causer.

L'Adresse

Je pense que le gouvernement libéral a adopté la mauvaise approche au cours des 10 dernières années, ce qui nous a menés au désespoir que nous connaissons en ce moment.

Jacques Ramsay (La Prairie—Atateken, Lib.): Monsieur le Président, c'est vrai que la décriminalisation peut être remise en question, y compris dans l'Est du pays, où il n'y a pas de mesures en ce sens, quoique nous observions les mêmes tendances.

Il s'agit d'un problème complexe dont la solution ne se limite pas strictement à la décriminalisation. Au cours des 10 dernières années, le gouvernement a dépensé plus de 1 milliard de dollars pour des traitements d'urgence, la santé mentale ainsi que d'autres initiatives.

J'invite le député à contribuer davantage aux progrès en cherchant comment nous pourrions en faire plus dans ce dossier.

Chak Au: Monsieur le Président, je reconnais qu'il s'agit d'un problème très complexe. Nous devons unir nos forces pour trouver des solutions.

Cependant, je tiens également à souligner que ce n'est pas en reprenant toujours les mêmes vieilles approches que l'on obtiendra des résultats différents. Il est insensé de faire toujours la même chose en s'attendant à un résultat différent. J'exhorte donc le gouvernement libéral à changer ses politiques inefficaces et à adopter une approche différente qui allie prévention, application de la loi, traitement et sensibilisation.

Oui, unissons nos forces. Il s'agit d'une crise nationale, et nous devons intervenir, mais il faut d'abord que le gouvernement change d'approche.

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, CPC): Monsieur le Président, c'est un plaisir de vous voir occuper le fauteuil. Comme je vous l'ai dit hors caméra, cela faisait longtemps qu'on l'espérait.

Avant toute chose, je tiens à remercier chaleureusement les vaillants habitants de Cariboo—Prince George de m'avoir de nouveau accordé leur confiance pour les représenter, et ce pour la quatrième fois.

Puisque le temps m'est compté aujourd'hui, je prends la parole non seulement pour répondre au discours du Trône, mais aussi pour traiter d'une tragédie d'envergure nationale qui bouleverse des vies et des collectivités, c'est-à-dire la crise des opioïdes au Canada. Depuis 2016, plus de 51 000 Canadiens sont morts d'une surdose d'opioïdes. Ce ne sont pas que des chiffres: ce sont des êtres chers qui nous ont été arrachés à cause d'une crise alimentée par la prolifération du fentanyl et conjuguée à des politiques épouvantables de la part des gouvernements tant fédéral que provinciaux.

En Colombie-Britannique, les surdoses sont désormais la première cause de décès chez les jeunes âgés de 10 à 18 ans, ce qui est inacceptable. Pourtant, il n'est nullement question de cette catastrophe dans le discours du Trône libéral. Dans ce texte de 2 500 mots, il n'y a pas une seule allusion à la crise des opioïdes qui tue des milliers de Canadiens chaque année. En moyenne, 17 Canadiens meurent d'une surdose chaque jour, et ce ne sont là que les cas connus. Peut-être est-ce voulu. Après tout, au cours de la récente course à la chefferie, le nouveau premier ministre a déclaré publiquement devant les Canadiens que le problème des surdoses était un défi, mais pas une crise. Il l'a dit d'ailleurs à plus d'une reprise.

L'Adresse

La crise des opioïdes a été exacerbée par les politiques en matière de drogues malavisées du gouvernement libéral et par sa réforme du système de justice pénale consistant à relâcher les délinquants sitôt arrêtés. Il faut immédiatement mettre fin à ces politiques. Elles ont rendu les rues plus dangereuses et les collectivités plus vulnérables. Elles ne sauvent aucune vie; elles entretiennent simplement la toxicomanie, sans aucune perspective d'amélioration.

L'épidémie d'opioïdes est un désastre pour la sécurité publique. Quelque 83 % de tous les décès liés aux opioïdes surviennent en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario, mais aucune collectivité, petite ou grande, n'est épargnée. La crise des opioïdes traverse toutes les barrières sociales. En fait, pas plus tard que cette semaine, dans ma collectivité de Williams Lake, le conseil municipal a adopté une motion visant à déclarer l'état d'urgence en réponse à l'augmentation des cas de vandalisme, de consommation de drogues en public, d'incendies devant des commerces, de vols, d'indécence et de défécation sur la voie publique, et j'en passe. Le conseiller municipal Scott Nelson a déclaré ce qui suit au sujet de la crise: « La situation est tellement chaotique, [tellement grave] et tellement hors de contrôle que nos ressources [en tant que collectivité] sont épuisées à cause de tous ces incidents. »

Au cours des deux derniers jours, il y a eu en moyenne 10, 20, voire 30 surdoses par jour. C'est ahurissant. Il ne s'agit pas de Vancouver ou de Toronto, mais d'une petite collectivité de 10 000 habitants. Ne fermons pas les yeux devant ce que cette collectivité subit et ce qu'elle a été forcée de faire après 10 ans de politiques libérales inefficaces. La toxicomanie alimente la criminalité, l'itinérance et les problèmes sociaux. Pourtant, les libéraux ont donné la priorité à la réduction des méfaits au détriment de la prévention et du rétablissement.

Le gouvernement libéral a omis de parler de la crise des opioïdes dans son discours du Trône bien qu'il ait mentionné très brièvement la sécurité frontalière et le trafic de fentanyl pour tenter d'apaiser le président Trump. Ce faisant, il passe sous silence les conséquences économiques et humaines de la crise des opioïdes et signale clairement aux Canadiens qui luttent contre la toxicomanie que le nouveau gouvernement fédéral ne se soucie pas d'eux.

Au cours des 10 dernières années, les politiques inefficaces du gouvernement libéral en matière de drogues n'ont rien fait pour diminuer le nombre de décès. L'expérience de décriminalisation menée par la Colombie-Britannique depuis 2023, avec l'appui entier du gouvernement libéral, autorise la possession et la consommation en public de drogues dures comme l'héroïne, le fentanyl et la cocaïne. Bien que l'on prétende que la décriminalisation soit la solution, le taux de décès par surdose en Colombie-Britannique est le plus élevé au Canada. La consommation de drogues en public a explosé, ce qui pèse lourdement sur les collectivités et les premiers intervenants.

Nous entendons parler d'aiguilles éparpillées un peu partout dans les parcs, sur les terrains de jeu et sur les trottoirs. Les enfants qui jouent dans la vallée du bas Fraser doivent contourner les seringues contaminées sur les terrains de soccer. Les centres de consommation supervisée sont autorisés à ouvrir leurs portes juste à côté des écoles secondaires et, ce faisant, ils encouragent la consommation ouverte de drogues chez les jeunes et chez les Canadiens vulnérables et prétendent faussement qu'elles sont sécuritaires.

Les programmes d'approvisionnement supposément sûrs sont une catastrophe lamentable. De nombreux experts ont admis que le détournement de ces drogues vers le marché noir alimente le com-

merce illégal, mais le gouvernement libéral tente de dissimuler cette réalité depuis des années en critiquant quiconque dévoile cette vérité embarrassante.

● (1320)

En novembre 2024, Shaun Wright, surintendant de la GRC à la retraite de Prince George, a témoigné devant le comité parlementaire de la santé au sujet de la crise des opioïdes. M. Wright, qui a des décennies d'expérience dans les services de police de première ligne, a déclaré que l'expérience de décriminalisation était le plus horrible échec de l'histoire de la Colombie-Britannique en matière de politique publique.

C'est l'aspect de l'expérience de décriminalisation que les politiciens libéraux dans la bulle d'Ottawa s'obstinent à ne pas voir et ne veulent pas que nous voyions ou même comprenions. Nos collectivités ne sont pas sûres, et nos concitoyens ne se sentent pas les bienvenus dans leur propre quartier. Le gouvernement doit s'engager à ne pas étendre l'expérience ratée de décriminalisation au reste du Canada et à mettre fin à toutes les tentatives de légalisation de drogues dures mortelles, comme certains libéraux l'ont suggéré.

De plus, comme l'a mentionné précédemment un de nos collègues, le milliard de dollars dépensé par les libéraux n'a rien réglé. Qu'avons-nous obtenu en retour? Plus de morts, plus de familles déchirées, plus de collectivités au bord de l'extinction et aucun espoir en vue. J'invite les députés à jeter un coup d'œil à leur collectivité. Ressemble-t-elle à ce qu'elle était il y a 10 ans, avant le premier règne libéral en 2015? Non.

L'accès aux traitements reste extrêmement limité et les centres de consommation supervisée ne s'attaquent tout simplement pas aux causes profondes de la toxicomanie. Le discours du Trône n'a pas fait mention de la crise. Il a manqué une occasion cruciale de donner la priorité au traitement et au rétablissement.

Voilà qui me laisse un peu perplexe, car nous avons un plan pour favoriser le rétablissement. Dans le programme conservateur, nous avons souligné comment nous allions ajouter 50 000 lits destinés au rétablissement afin d'honorer la mémoire des 50 000 Canadiens qui ont perdu la vie dans cette crise. Les libéraux ont volé tellement d'idées dans notre plan: la réduction de la TPS sur le logement, les réductions d'impôt et j'en passe. Je les encourage fortement à voler ce plan aussi et à se mettre au travail pour ajouter ces 50 000 lits.

Il y a aussi un autre aspect à la crise des drogues. Les réformes du système de justice pénale mises en place par le gouvernement libéral, notamment la loi C-5, ont considérablement aggravé la situation. En supprimant les peines minimales obligatoires pour certaines infractions liées à la drogue, la loi C-5 instaure une politique de capture et de remise en liberté qui permet aux trafiquants de s'en tirer avec une simple tape sur les doigts.

Dans ma circonscription, 98 % des crimes sont commis par 5 ou 6 délinquants prolifiques dans l'une des collectivités et par 30 dans la grande collectivité de Prince George. Quand ils sont en prison, le taux de criminalité baisse. Quand ils sortent de prison, le taux de criminalité augmente.

L'Adresse

D'ailleurs, quand Bob Hubbard, un citoyen de ma circonscription, est rentré chez lui l'automne dernier, il a surpris un groupe de toxicomanes en plein cambriolage. Il a tenté de les arrêter. Alors, ils l'ont écrasé avec son propre véhicule et l'ont laissé pour mort dans la rue. Les auteurs du crime ont été arrêtés la journée même, mais moins de 24 heures après avoir laissé M. Hubbard pour mort sur la route, ils étaient de nouveau en liberté, perpétrant d'autres crimes dans notre collectivité. Voilà dans quelle réalité nous vivons.

Des commerces sont également la proie de cambriolages. Leurs vitrines ont été cassées et leurs portes brûlées tellement de fois que les propriétaires n'arrivent plus à obtenir la police d'assurance nécessaire pour exploiter leur commerce, alors ils choisissent de ne pas signaler ces incidents ou de fermer définitivement leurs portes, ce qui crée un effet de ville fantôme au centre-ville. Voilà quelle est la réalité après 10 ans de gouvernement libéral.

Si le Président me le permet, je voudrais conclure en mentionnant ce qui suit. La crise des opioïdes au Canada, qui a coûté la vie à plus de 50 000 personnes depuis 2016, est une tragédie que le gouvernement n'a pas mentionnée dans le discours du Trône. En Colombie-Britannique, les surdoses sont la principale cause de décès chez les jeunes de 10 à 18 ans. C'est une tragédie qui me touche particulièrement quand je pense à Brianna MacDonald, qui avait 13 ans et qui, à la fin du mois d'août, est morte seule d'une surdose dans un campement de sans-abri à Abbotsford. Son histoire nous rappelle brutalement notre incapacité à protéger les plus vulnérables.

En tant que leaders, nous devons faire mieux et être meilleurs.

• (1325)

Il ne s'agit pas seulement d'un défi, mais d'une crise. Elle exige des mesures urgentes, et non le silence. Les politiques du premier ministre ne répondent pas aux attentes des Canadiens, et les Canadiens exigent un système qui favorise le rétablissement, punit les trafiquants et rétablit la sécurité.

Honorons la mémoire de Brianna et des milliers d'autres personnes qui ont perdu la vie dans cette ville en luttant pour un avenir où cela ne se produira plus.

• (1330)

[Français]

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, le mois dernier, les Canadiens et les Canadiennes ont parlé clairement. Ils veulent que nous bâtissions une économie qui fonctionne pour tout le monde. Nous avons un plan ambitieux pour réduire le coût de la vie et bâtir une économie forte, la plus compétitive du G7. Le message envoyé par les électeurs, notamment ceux de la circonscription de Carleton, est un appel au vrai changement et nous sommes déterminés à y répondre.

Est-ce que mes collègues conservateurs vont respecter le choix des Canadiens et appuyer nos efforts pour renforcer et unifier l'économie canadienne ou vont-ils encore choisir l'obstruction, comme lors de la dernière législature?

[Traduction]

Todd Doherty: Monsieur le Président, en tout respect, comment notre collègue peut-il tenir de tels propos? Je viens de mentionner que la crise des opioïdes a entraîné plus de 51 000 morts depuis 2016. J'ai parlé de la crise horrible qui secoue notre pays, et il décide de répéter des lignes rédigées à l'avance. C'est inacceptable.

[Français]

Marilène Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan, BQ): Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue pour sa quatrième élection à la Chambre.

Au cours des années, comme moi, il a vu que quand on ne fait pas du surplace, on recule. Il a mentionné quelques éléments dans son discours et, plus tôt, j'ai parlé de l'exemple de l'assurance-emploi.

Que pense-t-il de ces promesses brisées, sinon de cet aveuglement volontaire du gouvernement, notamment par rapport à l'assurance-emploi?

[Traduction]

Todd Doherty: Monsieur le Président, nos collègues libéraux nous disent qu'il s'agit d'un nouveau gouvernement et que nous reparlons à neuf. Ils nous demandent de tout simplement oublier les 10 dernières années. Ils affirment à la Chambre qu'ils ont été élus et qu'ils ont obtenu un mandat clair. D'accord, mais ce mandat s'appuie sur un mensonge.

Le nouveau premier ministre a été élu parce qu'il a dit aux Canadiens qu'il avait un plan. Ce que nous avons constaté depuis le premier jour de son élection, c'est qu'il n'a pas de plan. Il ne présente aucun budget. Il ne peut pas nous expliquer la feuille de route ambitieuse vers la prospérité économique. Il est étonnant que les ministériels osent récupérer les lignes ridicules du passé à la Chambre.

Le vice-président adjoint (John Nater): Je demande aux députés de choisir judicieusement les mots qu'ils emploient.

Le député de Kitchener-Sud—Hespeler a la parole.

Matt Strauss (Kitchener-Sud—Hespeler, PCC): Monsieur le Président, je remercie le député de Cariboo—Prince George d'avoir mis en lumière cette situation épouvantable, qui ne fait qu'empirer. Tous les députés voient ce qui se passe dans le centre-ville des localités de leur circonscription.

Je n'ai entendu aucun député d'en face aborder ces problèmes. Lorsque les libéraux prennent la parole, ils parlent de changement. Seraient-ils en train d'admettre tacitement que leur expérience de décriminalisation des drogues et d'approvisionnement sûr a échoué? En plus de reconnaître leur échec, le député croit-il qu'il serait temps de présenter des excuses? Quels changements devraient être apportés immédiatement, selon lui?

Todd Doherty: C'est une excellente question, monsieur le Président, mais pourriez-vous m'accorder 10 minutes de plus pour y répondre?

Quand le nouveau député libéral de Victoria a pris la parole, il a souligné que la population avait élu un candidat libéral pour la première fois depuis des années. C'est honteux. Le *Globe and Mail* vient de publier un article selon lequel des régions entières de Victoria sont devenues de véritables ghettos et des zones de combat. Partout au pays, des communautés des Premières Nations et d'autres collectivités sont aux prises avec d'énormes problèmes de drogue et de criminalité et sont devenues de véritables zones de guerre. Les gens vivent comme des zombies. L'inaction, ce n'est pas de la compassion. On perpétue leur dépendance.

Je crois fermement que le premier ministre devrait prendre la parole au nom du Parti libéral et du caucus qu'il représente et présenter des excuses aux Canadiens pour l'échec lamentable qui a marqué les 10 dernières années.

L'Adresse

Lori Idlout (Nunavut, NDP): *Uqaqtittiji*, je félicite le député pour sa réélection. Ses discours sont toujours intéressants.

La crise des opioïdes a malheureusement aussi atteint ma circonscription, Nunavut, et c'est surprenant parce que toutes nos collectivités ne sont accessibles que par avion. Je me demande si le député convient que l'amélioration des installations de contrôle dans les ports et les aéroports serait un moyen de remédier à cette situation dans ma circonscription.

Todd Doherty: Monsieur le Président, le comité de la santé a parlé d'un meilleur contrôle dans des endroits tels que les aéroports et les salles de courrier, ainsi que d'une certaine traçabilité des médicaments détournés des services d'approvisionnement sûr. À chaque étape, les libéraux ont dit non. Il s'agit d'un enjeu important qui repose entièrement sur les épaules du premier ministre.

• (1335)

Stéphane Lauzon (Argenteuil—La Petite-Nation, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec ma collègue la députée de Nunavut.

[Français]

Monsieur le Président, c'est avec fierté que je prends aujourd'hui la parole à la suite du discours du Trône prononcé mardi par Sa Majesté le roi Charles III. Ce discours marquera le début d'une nouvelle session parlementaire. Il trace la voie d'un avenir plus juste, plus durable et plus prospère pour l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens.

Aujourd'hui, je souhaite mettre en lumière certains éléments de ce discours qui correspondent particulièrement aux réalités des gens de chez nous, dans Argenteuil—La Petite-Nation. Ma circonscription, majoritairement rurale, abrite une mosaïque de communautés dynamiques, de petites municipalités tissées serré aux côtés de deux pôles urbains. Il s'agit des gens de Lachute et d'une partie de Gatineau, dont les secteurs de Buckingham et de Masson-Angers. Partout, on retrouve la même aspiration: vivre dignement dans des milieux de vie abordables, bien desservis, accessibles et durables. Or, le discours du Trône fait état d'un engagement renouvelé envers la qualité de vie, la sécurité et l'abordabilité.

La construction de logements fait partie de nos priorités. Ce n'est pas un luxe, c'est une urgence. Chez nous, l'arrivée de nombreuses familles dans les dernières années a mis une pression énorme sur l'offre résidentielle. Les jeunes qui souhaitent s'établir frappent aux mêmes portes que les aînés qui cherchent à rester dans leur communauté et les nouveaux arrivants en quête d'un foyer. Il faut bâtir et vite, mais aussi le faire intelligemment. Cela, notre gouvernement l'a compris. Le gouvernement entreprendra une série de mesures pour aider à doubler le taux de construction résidentielle, tout en renouvelant complètement le secteur de la construction résidentielle en mettant à profit la technologie canadienne, les travailleurs qualifiés canadiens et le bois canadien.

Le gouvernement proposera des mesures pour créer des logements abordables au moyen de Maisons Canada, une organisation axée sur une mission qui accélérera la création de nouveaux logements abordables. Elle investira dans la croissance du secteur des maisons préfabriquées et modulaires. De plus, elle offrira un financement important aux constructeurs de logements abordables. Cela signifie qu'il faut aussi soutenir nos municipalités qui, trop souvent, n'ont ni les infrastructures ni les ressources humaines pour accueillir cette croissance comme il se doit, comme mentionné dans le discours du Trône. Le gouvernement améliorera le fonctionne-

ment du marché de l'habitation, notamment en réduisant de moitié les redevances d'aménagement municipal pour les bâtiments résidentiels à logements multiples. Le gouvernement augmentera le nombre de logements pour en faire baisser les prix.

Une phrase me touche particulièrement dans le discours du Trône: « Le Gouvernement est guidé par sa conviction selon laquelle l'économie ne peut être vigoureuse que si elle est au service de tous. » C'est particulièrement vrai chez nous dans Argenteuil—La Petite-Nation, surtout dans les municipalités rurales éloignées. Ces communautés sont le cœur battant du pays. Elles nourrissent nos villes. Elles préservent nos traditions. Elles innovent souvent dans l'ombre, mais elles font face à des défis uniques.

Nos municipalités sont vulnérables. Comme beaucoup de Canadiens et de Canadiennes, dans l'ensemble de notre pays, certains citoyens, jeunes et moins jeunes, peinent à atteindre leur plein potentiel. Notre gouvernement l'a compris. Il prend des mesures concrètes visant à rendre la vie plus abordable pour des citoyens de la classe moyenne, notamment en réduisant leurs impôts pour faire épargner jusqu'à 840 \$ par année aux familles à deux revenus, et en éliminant la taxe sur les produits et services, la TPS, pour les acheteurs d'une première propriété d'une valeur inférieure à 1 million de dollars, ce qui générera des économies pouvant s'élever jusqu'à 50 000 \$.

Notre gouvernement assurera la pérennité de programmes qui permettront aux jeunes et aux familles d'économiser des milliers de dollars par année, notamment le Régime canadien de soins dentaires, qui sera bientôt accessible à environ 8 millions de Canadiens et de Canadiennes. Pendant toute la campagne électorale, sur le terrain, une chose qui revenait sans cesse dans nos échanges, c'était l'importance de l'accès aux soins dentaires. De porte en porte, dans les marchés, dans les résidences pour aînés, les gens, surtout nos aînés, nous ont parlé du Régime canadien de soins dentaires. Ce n'est pas juste un enjeu parmi d'autres, mais une vraie question de dignité, de santé et de justice sociale. Je pense à Gisèle et Bruno, dans ma circonscription, un couple qui m'a arrêté cette semaine avec le sourire aux lèvres. Ce n'est qu'une image que je présente. Ils m'ont dit qu'ils avaient entamé les démarches pour recevoir les soins dentaires grâce à ce nouveau régime.

• (1340)

Gisèle m'a confié que, pour la première fois depuis des années, elle et son mari pourront consulter un dentiste sans se demander s'ils devront réduire d'autres dépenses. La conversation a duré deux minutes, mais le message transmis était fort: ce programme change des vies, ici et chez nous.

C'est pour des gens comme eux que ce plan existe. Les personnes ne devraient pas avoir à souffrir en silence ou à cacher leur sourire simplement parce qu'elles n'ont pas les moyens de se faire soigner. Ce programme a été mis sur pied grâce à un travail acharné, à une volonté politique et à une écoute attentive de ce que les citoyens nous disent jour après jour.

L'Adresse

Je tiens aussi à souligner l'importance du travail commun et solidaire effectué dans l'ensemble du pays afin de créer une seule économie, et non 13. Cela permettra la mobilité de la main-d'œuvre entre les provinces. J'aimerais parler de l'histoire d'un soudeur sans frontières et de l'histoire d'un métier et d'un pays à harmoniser. Pendant 21 ans, j'ai enfilé mon tablier de cuir, ajusté mon masque à souder et allumé ma torche. J'étais soudeur, mais aussi enseignant dans un centre de formation professionnelle dédié aux métiers de la construction. Chaque jour, je transmettais mon savoir à des jeunes et à des moins jeunes qui étaient tous animés par le désir de bâtir le Canada de demain, un mur d'acier ou un immeuble à la fois.

Or, il y avait toujours une limite que ni la chaleur d'un atelier ni la passion d'un métier ne pouvaient franchir, et c'étaient les frontières provinciales. Vivre et travailler dans une région frontalière, c'est côtoyer l'absurde. D'un côté de la route, les étudiants pouvaient espérer un emploi dès qu'ils avaient leur diplôme en poche. De l'autre côté de la route, malgré leurs compétences identiques, les étudiants se heurtaient à une montagne invisible, soit la reconnaissance provinciale des compétences. Chaque province veut définir ses propres critères et créer ses propres certifications. Au cœur de ce labyrinthe administratif, la main-d'œuvre reste bloquée et immobile, incapable de répondre aux besoins criants ailleurs. Ce paradoxe est d'autant plus frustrant que le pays a besoin de cette main-d'œuvre qualifiée prête à souder, à ériger et à bâtir.

La crise du logement fait rage et les chantiers attendent, mais les bras restent immobiles, non par manque de volonté, mais par absence d'harmonisation. Ce que j'ai appris au fil des années, c'est que le savoir-faire ne connaît pas de frontières. Une soudure de qualité reste une soudure de qualité, qu'on la réalise au Québec, en Ontario ou sur les pipelines en Alberta. Il est temps que notre système le reconnaisse aussi.

La préfabrication est une solution concrète. Je crois fermement que la préfabrication est l'une des voies d'avenir. Dans le monde de l'acier, nous connaissons cette méthode depuis longtemps. Il s'agit de fabriquer les éléments en usine et de les installer par la suite. En harmonisant nos compétences à l'échelle du pays, nous pourrions établir des centres de préfabrication régionaux capables de fournir des modules de logement et d'infrastructures prêts à assembler là où les besoins sont urgents.

J'aimerais parler d'un Canada fort et uni par les métiers. Oui, l'écosystème des métiers de la construction est complexe, mais ce n'est pas une fatalité. Former davantage de travailleurs, harmoniser les certifications et ouvrir les frontières intérieures, voilà ce qu'il nous faut pour bâtir un Canada plus résilient et plus solidaire. Je suis convaincu que les métiers ont un rôle essentiel, car, au bout du compte, un soudeur ne bâtit pas seulement en acier. Il bâtit des ponts entre les provinces, entre les générations, entre les besoins et les savoir-faire.

Argenteuil—La Petite-Nation est une circonscription québécoise où la majestueuse rivière des Outaouais trace la frontière avec l'Ontario. Nos communautés, d'un côté comme de l'autre, sont étroitement liées. Nos économies le sont aussi. Les obstacles au commerce intérieur et à la mobilité de la main-d'œuvre ont ralenti la croissance économique chez nous. Mes collègues comprendront que je ne peux que me réjouir de la volonté de notre gouvernement d'éliminer tous les autres obstacles fédéraux.

En conclusion, la vision du premier ministre et de notre gouvernement de bâtir un Canada fort et uni qui travaille de concert avec les provinces permettra enfin de mettre en place un réel système de

libre-échange à l'échelle du pays. Cela permettra au Canada de réaliser tout son potentiel économique et surtout de créer des occasions de développement économique et de prospérité partout au pays. Je suis déterminé à travailler avec tous mes collègues pour que la voix des régions et des gens d'Argenteuil—La Petite-Nation continue d'être entendue, écoutée, et surtout respectée.

• (1345)

[Traduction]

Tako Van Popta (Langley Township—Fraser Heights, PCC): Monsieur le Président, le député a souligné que la dernière solution du gouvernement libéral à la crise du logement consistait à construire davantage de maisons préfabriquées. Dans la région métropolitaine de Vancouver, où se trouve ma circonscription, nous avons construit des tours de 20 et 30 étages à proximité des stations de transport en commun.

La partie la plus difficile du développement urbain est le regroupement des terrains, les demandes de rezonage et la mise en place des services publics. En quoi les maisons préfabriquées permettront-elles de résoudre le problème?

[Français]

Stéphane Lauzon: Monsieur le Président, la préfabrication est un élément qui me tient à cœur, parce que je représente une circonscription rurale. Cependant, je connais aussi le monde urbain.

Le monde urbain, ça commence par un gouvernement qui veut offrir la pleine collaboration avec les gouvernements provinciaux, les territoires et les municipalités pour qu'ensemble, on puisse travailler à développer davantage et à faciliter le processus sur le plan de l'environnement et de l'urbanisation à travers les municipalités. C'est ensemble qu'on va travailler mieux et bâtir mieux.

Marilène Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon collègue d'Argenteuil—La Petite-Nation de son discours et je le félicite pour sa réélection. J'aimerais à mon tour lui poser une question en lien avec le logement.

Dans le discours du Trône, on a mentionné qu'on allait doubler le taux de construction de logements. Sachant qu'il y a actuellement 100 000 logements manquants au Québec, sans compter les logements qui sont manquants pour les Premières Nations, j'aimerais savoir quel est le nombre de logements que le gouvernement compte construire par année et à quel moment la situation se résorbera pour le Québec et le Canada.

Mon collègue peut-il nous donner plus de détails?

Stéphane Lauzon: Monsieur le Président, une lecture de discours du Trône se fait de manière large. Les enjeux qui y figurent nous donnent les lignes de conduite. Le travail est à faire. C'est pour ça que nous sommes élus comme députés.

Pour ma part, je m'engage, en tant que député, à réaliser le plus rapidement possible la construction de logements pour ma circonscription et pour le Québec, et à aider mes collègues de partout au Canada à faciliter la construction. Je pense qu'un bon pas a déjà été fait avec la réduction du prix d'achat de la première maison, mais également avec les investissements dans les municipalités pour les infrastructures. Je crois sincèrement que ça commence par un partenariat avec les municipalités pour pouvoir construire plus facilement.

L'Adresse

Tim Watchorn (Les Pays-d'en-Haut, Lib.): Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je me lève à la Chambre, je tiens à remercier les électeurs des Pays-d'en-Haut de m'avoir permis de siéger à la Chambre. C'est un honneur pour moi de les représenter.

Mon collègue a souligné l'importance de soutenir les municipalités avec les infrastructures. Je suis un ingénieur civil. J'ai été maire de la municipalité de Morin-Heights pendant 16 ans. Je connais très bien les enjeux des infrastructures.

J'aimerais que le député d'Argenteuil—La Petite-Nation nous en dise davantage sur la manière dont le gouvernement va aider les municipalités à obtenir les sommes requises pour mener à bien ces projets.

Stéphane Lauzon: Monsieur le Président, nous avons eu l'occasion de travailler avec des ingénieurs qui connaissent bien la situation du marché. Les municipalités du Québec avec lesquelles nous avons travaillé nous ont toutes parlé du déficit d'infrastructures. On ne peut pas construire si on n'a pas d'infrastructures d'eau potable ou d'eaux usées.

Nous avons donc pris l'engagement, dans le discours du Trône, de soutenir les promoteurs jusqu'à 50 % des coûts engendrés par les entrepreneurs qui vont développer des logements dans des projets structurants pour le logement, que ce soit en milieu rural ou urbain. Nous allons être là pour soutenir les entreprises qui veulent construire. Plus on construira de logements, plus les loyers seront abordables.

• (1350)

[Traduction]

Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Uqaqtittiji*, je remercie le député d'Argenteuil—La Petite-Nation de partager son temps de parole avec moi. J'espère qu'il s'agit de la première d'une longue série de collaborations.

Premièrement, je remercie les habitants du Nunavut de m'avoir élue pour les représenter et amplifier leurs voix à la Chambre. Je remercie les bénévoles, les donateurs et le personnel d'avoir insufflé leur énergie à ma campagne. Je remercie ma famille, et tout spécialement mon époux Allan, d'appuyer mon travail.

Je souligne que nous nous trouvons sur un territoire algonquin anishinabe non cédé.

Le discours du Trône était assez semblable au dernier que j'ai entendu. Encore une fois, il y avait des lacunes importantes. Il n'y est nullement question des soins de santé, de logement à but non lucratif et de logement pour les Autochtones, des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation ni des appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Il n'y avait rien sur la lutte contre le coût élevé des produits alimentaires et le programme Nutrition Nord, ni sur la nécessité d'obliger les riches à payer ce qu'ils doivent.

Tout d'abord, en ce qui concerne les soins de santé, soulignons que les habitants du Nunavut n'ont pas accès aux soins de base. Le programme des services de santé non assurés repose en grande partie sur les déplacements pour raisons médicales. Les 25 petits villages du Nunavut sont accessibles uniquement par avion. Lorsqu'un de mes concitoyens a besoin de soins médicaux, il est transporté par avion à Iqaluit, à Ottawa, à Winnipeg, à Yellowknife ou à Edmonton parce qu'il n'y a pas assez de médecins sur place.

Je représente la plus grande circonscription au monde. Le Nunavut fait plus de 2 millions de kilomètres carrés. Il fait huit fois la taille du Royaume-Uni, mais il n'y a qu'un seul hôpital. Par conséquent, les Nunavummiuts doivent se rendre dans des villes du Sud pour obtenir des soins médicaux. Au lieu de renforcer les capacités en matière de soins de santé au Nunavut, le gouvernement fédéral a décidé de subventionner les compagnies aériennes, qui engrangent d'énormes profits grâce au transport médical.

Les aînés ne peuvent pas vieillir chez eux. En vieillissant, il est courant que nos besoins médicaux augmentent. Il arrive trop souvent que les aînés du Nunavut soient exilés dans des établissements du Sud. Ils sont déracinés de leur milieu et du régime alimentaire qu'ils connaissent, et on les force à recevoir des soins qui ne sont pas adaptés à leur culture. C'est une horrible manière de vivre les dernières années de sa vie, surtout dans le cas des aînés qui ont été victimes de politiques génocidaires comme les pensionnats autochtones, l'abattage de chiens et les réinstallations forcées. Nous devons en faire davantage pour aider les aînés à rester dans les collectivités du Nunavut et investir dans chaque hameau afin de construire des *qammaq* des aînés et de donner accès à du transport et à des soins médicaux.

Le gouvernement fédéral est responsable de financer le Programme des services de santé non assurés, mais il continue de ne pas transférer les fonds en temps opportun. Le gouvernement du Nunavut est obligé d'utiliser ses maigres fonds pour assurer la prestation des soins médicaux. Par conséquent, le gouvernement du Nunavut ne peut pas centrer ses efforts sur la construction d'écoles, d'établissements de soins de longue durée ou de logements parce qu'il subventionne le gouvernement fédéral. Le ministre de la Santé du Nunavut est frustré par le manque à gagner dans le financement fédéral et par le refus du gouvernement fédéral de négocier de bonne foi. Sans un accord négocié en bonne et due forme, le gouvernement territorial ne peut pas donner suite à ses propres priorités. Le sous-financement chronique des investissements dans le Nunavut et ses habitants était une réalité avant la création du territoire en 1999, et rien n'a changé aujourd'hui.

Le discours du Trône énonce que les transferts aux territoires seraient maintenus. C'est tout à fait inacceptable. Maintenir les transferts au gouvernement territorial signifie qu'il n'y aura aucune augmentation, même dans le contexte où le coût de tout augmente.

Le coût de la vie est exacerbé par le manque d'infrastructures pour les aéroports et les ports maritimes. Un exemple récent est le délai pour mon assermentation. Celle-ci a été retardée de deux semaines parce que des vols ont été annulés ou retardés. Souvent, les vols sont carrément annulés en raison des conditions météorologiques au lieu d'être simplement remis à plus tard dans la journée quand les conditions météorologiques deviennent plus favorables.

• (1355)

La piste de l'aéroport de Cambridge Bay n'est pas asphaltée, ce qui cause des problèmes mécaniques pour les avions et a une incidence sur les horaires des vols. Comment le gouvernement peut-il parler de sécurité et de défense dans l'Arctique alors qu'il n'investit même pas dans le pavage des pistes d'aéroport?

Le manque d'infrastructures de transport a une incidence sur le coût de la vie. Le prix des aliments est si élevé au Nunavut que mes concitoyens me disent régulièrement qu'ils ne mangent pas à leur faim. Par exemple, à Pangnirtung, un paquet de quatre épis de maïs coûte 15 \$. Non seulement les aliments coûtent très cher, mais les fruits et les légumes sont souvent avariés avant d'arriver sur les tablettes des magasins au Nunavut. J'étais à Grise Fiord en mars dernier, et les pommes de terre qu'on y vendait avaient déjà commencé à germer, et la laitue était brune.

Il existe des solutions à ces problèmes. L'Arctic Research Foundation a construit une serre à partir d'un conteneur maritime à Gjoa Haven. Les habitants de cette communauté ont maintenant accès à de la laitue et à des fruits et légumes frais. Ce seul projet a beaucoup contribué à la sécurité alimentaire à Gjoa Haven. Des projets semblables dans toutes les collectivités peuvent être utiles. Si le gouvernement fédéral prend la sécurité de l'Arctique au sérieux, il doit investir dans des projets semblables dirigés par des Inuits, qu'il s'agisse de congélateurs communautaires, d'usines de transformation des aliments ou de serres.

Le Nunavut affiche le plus haut taux de pauvreté chez les enfants au Canada, ce taux étant de 42 %, comparativement au taux national de 18,1 %. Le Nunavut affiche également le plus haut taux d'insécurité alimentaire de toutes les provinces et de tous les territoires. Ces statistiques ne semblent pas avoir d'importance pour le gouvernement fédéral, puisqu'il a annulé le programme de bons alimentaires dans les hameaux de l'initiative Les enfants inuits d'abord. Aucune raison n'a été fournie. Ce programme servait plus de 15 000 enfants inuits. Enfin, les enfants se rendaient à l'école avec un petit-déjeuner dans le ventre. Sans ce programme, les enfants et les familles inuits souffrent de faim quotidiennement. C'est inacceptable.

Les libéraux ont annulé le programme de bons alimentaires, qui était pourtant une réussite, mais ils ont conservé le programme Nutrition Nord, qui, lui, est un échec. Tous les Nunavummiuts savent que le programme Nutrition Nord ne fonctionne pas. Au lieu de le réformer, les libéraux ont chargé une Inuk de l'examiner. Malgré tout le respect que j'ai pour Aluki Kotierk, je doute de la nécessité de cet examen, puisqu'il est parfaitement évident que le programme Nutrition Nord permet à des entreprises telles que la Compagnie du Nord-Ouest d'empocher des profits records.

Le gouvernement fait la sourde oreille aux Nunavummiuts et aux Autochtones. En tant que députée de Nunavut, je continuerai de faire entendre la voix des Inuits et des Nunavummiuts en cet endroit pour amener le gouvernement à remédier au sous-financement chronique du territoire, à protéger les enfants et les familles inuits et à aménager les infrastructures et les habitations dont le Nunavut a si désespérément besoin.

Sur ce, je propose le sous-amendement suivant: Que l'amendement des conservateurs soit modifié par adjonction de ce qui suit: « ainsi que des peuples autochtones ». La députée de Winnipeg-Centre est la comotionnaire.

Le vice-président adjoint (John Nater): Je regrette de devoir informer la députée de Nunavut que la comotionnaire doit se trouver à la Chambre ou être présente en ligne. Puisque ce n'est pas le cas, le sous-amendement ne peut pas être proposé.

L'Adresse

• (1400)

Lori Idlout: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Pourriez-vous vérifier si le député de Courtenay—Alberni est en ligne?

Le vice-président adjoint (John Nater): Je ne vois pas le député de Courtenay—Alberni en ligne. Il ne peut donc pas appuyer le sous-amendement.

Nous passons aux questions et observations. Le député de Winnipeg-Nord a la parole.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, je ne voudrais pas donner l'impression erronée que le gouvernement précédent a ignoré de quelque façon que ce soit les besoins du Nord et des peuples autochtones en général. Je mettrais d'ailleurs la députée d'en face au défi de nommer un gouvernement qui a consacré plus de ressources financières au Nord que le gouvernement précédent.

Cela dit, je m'attends à ce que nous soyons très occupés au cours des prochaines semaines et à ce qu'on mette l'accent sur la coopération puisque, dans la foulée des récentes élections, on traitera de questions prioritaires liées à la construction de grands projets nationaux, si je peux m'exprimer ainsi, qui bénéficient de la coopération des provinces et des territoires. Nous présenterons d'autres mesures législatives, comme l'allègement fiscal dont bénéficieront 22 millions de Canadiens. C'est le chiffre exact, je crois. La députée d'en face appuiera-t-elle ces initiatives?

Lori Idlout: *Uqaqtittiji*, je vais d'abord répondre au préambule du député. Pendant des décennies, tous les gouvernements libéraux et conservateurs ont sous-investi au Nunavut et dans les peuples autochtones, ce qui explique les importantes lacunes en matière d'infrastructures qui touchent ces collectivités, qui se chiffrent en milliards de dollars. Souligner que le gouvernement libéral précédent a dépensé plus que les autres gouvernements ne suffit pas.

En ce qui concerne les projets que vous avez mentionnés, je pense que l'imposition du programme du premier ministre pour un seul projet ou un seul examen reviendra à faire abstraction de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Cette politique ne doit pas violer les droits des Autochtones. Les projets de développement sur les territoires autochtones doivent respecter les droits protégés par la Constitution avant même leur réalisation. Si tel est le cas, les peuples autochtones pourraient bénéficier de...

Le vice-président adjoint (John Nater): Je rappelle à mes collègues qu'ils doivent adresser leurs observations à la présidence.

Le député de Bruce—Grey—Owen Sound a la parole.

Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, je tiens à féliciter la députée de sa réélection.

Dans son discours, elle a parlé du manque d'infrastructures militaires dans le Nord, au Nunavut. J'aimerais qu'elle nous fasse part de son opinion sur les retombées économiques non seulement pour les militaires, mais aussi pour les collectivités du Nord, des investissements dans les infrastructures militaires par le gouvernement fédéral.

L'Adresse

Lori Idlout: *Uqaqtittiji*, bien que je comprenne l'importance accordée à la défense nationale, j'espère sincèrement qu'en mettant l'accent mis sur la sécurité et la souveraineté dans l'Arctique permettra aux Nunavummiuts de jouer un rôle dans ces domaines. À ce stade, si l'armée arrive simplement avec une approche universelle, cela ne fera que multiplier les problèmes sociaux. Cependant, si nous levons les obstacles afin que les Nunavummiuts puissent jouer un rôle dans la sécurité et la souveraineté de l'Arctique, par exemple en investissant dans les Rangers canadiens, je pense que tout le monde y gagnerait.

[Français]

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lestiguj, BQ): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de cet exposé complet des différents et grands défis auxquels fait face le Nunavut.

Au Québec, au Nunavik, nous avons également d'importants défis. L'actualité de ces derniers jours nous a amenés à nous poser des questions sur la manière d'assurer des infrastructures en eau potable et des infrastructures d'égoûts, notamment pour la communauté de Puvirnituk.

Ma collègue peut-elle éclairer la Chambre quant à la façon dont le Nunavut répond à ce type de défi?

[Traduction]

Lori Idlout: *Uqaqtittiji*, je félicite le député pour son premier mandat. Nous avons eu une brève conversation et je pense que nous n'aurons aucun mal à travailler ensemble.

À mon avis, nous pourrions nous servir des dépenses consacrées à l'OTAN comme moyen de garantir l'augmentation des investissements dans le Nord. Affirmer que les habitants du Nord doivent jouer un rôle dans la souveraineté et la sécurité de l'Arctique serait un bon moyen d'atteindre notre objectif de 2 %. En investissant dans les infrastructures du Nord nous pourrions atteindre ces objectifs et les habitants du Nord pourraient participer à la sécurité de l'Arctique.

• (1405)

Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands—Rideau Lakes, CPC): Monsieur le Président, je félicite les députés qui ont remporté l'élection dans leur circonscription. C'est une expérience épuisante. Je félicite les députés qui ont été élus pour la première fois et je souhaite un bon retour à ceux qui ont été réélus.

C'est un réel honneur pour quiconque de servir dans cette enceinte. Je sers moi-même une collectivité de 100 000 personnes. J'ai l'énorme responsabilité de faire entendre leur voix au Parlement du Canada. Comme tous les Canadiens, les habitants de Leeds—Grenville—Thousand Islands—Rideau Lakes veulent que leur gouvernement, leur Parlement et leur pays travaillent pour eux.

Bien que les opinions diffèrent au sein de la Chambre quant aux mesures à prendre pour servir au mieux les Canadiens et assumer notre rôle dans le monde, selon moi, nous pensons tous que nous vivons dans le meilleur pays du monde et que les plus beaux jours du Canada sont à venir.

Je me réjouis à l'idée de trouver des occasions où nous pourrions travailler ensemble pour nous attaquer à ce que les membres de toutes nos collectivités considèrent comme des priorités, à savoir l'abordabilité, des logements à la portée des jeunes, la sécurité dans les rues et des files d'attente moins longues aux banques alimentaires. Lorsque je rencontre les personnes qui travaillent dans les

banques alimentaires de ma collectivité, je leur dis toujours que j'admire énormément leur travail et leur passion. Rares sont ceux qui veulent travailler dans un domaine où ils risquent de perdre leur emploi, mais ceux qui viennent en aide aux plus démunis, à ceux qui ont besoin d'un coup de pouce, sont toujours déterminés à le faire dans le but de voir un jour une collectivité où leurs services ne seront plus nécessaires. Je les remercie de leur dévouement. Je sais que nous voulons tous aider les personnes qui ont recours à ces services, aider celles qui n'ont pas les moyens de se loger, contribuer à augmenter le pouvoir d'achat des Canadiens et aider notre pays à réaliser tout son potentiel sur la scène internationale.

Je ne serais pas ici aujourd'hui, à la suite de ma quatrième victoire électorale, sans le soutien des personnes les plus importantes de ma vie: ma femme Amanda et mes enfants Luke, Ama, Michaela, James et Nathan. Lorsque j'ai commencé cette aventure, en 2018, James venait tout juste d'arriver dans la famille Barrett. Nous n'aurions jamais pu rêver ni espérer que Nathan se joigne à nous, mais à ma deuxième élection, il était déjà parmi nous. Je les remercie énormément de leur amour et de leur soutien.

Beaucoup de temps s'est écoulé. Nous avons travaillé fort ces dernières années. C'est la première élection où ma femme n'avait pas un bébé dans les bras et où elle a pu faire du porte-à-porte avec moi pour rencontrer les membres de notre collectivité, écouter leurs questions, leurs problèmes, leurs rêves et leurs espoirs. Ils veulent les mêmes choses que ma famille. Ils veulent de l'espoir. Ils savent que nous ne pouvons pas changer les choses du jour au lendemain, mais que nous devons avoir un plan. C'est ce à quoi les Canadiens s'attendent.

Lors des élections, le très honorable premier ministre a été élu en promettant d'être l'homme avec un plan, et non l'homme avec des slogans. Des slogans, il y en a eu et nous les avons entendus. Cependant, nous attendons toujours son plan.

Nous avons eu un discours du Trône prononcé par Sa Majesté. Ce fut une journée mémorable. Je crois qu'il est très important de rappeler aux Canadiens le lien durable entre le Parlement et la Couronne, la force et les fondements de notre démocratie et l'histoire de notre système. Ce fut formidable que la nouvelle session de notre Parlement soit ouverte de cette manière.

J'ai eu l'occasion de rencontrer Sa Majesté. Au cours d'un échange, il a exprimé l'espoir que nous retournerions à l'édifice du Centre. Il espérait que ce retour ne serait pas trop retardé.

• (1410)

Dans ce qui, j'en suis convaincu, serait un écart par rapport au protocole, j'ai invité Sa Majesté à revenir pour l'ouverture de la session parlementaire à notre retour à l'édifice du Centre. Il s'est montré très ouvert à cette idée. J'attends donc ce jour avec impatience. Nous sommes ici, à la Chambre des communes, et la population canadienne tient à voir en quoi consiste le fameux plan du gouvernement libéral.

Le discours du Trône prononcé par le roi contenait bon nombre des éléments du programme présenté par le premier ministre pendant la dernière campagne électorale. Par la suite, nous nous attendions à ce que les libéraux nous présentent leur cadre financier. À quoi cela ressemble-t-il? Comment les libéraux vont-ils financer leurs promesses? Quelles mesures précises vont-ils prendre? Comment vont-ils financer la construction de logements abordables, ou réduire le fardeau fiscal des contribuables?

De quelle manière les libéraux vont-ils financer les mesures de soutien accrues dont les Forces armées canadiennes ont besoin, l'équipement dont les hommes et les femmes courageux qui servent notre pays ont besoin? Nous avons besoin de recrues, et de prendre soin des soldats que nous avons déjà. Bien entendu, comment allons-nous prendre soin de ceux et celles qui ont servi notre pays? Comment allons-nous prendre soin de nos anciens combattants? Comment tout cela se traduit-il dans un budget?

Il faut élargir l'effectif de l'Agence des services frontaliers du Canada pour protéger nos frontières et pour protéger les Canadiens contre les menaces provenant de l'extérieur. Il nous faut des policiers de première ligne. Comment les libéraux vont-ils financer ces programmes? Que feront-ils pour assurer la sécurité des Canadiens dans leurs collectivités et pour garder les récidivistes violents derrière les barreaux? Il nous faut un budget pour obtenir ce genre de renseignements.

Les conservateurs ont proposé un amendement qui relève du gros bon sens. Il dit:

[...] et nous demandons instamment aux conseillers de Votre Majesté de s'engager fermement à présenter au Parlement une mise à jour économique ou un budget au printemps, avant que la Chambre n'ajourne ses travaux pour l'été, qui intègre des mesures visant à libérer le potentiel économique du Canada, y compris la pleine responsabilité des finances du Canada, dans le respect des champs de compétence et des institutions du Québec et des provinces.

Voilà ce à quoi les Canadiens s'attendent. Il ne s'agit pas d'un nouvel amendement, mais c'est ce à quoi les conservateurs s'attendent. Nous voulons travailler de pair à l'obtention de résultats pour les Canadiens. Nous voulons réduire les taxes. Nous voulons faire construire des habitations. Nous voulons des rues plus sûres. Nous voulons que les files d'attente cessent devant les banques alimentaires. Nous voulons que les Canadiens aient un bon pouvoir d'achat. Ceux qui occupent un, voire deux emplois renforcent notre pays. Nous voulons qu'ils aient un bon pouvoir d'achat et qu'ils jouissent de la liberté qui est le résultat du dur labeur qu'ils ont consacré à l'édification de notre pays.

C'est une insigne responsabilité que nous avons, mais nous, les parlementaires, nous devons montrer qu'il y a un plan. Notre rôle, en tant que loyale opposition de Sa Majesté, est de demander des comptes au gouvernement. Ce que nous attendons du gouvernement, c'est un plan pour que nous puissions l'examiner et donner les meilleurs résultats possible aux Canadiens. C'est pour cela que je passe du temps loin de ma famille. C'est pour cela que je veux servir ma communauté.

Je m'en voudrais de ne pas mentionner quelqu'un. Il n'a pas pu se joindre à moi pour mon assermentation cette fois-ci, à cause de sa santé. Mon grand-père, Francis Barrett, qui a 96 ans et demi, est fier d'être Canadien. Il a servi dans la Gendarmerie royale du Canada et il aime notre pays. Il m'a beaucoup appris sur l'importance de répondre aux besoins des générations futures, tout comme sa génération l'a fait pour nous.

J'aime ce pays. Je suis très fier d'être de retour pour représenter les gens de ma collectivité. Je travaillerai extrêmement fort pour eux, tout comme, je le sais, les autres députés à la Chambre. Nous avons hâte de voir le plan du gouvernement et nous lui demandons de le présenter aujourd'hui. Je remercie tous les Canadiens.

• (1415)

[Français]

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord avec mon

L'Adresse

collègue: le Canada est le meilleur pays au monde. D'ailleurs, en ces temps de changements, on a vu que les Canadiens sont capables de s'unir autour d'un projet visant à renforcer et à unifier notre économie. Cependant, j'ai plus de difficulté à comprendre comment mon collègue, s'il croit comme moi que le Canada est le meilleur pays au monde, peut se ranger derrière son chef, qui parle de notre pays en termes négatifs depuis des années et répète à qui veut l'entendre, à tort, que le Canada est brisé.

[Traduction]

Michael Barrett: Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue au député et je le félicite pour sa victoire électorale.

Il est important que le gouvernement nous rende des comptes. Le chef du parti du député a procédé à un changement de cap complet ou, du moins, il s'est engagé à faire marche arrière sur bon nombre des mesures néfastes que les collègues du député et son parti ont infligées au Canada au cours des 10 dernières années. Les libéraux doivent réparer les pots cassés et assumer leurs responsabilités.

La meilleure contribution que le député et ses collègues puissent faire est de veiller à ce qu'un plan solide nous soit présenté. Or, demander au Parlement d'approuver sans discussion des dépenses d'un demi-billion de dollars, comme le gouvernement nous a dit cette semaine avoir l'intention de le faire, ne constitue pas un plan. Une telle demande risque d'entraîner le même genre de saccage économique que ce dont nous avons été témoins au cours des 10 dernières années. C'est un scénario que nous n'avons pas besoin de répéter. Le gouvernement doit présenter un budget.

Andrew Lawton (Elgin—St. Thomas—London-Sud, PCC): Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue pour sa réélection. Comme les députés le savent peut-être, au cours de la législature précédente, il a été ministre du cabinet fantôme en matière d'éthique, ce qui, sous le gouvernement précédent, était selon moi l'équivalent de trois emplois et demi à temps plein. Il a été très occupé par la multitude de scandales et de manquements à l'éthique de la part de Justin Trudeau et de bon nombre de ses ministres. Maintenant, il y a un soi-disant nouveau gouvernement et le premier ministre qui ne veut même pas divulguer d'information sur de potentiels conflits d'intérêts.

Je me demande si le député est prêt à faire face à la possibilité de devoir demander des comptes au gouvernement sur de nombreux manquements à l'éthique, comme il a dû le faire lors de la dernière législature.

Michael Barrett: Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue à mon collègue dans cette enceinte. Il a manifestement observé attentivement de ce qui s'est passé au cours des dix dernières années, et cette période n'a pas été encourageante pour les Canadiens. Justin Trudeau a donné l'exemple en commettant une série d'infractions aux règles en matière d'éthique, et cet exemple a malheureusement été suivi par d'autres membres de son Cabinet.

L'Adresse

L'espoir fait vivre, et je suis très optimiste quant au changement de cap du nouveau premier ministre. Il y a une occasion à saisir. Toutefois, il y a des questions non résolues, notamment le fait que le premier ministre doit encore faire des déclarations aux Canadiens sur quelques questions importantes, notamment pour déterminer si ses investissements ont été placés dans des paradis fiscaux et s'il a évité de payer sa part des impôts qui servent à payer les services importants dont les Canadiens ont besoin. Le premier ministre a encore la possibilité de donner un nouveau ton. Je reste très optimiste, mais, dans tous les cas, je suis prêt à travailler sans relâche pour qu'il rende des comptes.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je pense au fait que Pierre Poilievre n'a jamais obtenu d'habilitation de sécurité. On m'en a parlé lorsque j'ai fait du porte-à-porte, car les Canadiens se demandaient pourquoi le chef du Parti conservateur avait fait ce choix. La question était légitime avant les élections et durant la campagne, et j'estime qu'elle le demeure à ce jour.

Je me demande si le député, qui est porte-parole en matière d'éthique, recommanderait à son chef d'obtenir l'habilitation de sécurité, étant donné que tous les autres chefs ont jugé bon de l'obtenir. Ne pense-t-il pas que son chef devrait avoir une habilitation de sécurité?

Michael Barrett: Monsieur le Président, malgré cette prestation, je souhaite au député un bon retour à la Chambre. Il la connaît mieux que la plupart d'entre nous, puisqu'il passe énormément de temps dans cette enceinte, où il siège aussi pour servir ses concitoyens.

Il est important que le chef de l'opposition puisse faire son travail. Comme l'ont déclaré d'anciens chefs de l'opposition, le cadre mis en place par le gouvernement Trudeau aurait nui à la capacité du chef de l'opposition de demander des comptes au gouvernement, ce qu'il a l'obligation constitutionnelle de faire. Pour notre part, nous continuerons de demander des comptes au gouvernement.

• (1420)

Michael Kram (Regina—Wascana, CPC): Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter pour vos nouvelles fonctions à la présidence. Je sais que c'est un poste que vous convoitiez depuis un certain temps et je suis absolument convaincu que vous vous acquitterez à merveille de vos nouvelles fonctions.

Comme il s'agit de mon premier discours de la 45^e législature, je tiens à prendre un instant pour remercier les habitants de Regina—Wascana de m'avoir élu une troisième fois pour défendre leurs intérêts à la Chambre des communes. Je leur promets solennellement de faire de mon mieux pour remplir cette fonction chaque jour.

Bien sûr, je tiens à remercier les nombreux bénévoles qui ont travaillé sans relâche lors de la campagne électorale en faisant du porte-à-porte, en plantant des affiches sur les pelouses et en offrant aux gens de les conduire aux bureaux de scrutin le jour des élections.

Évidemment, je tiens à remercier ma famille de m'avoir soutenu à toutes les étapes de ce long parcours, y compris jusqu'à la Colline du Parlement pour ma cérémonie d'assermentation la semaine dernière.

Parlant de longs parcours, ce fut certainement un plaisir d'accueillir le roi Charles à Ottawa pour le discours du Trône. Étant donné qu'il s'agit d'une nouvelle législature et que les Canadiens ont

dit qu'ils voulaient que les politiciens collaborent, je vais commencer par souligner certains des éléments positifs du discours du Trône.

La baisse d'impôt et l'élimination de la TPS sur les maisons neuves sont des initiatives que les conservateurs réclament depuis longtemps. Les libéraux ne sont pas allés aussi loin que nous l'aurions souhaité, mais, s'ils veulent voler les idées des conservateurs, nous n'allons certainement pas nous en plaindre.

Dans l'ensemble, même si le discours du roi contenait beaucoup de mots positifs, il manquait assurément de détails sur la façon d'atteindre ses objectifs. C'est inquiétant, d'autant plus que le Parlement n'a pas siégé depuis Noël et qu'il ne reprendra pas ses travaux avant l'automne.

Néanmoins, on a brièvement parlé dans le discours du Trône de permettre au Canada « de devenir une superpuissance en matière d'énergie ». Compte tenu de la brièveté de cette allusion, je ne pense pas que le gouvernement actuel comprenne pleinement l'importance que revêt le secteur des ressources naturelles pour notre prospérité future et en particulier pour celle de la Saskatchewan. Bon an mal an, entre 10 % et 15 % des revenus de la province proviennent des redevances sur les ressources naturelles. Cela signifie qu'entre 10 et 15 % du financement de chaque hôpital, école et service social dépend de l'acheminement des ressources saskatchewanaises vers les marchés, et qu'entre 10 et 15 % du salaire de chaque médecin, infirmier, enseignant et travailleur social dépend du secteur des ressources naturelles. Pourtant, s'il devient impossible d'acheminer les ressources de la Saskatchewan vers les marchés, s'il devient impossible d'acheminer le pétrole, le gaz, la potasse et l'uranium aux acheteurs, il devient d'autant plus difficile de construire des hôpitaux et des écoles ou d'embaucher plus d'infirmiers et d'enseignants. Par conséquent, les services gouvernementaux et la qualité de vie se dégraderont.

Cela soulève une question évidente: quelle est la meilleure façon pour une province enclavée comme la Saskatchewan d'acheminer ses ressources vers les marchés, tant au Canada qu'à l'étranger? En ce qui concerne le pétrole et le gaz, la réponse évidente, ce sont les pipelines. Nous devons construire des pipelines pour améliorer la qualité de vie des Canadiens. Il est donc assurément préoccupant que le discours du Trône parle aussi peu du développement du secteur des ressources naturelles.

Le discours mentionne la mise sur pied d'un bureau des grands projets fédéraux, qui, espérons-le, permettrait d'approuver les projets de pipeline et d'accélérer leur réalisation. Malheureusement, à sa première période des questions mercredi, le premier ministre a refusé de dire si de nouveaux pipelines allaient être approuvés. Il a laissé à son ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le soin d'apporter des précisions. Voici ce qu'il a dit: « [...] nous sommes prêts à soutenir la construction de nouveaux oléoducs s'il existe un consensus en ce sens au sein de la population canadienne ». Le premier ministre n'arrive même pas à obtenir un consensus au sein de son Cabinet sur la construction des pipelines. Comment pourrait-il alors obtenir un consensus à l'échelle du pays? À mon avis, tant que l'ancien ministre de l'Environnement, le député de Laurier—Sainte-Marie à la combinaison orange qui a escaladé la tour CN, fera partie du Cabinet, aucun nouveau projet de pipeline ne verra le jour dans notre pays.

L'Adresse

● (1425)

Pendant la campagne électorale, lorsque je faisais du porte-à-porte dans Regina—Wascana, presque chaque jour j'entendais une histoire de longues listes d'attente pour voir un médecin spécialiste, de longues nuits à l'urgence d'un hôpital simplement pour voir un médecin, de salles de classe surpeuplées ou d'infirmières et d'enseignants surchargés de travail et sous-payés. Voilà le résultat direct d'un budget provincial étiré au maximum parce que, au cours des 10 dernières années, le gouvernement libéral s'est opposé à toute construction de pipeline dans ce pays.

Le secteur des ressources naturelles de la Saskatchewan n'est pas seulement bon pour remplir les coffres du gouvernement provincial. Pensons aux travailleurs des mines et des plateformes pétrolières. Auparavant, ce secteur offrait des emplois à un grand nombre de Canadiens qui pouvaient ainsi gagner leur vie et élever une famille. Malheureusement, dans le Sud de la Saskatchewan, le secteur des ressources naturelles a perdu des milliers d'emplois au cours des 10 dernières années parce que le gouvernement libéral a adopté des politiques visant à garder les ressources naturelles sous terre.

N'oublions pas que l'un des plus grands employeurs de Regina, Evraz North America, fabrique des pipelines. Les membres de la section locale 5890 du Syndicat des Métallos, le syndicat qui représente les employés d'Evraz, avaient des emplois stables et prévisibles tant et aussi longtemps que des pipelines étaient construits et qu'il y avait de nouveaux projets de pipelines à l'horizon. Cependant, ils ont eux aussi subi des centaines de mises à pied parce que le gouvernement libéral est contre les pipelines. De nombreux autres habitants de Regina bénéficient directement du développement du secteur des ressources naturelles, y compris les nombreuses entreprises de services de l'industrie pétrolière et gazière et, bien sûr, les travailleurs de la raffinerie Co-op de Regina.

Pour qu'un plus grand nombre de pipelines soient construits, les libéraux doivent annuler le C-69, la loi anti-pipelines. Cette loi adoptée par les libéraux en 2019 a fait en sorte qu'il est impossible pour le secteur privé de construire des pipelines au Canada. Une fois que le C-69 sera enfin annulé et que nous pourrons à nouveau construire des pipelines en sol canadien, l'étape suivante consistera à expédier le pétrole et le gaz canadiens de l'autre côté de l'océan

vers d'autres pays. Les libéraux devront donc également annuler le C-48, qui vise l'interdiction des pétroliers sur la côte Ouest. Prenons l'exemple du projet de pipeline Northern Gateway. Ce pipeline, dont la demande a été présentée et approuvée sous le gouvernement conservateur précédent, aurait permis d'acheminer le pétrole et le gaz canadiens vers la côte du Nord de la Colombie-Britannique, puis vers des clients en Asie. Malheureusement, ce projet de pipeline est tombé à l'eau lorsque les libéraux ont annoncé qu'ils ne permettraient pas aux pétroliers de transporter le pétrole depuis l'extrémité du pipeline vers les clients en Asie et dans le monde entier.

Le gouvernement libéral ne peut plus ignorer les contributions que notre secteur des ressources naturelles peut apporter au commerce international ainsi qu'à la paix et à la sécurité internationales. Nos alliés ne devraient pas acheter de pétrole et de gaz à des dictateurs en Russie ou au Moyen-Orient. Ils devraient les acheter au Canada. C'est exactement ce que le premier ministre japonais, le chancelier allemand, le premier ministre grec et des représentants de nombreux autres pays ont demandé au Canada.

Il est prévu que la Chambre ajourne ses travaux pour l'été le 20 juin. Cela signifie qu'en raison de la décision des libéraux de proroger le Parlement et de déclencher des élections anticipées, lorsque la Chambre reprendra ses travaux à l'automne, nous n'aurons siégé que 20 jours depuis Noël. Comme ces 20 jours ne sont apparemment pas suffisants pour que les libéraux déposent un budget, je ne me fais pas trop d'illusions concernant l'adoption d'une mesure législative visant à abroger les dispositions des projets de loi C-69 et C-48 ou à régler les nombreux autres problèmes qu'ils ont créés au cours des 10 dernières années. Si les libéraux veulent vraiment collaborer et voler encore plus d'idées aux conservateurs, en particulier celles qui concernent les pipelines et le secteur des ressources naturelles, nous serons heureux de coopérer.

● (1430)

Le vice-président adjoint (John Nater): Comme il est 14 h 30, la Chambre s'ajourne à lundi, à 11 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 14 h 30.)

TABLE DES MATIÈRES

Le vendredi 30 mai 2025

DISCOURS DU TRÔNE		Les finances	
Reprise du débat sur l'Adresse en réponse		Lawton	154
Jansen	143	London-Centre	
Lavoie	145	Fragiskatos	154
DeBellefeuille	145	Les Oilers d'Edmonton	
Lawton	145	Lake	155
Johns	145	Le Mois national de l'histoire autochtone	
Gallant	145	Hepfner	155
Deschênes-Thériault	147		
Lamoureux	147	QUESTIONS ORALES	
Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan)	147	Les finances	
Kelly	147	Lantsman	155
Sari	148	Champagne	155
Cooper	149	Lantsman	155
Deschênes	149	Champagne	155
Lauzon	149	Lantsman	156
Ntumba	149	Champagne	156
Tolmie	150	Lantsman	156
Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan)	150	Champagne	156
Lamoureux	150	Deltell	156
Strauss	151	Champagne	156
Menegakis	151	Les services publics et l'approvisionnement	
DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS		Deltell	156
La Semaine nationale de l'accessibilité		Lightbound	156
Klassen	152	Deltell	156
Les opioïdes		Lightbound	156
Au	152	Les finances	
Orléans		Deschênes	157
Lalonde	152	Champagne	157
La fondation Islaview		Deschênes	157
Anstey	152	Joly	157
L'Ordre du mérite Bleu et Or		DeBellefeuille	157
Deschênes-Thériault	152	Joly	157
Jim Gouk		Kramp-Neuman	157
Morrison	153	Ali	157
La saison de la fierté		Kramp-Neuman	157
Malette (Bay of Quinte)	153	Ali	157
Le Parti libéral du Canada		Schmale	158
Vien	153	Champagne	158
La Coupe Memorial		Le transport ferroviaire	
Blanchette-Joncas	153	Schmale	158
Ottawa-Centre		Freeland	158
Naqvi	154	Les finances	
Les finances		Konanz	158
Jansen	154	Ali	158
Kanata		Bailey	158
Sudds	154	Lightbound	158
		Kram	158
		Champagne	159
		L'assurance-emploi	
		Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan)	159
		Hajdu	159
		Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan)	159

MacKinnon	159	Michel	164
Le logement		Le changement climatique	
Baldinelli	159	May	165
Robertson	159	Dabrusin	165
Baldinelli	159		
Robertson	160		
Kibble	160		
Robertson	160		
Groleau	160		
Joly	160		
Groleau	160		
Joly	160		
La protection civile			
Lavack	160		
Chartrand	161		
La sécurité publique			
Gunn	161		
Anandasangaree	161		
Gunn	161		
Anandasangaree	161		
Reynolds	161		
Fraser	161		
Au	161		
Anandasangaree	162		
L'éthique			
Leslie	162		
MacKinnon	162		
Leslie	162		
MacKinnon	162		
L'industrie pétrolière et gazière			
Lake	162		
Hodgson	162		
Lake	162		
Hodgson	162		
Redekopp	163		
Hodgson	163		
L'économie			
Lapointe (Sudbury)	163		
Joly	163		
L'environnement			
Mazier	163		
Guilbeault	163		
Mazier	163		
Guilbeault	163		
La protection civile			
Lloyd	164		
Olszewski	164		
Le logement			
Chi	164		
Robertson	164		
Le transport ferroviaire			
Berthold	164		
Freeland	164		
La santé mentale et les dépendances			
Johns	164		

		AFFAIRES COURANTES	
		Pétitions	
		Les affaires étrangères	
		Johns	165
		La justice	
		Ruff	165
		Le changement climatique	
		May	165
		Questions au Feuilleton	
		MacKinnon	165
		Le caucus du Parti conservateur	
		Reid	165
		DISCOURS DU TRÔNE	
		Reprise du débat sur l'Adresse en réponse	
		Menegakis	166
		Lamoureux	167
		Deschênes	167
		Strauss	167
		Deschênes-Thériault	167
		Mantle	167
		Lamoureux	169
		DeBellefeuille	169
		Ruff	169
		Deschênes-Thériault	170
		Deschênes	170
		Small	171
		Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan)	171
		Deschênes-Thériault	172
		Chi	172
		Doherty	173
		Lamoureux	173
		Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan)	173
		Idlout	173
		Au	173
		Lamoureux	175
		Lawton	175
		Ramsay	175
		Doherty	175
		Deschênes-Thériault	177
		Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan)	177
		Strauss	177
		Idlout	178
		Lauzon	178
		Van Popta	179
		Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan)	179
		Watchorn	180
		Idlout	180
		Lamoureux	181
		Ruff	181

Deschênes	182	Lawton.....	183
Barrett	182	Lamoureux.....	184
Deschênes-Thériault.....	183	Kram.....	184

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>